CETTE SEMAINE

Dixième année – Trimestriel – 2002 – n°85 – Prix libre ou abonnement

Août / Septembre

Déclaration de Clément Duval

Quoique ne vous reconnaissant pas le droit de me poser les questions et les demandes que vous m'avez faites, je vous ai répondu comme accusé.

Maintenant, c'est en accusateur. Je ne prétends pas me défendre, à quoi du reste cela me servirait-il devant des gens aussi bien armés que vous l'êtes, ayant soldats, canons, police, enfin toute une armée de mercenaires qui se font vos suppôts.

Soyons logiques. vous êtes la force, profitez-en. et s'il vous faut encore une tête d'anarchiste, prenez-la, le jour de la liquidation on vous en tiendra compte, et j'ai le ferme espoir que ce jour-là les anarchistes seront à la hauteur de leur mission, qu'ils seront sans pitié, car jamais ils n'atteindront le nombre de vos victimes !

Ce n'est pas à vous seuls que je m'adresse, mais à la société entière, cette société égoïste, marâtre, corrompue, où l'on voit d'un côté l'orgie, de l'autre la misère !

Vous m'inculpez de vol, comme si un travailleur qui ne possède rien peut être un voleur.

Non, le vol n'existe que dans l'exploitation de l'homme par l'homme, en un mot par ceux qui vivent aux dépens de la classe productrice. Ce n'est pas un vol que j'ai commis, mais une juste restitution faite au nom de l'humanité, cet argent devant servir à la propagande révolutionnaire, par l'écrit et par le fait. Faire des journaux, des brochures pour démontrer la vérité au peuple [sic], il y a assez longtemps qu'on le trompe. A lui qui sent le mal, lui montrer le remède.

M'occuper de chimie et préparer ce qu'il faut pour le jour de la bataille, le jour où les travailleurs, conscients, sortiront de leur torpeur, de leur avachissement. Car il est temps que cette machination diabolique du vieux monde disparaisse, pour faire place à des institutions où tous trouveront un sort plus équitable, qui n'existe que dans le communisme anarchiste.

Parce que l'Anarchie est la négation de toute autorité.

Et que l'autorité est la plus grande plaie sociale, parce que l'homme n'est pas libre, et l'homme doit être libre de faire tout ce qu'il veut, du moment qu'il ne porte pas atteinte a la liberté de ses semblables — ou alors il devient despote à son tour.

Dans le communisme, l'homme apportant à la société selon ses aptitudes et ses forces doit recevoir selon ses besoins. Les hommes se groupent, se recherchent selon leurs caractères, leurs aptitudes, leurs affinités, prenant exemple sur le groupe qui fonctionne le mieux, écartant la vanité, le sot orgueil, ne cherchant à mieux faire que son camarade pour que le camarade fasse mieux que soi.

Alors, de là ces chefs-d'œuvre utiles, plus de ces intelligences réduites à néant par le capital, parce que les hommes pourront évoluer librement, n'étant plus sous le joug despotique de l'autorité, de la propriété individuelle. Et ces groupes pourront sans entraves échanger mutuellement leurs produits.

Apprenant, et sentant le bien-être de se gouverner par eux-mêmes, ils se fédéraliseront et ne feront plus qu'une grande famille de travailleurs associés tous ensemble pour le bonheur de tous — un pour tous, tous pour un — ne reconnaissant qu'une seule loi : la loi de solidarité, de réciprocité.

Plus d'or, ce vil métal pour lequel je suis ici et que je méprise. Vil métal, cause de tous les maux, de tous les vices dont l'humanité est affligée. Vil métal, avec lequel on achète la conscience des hommes.

Avec le communisme anarchiste, plus d'exploitation de l'homme par l'homme, plus de ces mangeurs de sueur, plus de ces commerçants à l'esprit mercantile, rapaces, égoïstes, empoisonnant, falsifiant leurs produits et leurs denrées, amenant ainsi la dégénérescence du genre humain.

Vous ne pouvez le nier, car vous êtes obligés de surveiller jusqu'aux marchands de jouets d'enfants qui empoisonnent déjà avec ces jouets de pauvres petites créatures à peine nées.

Et ces usines, où l'on joue la vie des travailleurs avec un sans-gêne sans pareil, telles que les fabriques de blanc de céruse où au bout de quelques mois les travailleurs trouvent la paralysie, et souvent la mort... les étameurs de glace au mercure, qui en peu de temps deviennent chauves, paralytiques, ont la carie des os et meurent dans d'atroces souffrances !

Eh bien, il y a des hommes de science qui savent que l'on peut remplacer ces produits malsains par d'autres produits inoffensifs. Des médecins qui voient ces malheureux se tordre dans de si cruelles agonies, et qui laissent commettre ces crimes de lèse-humanité. On fait même mieux, on décore ces chefs d'usines, on leur décerne des récompenses honorifiques en mémoire des services qu'ils rendent à l'industrie et l'humanité.

Suite en dernière page ...



Immigration

Squats

Du fond des geôles

Que la peur change de camp

On nous terrorise pour nous mettre les uns contre les autres, italiens contre étrangers, immigrés réguliers contre irréguliers.

On nous terrorise en obligeant nombre d'entre nous à émigrer en quête de conditions de vie moins odieuses.

On nous terrorise en obligeant nombre d'entre nous à la clandestinité : avec les flics sur le dos et la peur des expulsions, l'Etat et les patrons poussent des milliers d'individus dans l'ombre, en les rendant encore plus dociles à l'exploitation.

On nous terrorise avec le chantage du travail salarié : soit tu te vends à un patron, soit tu crèves de faim.

On nous terrorise avec l'image de l'Etranger "barbare et intégriste" pour nous faire accepter plus de restrictions, plus de contrôles, plus de précarité; ou bien pour nous faire aimer une identité nationale fausse et vide (si le capitalisme ne respecte pas de frontières, pourquoi les exploités doivent-ils le faire?).

On nous terrorise avec les flics dans les quartiers, avec les rondes fascistes, avec les rafles policières. La criminalité, c'est le prétexte (au fond, d'où sort la criminalité si ce n'est de la nécessité de l'argent?), le véritable objectif c'est de faire baisser la tête à tous.

On nous terrorise avec la prison ou les expulsions, les casernes ou les camps pour les clandestins.

Plus les pauvres se haïssent entr'eux, plus les riches s'engraissent…

On nous terrorise en nous faisant croire que les "terroristes" sont ceux qui luttent contre l'Etat et les patrons, et non pas ceux qui bombardent des populations entières, colonisent les territoires et les esprits en rasant les maisons avec les bulldozer.

Il est temps que la peur change de camp.

Il est temps que de la haine entre les "races" on passe à la solidarité de classe, à la guerre des exploités contre les exploiteurs.

Les expulsions, les camps pour clandestins, les blindés et les cameras de surveillance: ça suffit!

Pas de flics dans les quartiers, pas de quartiers pour les flics!

Tract de Stranieri Ovunque en français reproduit déjà maquetté dans la version originale du journal (ceci est la version PDF).

Comme partout en Europe, l'Italie — historiquement exportatrice de main-d'œuvre — durcit sans cesse ses lois contre les immigrés tout en les exploitant volontiers dans de nombreux secteurs économiques. Ceci dans un climat de racisme quotidien ouvert qui n'a rien à envier à la situation française. Mais alors que l'Etat italien accueille les bateaux en parquant ses occupants dans des camps parfois improvisés à la hâte par l'armée, les immigrés développent eux-mêmes des résistances comme lors de différentes révoltes dans les prisons.

C'est dans ce contexte que des compagnons luttent avec eux. Nous publions d'abord ci-dessous le premier tract écrit et distribué par les occupants de l'ancienne usine Secco à Trévise, une petite ville du nord-est. Cette occupation est née de la collaboration d'algériens, de burkinabés et d'ivoiriens, avec la complicité d'une petit groupe d'italiens, à partir de la question du logement. Entre le racket des associations et le business des marchands de sommeil, ils ont décidé de se prendre en main. A noter que depuis cette date (mars 2002), ils occupent un autre lieu bien plus confortable que cette usine en friche : un ancien séminaire appartenant à une congrégation religieuse (avec parc, chambres, etc.) dans la proche périphérie de Trévise, qui tenait toujours début juillet.



A côté de ce texte, nous avons reproduit deux tracts distribués cette année par les compagnons, notamment à Turin : "Que la peur change de camp" et "Aux errants" (paru en juin). Avec la perspective des Jeux Olympiques dans cette ville en 2006, les immigrés subissent, en plus des rafles policières qui bouclent des quartiers pour contrôler tout le monde avant d'expulser par charters ceux qui sont pris sans-papiers, une pression plus large visant à nettoyer la ville de ces pauvres trop visibles et dont une partie n'est pas soumise par le salariat. A Turin toujours, le journal *Il Viaggio* (avec des articles traduits en français et en anglais) est distribué sur les marchés et disponible dans des bars, si bien que des liens commencent à se tisser. La réciprocité dans la solidarité a ainsi pu se manifester aussi bien lorsque des compagnons ont refusé de présenter leurs papiers lors d'une rafle, que lorsque la police a été empêchée par des passants de contrôler les personnes qui tenaient la table de presse sur un marché d'un quartier populaire turinois.

UNE RÉVOLTE CONTRE LA SOUFFRANCE MISE SOUS SILENCE

Pour atteindre la richesse et la grandeur
il faut voler les pauvres et assassiner les faibles.
G.B. Shaw

Il y a des choses qui s'apprennent dans les livres, ou peut-être à l'école — certainement pas en regardant la télé — mais il y a aussi des choses qui s'apprennent seulement dans la dure réalité de la vie quotidienne. Parmi ces choses il y a la vie de l'étranger, l'immigré, pas le touriste : une personne qui a laissé ses racines, sa communauté ; qui pour une raison ou une autre a été obligée de changer, à la recherche de travail, pour se nourrir et nourrir sa famille, ou à la recherche de tranquillité ou d'une nouvelle vie pour fuir la misère ou la répression d'une dictature, ou d'une pseudo-démocratie.

Mais aussi ici en Italie — en Europe — dans cette soi-disante démocratie, l'immigré retrouve la même situation qu'il avait laissé : travailler dur au profit d'un patron. Mais ici sa condition précaire et l'isolement l'obligent à accepter un salaire plus bas, dans des conditions pires que les autres travailleurs italiens. A leur tour, ils seront obligés d'accepter des conditions de pires en pires, parce que la liberté de l'individu de se vendre sur le marché du travail réduit la liberté de tous les autres travailleurs et surtout augmente les profits de ceux qui exploitent ce travail. Malgré ceux qui pensent, ou veulent faire croire, que ce sont les immigrés les responsables.

Les immigrés, comme les italiens, vont travailler et paient des impôts, mais en plus ils ont la peur permanente d'être licenciés, quelle qu'en soit la raison. De plus, quand ils débauchent, ils ne savent même pas où aller pour se laver ni où aller pour dormir parce que personne ne veut leur louer un appartement à un prix "presque" normal, sans leur demander six mensualités d'avance ou autres obligations absurdes, ou parce que les dortoirs où ils sont souvent obligés de "vivre" ne sont que des trous à rats / prisons payants (150 euros par mois par personne pour une pièce de 14 lits, sans pouvoir recevoir d'autres visites que celles de la police qui contrôle leurs affaires). Pourtant, malgré ces conditions précaires, le lendemain ils doivent retourner au travail, s'ils ne sont pas licenciés, ou carrément expulsés. Car tant qu'ils travaillent, ça n'a pas d'importance si les immigrés se lavent : *le porc pue, mais sa viande est bonne à manger.*

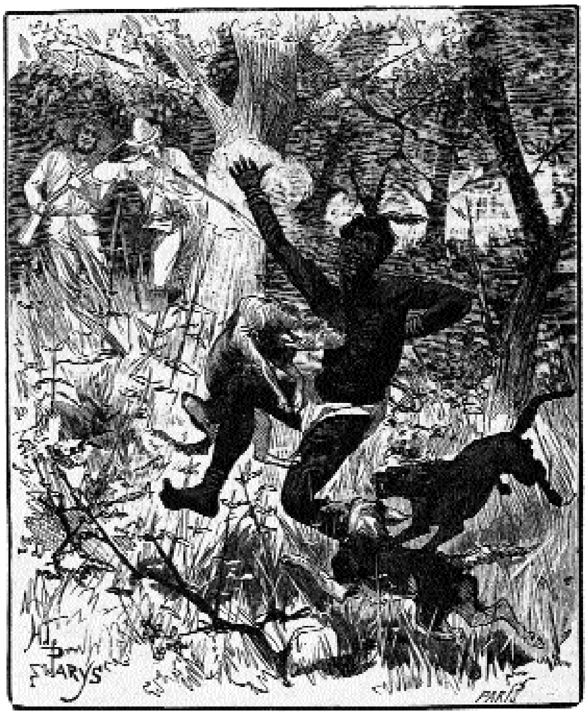
Et à penser à manger il y a aussi le rapace qui spécule sur leurs problèmes en faisant passer pour aide une aumône qui sert seulement ses intérêts politiques. C'est le cas de "Fratelli d'Italia" qui flairant l'affaire des immigrés s'est empressé d'empocher des centaines de milliers d'euros provenant de fonds européens et gouvernementaux, censés résoudre les problèmes des immigrés, mais qui n'ont rien reçu, comme dans le cas des coopératives sociales du type "Vita Nuova", "Nomisma" et beaucoup d'autres, vrais rackets seulement généreux dans l'exploitation des immigrés.

A ces maires qui se sont fait connaître pour leur racisme envers nous ; à l'opposition qui s'est cachée derrière le racisme de ces maires pour rien faire ; aux politiciens de toutes les couleurs pour qui nous ne valons quelque chose qu'à l'approche des élections, à tous les rapaces qui veulent faire du profit sur notre dos, nous, immigrés, nous avons répondu en occupant l'ex-Secco, l'usine abandonnée de Via Pozzette à San Trovaso di Prezanziol, sans demander l'aumône à personne. Même si ce n'est pas vraiment une maison, pour nous c'en est une, un toit sous lequel dormir, comme l'ont tous les habitants de ce pays.

LE DROIT DE VIVRE NE SE MENDIE PAS.
IL SE PREND.

Des immigrés en colère

[Texte publié en français dans *Il Viaggio*, mensuel gratuit, n°6, avril 2002, p.2. Disponible à Stranieri Ovunque — C.P. 1244 — 10100 Torino Ferrovia]



Ils tiraient habituellement sur les indigènes pour nourrir leurs chiens

CETTE FOIS*, nous parlerons de nous. De notre petite aventure, des rapports et de la complicité qui en sont nés. Il y a quelques semaines, nous étions à Porta Palazzo pour distribuer «Il Viaggio» et d'autres lectures contre les rafles policières au détriment des clandestins, contre les expulsions, contre les lagers. Mais, dans la rue Cottolengo, une patrouille de carabiniers nous a arrêtés : ils voulaient nos papiers, les permis pour distribuer le journal... ils voulaient tout simplement nous faire partir Un contrôle banal, comme il y en a souvent. Mais cette fois, près de notre stand sont arrivés plusieurs dizaines de personnes, presque tous étrangers, qui se trouvaient dans cette rue de passage, pour vivre ou pour travailler. Même menacés par les carabiniers — qui voulaient régler le problème «entre italiens» — ils sont restés auprès de nous, à nous soutenir et à nous défendre. Et même quand les carabiniers ont essayé d'utiliser la manière forte — avec peu de résultats, d'ailleurs — aucun d'eux n'a bougé : au contraire, de plus en plus de personnes venaient nous aider. A la fin, les carabiniers n'ont pas réussi ni à identifier ni à prendre personne.*

LA SOLIDARITÉ*, celle de la rue, n'a pas besoin de longs discours. Ce matin-là, il a suffi reconnaître l'ennemi commun, les carabiniers. Ennemi qui, dans ce cas-là, s'en prenait à nous, mais qui dans beaucoup d'autres a pris, frappé ou emprisonné beaucoup de ces personnes venues à notre stand. Les papiers, les cartes d'identité que les carabiniers exigeaient de nous cette matinée-là, beaucoup de ces personnes-là ne les ont pas : c'est pour ça que nous avons choisi de ne pas les donner nous non plus. Parce que nous n'acceptons pas qu'un bout de papier divise les exploités entre eux, parce que dans un monde où nous sommes de plus en plus pauvres, plus seuls, plus contrôlés, nous sommes tous étrangers,* nous sommes tous clandestins.

CES PERSONNES-LÀ*, ce matin-là, nous l'ont démontré : la fraternité, la solidarité, la complicité ne sont pas liées à une soi-disante identité nationale. Être frères et soeurs, compagnons de voyage et de lutte, signifie reconnaître les maux communs et qui les crée ; ça signifie voir concrètement son ennemi et avoir conscience qu'il faut commencer à se parler et à s'organiser pour leur résister. Nous voulons donc les remercier, ces personnes-là, pour leur solidarité et leur courage, pour avoir choisi de s'unir à nous, même juste pour un matin, pour avoir montré une lutte commune possible.*

DANS UN TURIN *où les attaques des patrons se font de plus en plus fréquentes et impitoyables — plus de rafles, plus de misère et de contrôles pour tous — où l'intention du conseil municipal est de «balayer» les pauvres trop nombreux hors de San Salvario et Porta Palazzo, notre seule possibilité est de redécouvrir la solidarité de rue, la complicité de la lutte contre les oppresseurs communs, la résistance des exploités, italiens et étrangers unis, dans les quartiers. Descendre dans la rue pour empêcher les rafles, les expulsions, les tabassages est l'affaire de tous.*

[Texte publié en français dans *Il Viaggio*, mensuel gratuit, n°6, avril 2002, p2]

Un autre printemps

LE PRINTEMPS EST FINALEMENT ARRIVÉ. Mais cette année, il a porté avec lui un vent mauvais, qui souffle fort sur les quartiers les plus pauvres de Turin et qui rend la vie de plus en plus difficile à ceux qui sont arrivés dans cette ville pour y chercher une vie meilleure. Ce vent n'est pas du tout invisible, il a un prénom, un nom et une adresse : il s'appelle "Alto impatto", il porte l'uniforme de la police, et vient du gouvernement à Rome, où le Ministre de l'Intérieur Scajola a annoncé l'ouverture officielle de la chasse aux immigrés sans papiers. Bien que vieux de quelques mois, ce nouvel assaut aux clandestins a commencé à donner ses fruits les plus amers ces dernières semaines. Dans les rues, les bars et même dans les maisons de San Salvario et de Porta Palazzo se succèdent sans arrêt les interventions de la police qui remplit le plus possible ses véhicules d'étrangers pauvres pour les porter au poste. Là, ils sont identifiés et ceux qui ne sont pas expulsés aussitôt, ou enfermés dans le Centre de Détention Temporaire, rentrent à la maison avec en poche un avis d'expulsion pour la semaine suivante.

Ici, en ville, c'est arrivé à 158 albanais, presque tous "accompagnés" à la frontière, à une centaine de nigériennes, chargées en masse sur un boeing 777 en direction de Lagos, et aussi à beaucoup de roumains, marocains, algériens... L'ampleur de ces opérations est telle qu'il a fallu faire à la hâte des travaux d'agrandissement du lager de Corso Brunelleschi — qui sera de toute façon transféré dans une structure beaucoup plus grande, parait-il au fond de Via Bologna.

Les déclarations très dures de Scajola sur l'immigration ont également permis des opérations si malséantes et lâches que beaucoup d'anciens dirigeants locaux auraient eu honte de les proposer. Pour donner une idée du climat de plus en plus pesant de ce printemps, on peut rappeler ce maire lombard qui a proposé une rançon sur les clandestins pour encourager les italiens à signaler leur présence à la police. Ou bien, le conseil municipal de Turin qui, par l'intermédiaire du chef de la police municipale, a annoncé la "tolérance zéro" pour les vendeurs ambulants et les gardiens de parking illégaux. Ou plus simplement, la rétorsion à laquelle sont soumis les bars des quartiers pauvres s'ils n'affichent pas "interdit aux repris de justice et aux sans papiers".

L'opération "Alto impatto" de Scajola sert non seulement à chasser le plus d'immigrés possible, mais aussi à terroriser tous les autres — clandestins ou pas — pour les faire tous vivre encore plus dans l'ombre, pour les rendre encore plus soumis et accommodants envers les patrons. Et apparemment, quand le projet Bossi-Fini sur l'immigration deviendra une loi, ce climat sera permanent.

Pourra-t-on arrêter ce vent mauvais de printemps qui sème la peur dans les quartiers pauvres ? En attendant, il faut savoir *de quoi il s'agit* exactement. Et pour cela, il faut savoir que derrière les interventions de la police dans les bars de S. Salvario il n'y a pas seulement Scajola et ses collègues dans leur lointain gouvernement. Il y a aussi tous les groupes politiques qui attisent en ville la haine contre les immigrés. Il y a aussi tous les fonctionnaires, comme par exemple la responsable du bureau des étrangers de la préfecture Rosanna Lavezzaro, qui organisent concrètement les rafles et les expulsions. Il y a aussi toutes les organisations, même humanitaires, qui travaillent à l'intérieur du lager de C.so Brunelleschi, toutes les entreprises qui fournissent le Centre en nourriture, équipement et services.

Ce n'est pas tout : en plus de la sévère répression élaborée par le Ministère de l'intérieur, il faut aussi penser que les Jeux Olympiques d'hiver de 2006 se rapprochent. Les dirigeants de la ville voudraient exhiber devant les caméras du monde entier un Turin décoré et propre, et c'est pour ça que dans les journaux on ne parle que des projets de restructuration de Porta Palazzo et de la zone de Porta Nuova. Des projets qui prévoient avant tout une normalisation de ces quartiers où les pauvres sont trop visibles et pas assez soumis, au point de "salir l'image de toute la ville". Le maire est donc aussi responsable de cette chasse de plus en plus violente aux immigrés. Responsables aussi, la Fiat et toutes les entreprises et groupes de pouvoir qui accumulent beaucoup de sous grâce aux Jeux Olympiques.

Alors, qu'est donc ce vent mauvais de printemps qui souffle sur Turin ? C'est une grosse machine, avec tellement d'engrenages qui tournent ensemble, l'un relié à l'autre. Il restera insaisissable tant que les exploités ne sauront pas les identifier, ces engrenages qui tournent si près de nous qu'on peut les bloquer ; tant que chaque pauvre ne saura pas reconnaître qui alimente la peur ; tant que nous ne comprendrons pas tous que les discours sur la fraternité et sur la liberté ne sont que des paroles vides quand on vit à l'ombre des baïonnettes.

[Texte publié en français dans *Il Viaggio*, mensuel gratuit, n°6, avril 2002, p1]

Aux errants

Nous avons demandé de la main d'oeuvre,
nous avons eu des hommes.
Max Frisch

Personne n'émigre pour le plaisir — c'est une vérité très simple que beaucoup veulent cacher. Si une personne laisse de bon gré sa terre et les siens, on ne l'appelle pas un migrant mais un touriste ou un voyageur. La migration, c'est un déplacement forcé, c'est errer à la recherche de meilleures conditions de vie.

Il y a actuellement 150 millions d'étrangers dans le monde à cause de guerres, coups d'Etat, catastrophes écologiques, famines ou simplement le fonctionnement normal de la production industrielle (destruction des campagnes et des forêts, licenciements de masse, etc). Tous ces facteurs composent une mosaïque d'oppression et de misère dans laquelle les effets de l'exploitation deviennent eux-mêmes des causes de souffrance et de déracinement, dans une spirale infinie qui rend hypocrite toute distinction entre «évacués», «migrants», «exilés», «demandeurs d'asile», «réfugiés», «survivants». Pensons à quel point les soi-disantes urgences écologiques (pénurie en eau, désertification, stérilité des champs) sont *sociales* : l'explosion d'une raffinerie de pétrole, unie à la destruction de toute autonomie locale sur laquelle elle a été construite, peut parfois changer le sort d'une entière population.

Contrairement à ce que voudrait nous faire croire la propagande raciste, l'immigration implique seulement pour 17% le Nord riche et concerne tous les continents (en particulier l'Asie et l'Afrique) ; ce qui signifie que pour chaque pays pauvre il y en a un encore plus pauvre d'où fuient des migrants. La *mobilisation totale* imposée par l'économie et les Etats est un phénomène planétaire, une guerre civile non déclarée et sans frontière : des millions d'exploités errent dans l'enfer du paradis marchand, ballottés de frontières en frontières, enfermés dans des camps de réfugiés encerclés par la police et l'armée et gérés par les organisations dites de charité — complices dans les tragédies dont elles ne dénoncent pas les causes réelles dans le seul but de profiter des conséquences — entassés dans les «zones d'attentes» des aéroports ou dans les stades, enfermés dans des camps appelés «centri di permanenza temporanea», et enfin emballés et expulsés dans l'indifférence la plus totale. À de nombreux égards, on peut dire que ces indésirables représentent notre réalité, et c'est aussi pour ça qu'ils nous effraient. L'immigré nous fait peur parce que nous voyons le reflet de notre misère dans la sienne, parce que dans son errance nous reconnaissons notre condition quotidienne : des individus de plus en plus étrangers dans ce monde et à eux-mêmes.



Le déracinement est la condition la plus répandue dans la société actuelle, et pour ainsi dire son «centre», et non pas une menace venue d'un mystérieux et terrifiant Ailleurs. C'est seulement en regardant mieux notre vie quotidienne que nous pouvons comprendre en quoi la condition des immigrés nous concerne tous. Mais nous devons d'abord définir un concept central, le concept de clandestin.

La création du clandestin, la création de l'ennemi

[...] Qu'êtes-vous ? [...]
Vous n 'êtes pas du château, vous n' êtes pas du village, vous n'êtes rien. Et pourtant, vous êtes quelque chose, malheureusement, vous êtes un étranger, un qui est toujours de trop et toujours entre nos jambes, un qui provoque beaucoup de soucis, [...] dont on ne sait pas les intentions.
F. Kafka

Le «clandestin» est tout simplement un immigré qui n'a pas de papiers en règle. Et, bien sûr, pas par plaisir du risque et de l'illégalité, mais parce que dans la plupart des cas, pour avoir ces papiers, il devrait fournir des garanties qui ne feraient pas de lui un migrant, mais un touriste ou un étudiant étranger. Si ces critères étaient appliqués *à tous*, on serait jetés à la mer par millions. Quel chômeur italien, par exemple, pourrait fournir la garantie d'un revenu légal ? Comment feraient tous les précaires d'ici qui travaillent par l'intermédiaire d'agences d'intérim, dont les contrats ne sont pas reconnus aux immigrés pour le permis de séjour ? Et y a-t-il tant d'italiens qui vivent dans un appartement de 60 mètres carrés avec deux autres personnes maximum ? Lisons-les, les différents décrets (de droite ou de gauche) sur l'immigration, on comprendra alors que la *clandestinisation* des immigrés est un projet précis des Etats. Pourquoi ?

A un étranger, on peut plus facilement faire du chantage, lui faire accepter, en le menaçant d'expulsion, des conditions de travail et d'existence plus odieuses (précarité, déplacements continus, logements de fortune, etc.). Et cette menace existe aussi pour ceux qui ont le permis de séjour, mais qui savent très bien à quel point il est facile de le perdre quand on n'est pas complaisant avec le patron ou les agents de police. Grâce à la menace des gendarmes, les patrons se procurent des salariés dociles, ou plutôt, de véritables travailleurs forcés.

Même les partis de la droite la plus réactionnaire et xénophobe savent très bien qu'une fermeture hermétique des frontières est non seulement techniquement impossible, mais aussi désavantageuse. Selon les Nations Unies, l'Italie devrait, pour maintenir l'actuel «équilibre entre population active et inactive», «accueillir», d'ici à 2025, un quota cinq fois supérieur à celui actuellement établi par an. En effet, la Confindustria suggère sans cesse de doubler le quota fixé jusqu'à maintenant.

La concession ou le refus de permis annuels et saisonniers détermine une *hiérarchie sociale* précise entre les pauvres. La distinction entre rapatriement forcé immédiat et expulsion (c'est à dire l'obligation, pour l'immigré irrégulier, de se présenter à la frontière pour être renvoyé à la maison) permet de choisir — sur la base de critères ethniques, des accords économico-politiques avec les gouvernements des pays d'où vient l'immigré et des besoins du marché du travail — ceux à clandestiniser et ceux à éloigner tout de suite. En effet, les autorités savent très bien que personne ne se présentera spontanément à la frontière pour se faire expulser ; certainement pas ceux qui ont dépensé tout ce qu'ils avaient — et parfois même plus — pour se payer le voyage. Les chefs d'entreprise définissent les caractéristiques des marchandises qu'ils achètent (*l'immigré est une marchandise*, comme nous tous d'ailleurs), l'Etat rassemble les données, la police exécute les ordres.

L'alarme donnée par les politiques et les mass media, les proclamations anti-immigration créent des Ennemis imaginaires, pour pousser les exploités d'ici à décharger sur un commode bouc émissaire les tensions sociales grandissantes et pour les rassurer, en leur faisant admirer le spectacle de pauvres encore plus précaires et victimes de chantage qu'eux ; et enfin, pour qu'ils se sentent membres d'un fantôme appelé Nation. En faisant de l'irrégularité — qu'ils créent eux-mêmes — un synonyme de délinquance et de danger, les Etats justifient un contrôle policier et une criminalisation des conflits de classe de plus en plus latents. C'est dans ce contexte qu'agit la manipulation du consensus après le 11 septembre, résumée dans l'ignoble slogan «clandestins=terroristes», qui unit, si on le lit dans les deux sens, la paranoïa raciste à la demande de répression envers l'ennemi interne (1e rebelle, le subversif).

Ils hurlent, à gauche comme à droite, contre le racket qui organise le voyage des clandestins (décrit par les mass media comme une invasion, un fléau, l'arrivée d'une armée) alors que ce sont leurs lois qui le favorisent. Ils

hurlent contre le «crime organisé» qui exploite énormément d'immigrés (fait exact mais partiel), alors que ce sont eux qui leur fournissent la matière première désespérée et prête à tout. Etat et mafia, dans leur symbiose historique sont unis par le même principe libéral : les affaires sont les affaires.

Le racisme, instrument d'exigences économiques et politiques, réussit à se répandre dans un contexte de massification et d'isolement généralisés, quand l'insécurité crée des peurs opportunément manipulables. Ça ne sert pas à grand chose de condamner moralement ou culturellement le racisme, car ce n'est pas une opinion ou un «argument», mais une misère psychologique, une «peste émotionnelle». C'est dans les conditions sociales actuelles qu'il faut chercher les explications de son expansion et, en même temps, les forces pour le combattre.

L'accueil d'un camp de concentration

Définir *camps de concentration* les *Centri di Permanenza Temporanea* pour immigrés en attente d'expulsion — centres introduits en italie en 1998 par le gouvernement de gauche avec la loi Turco-Napolitano — ce n'est pas de la réthorique, comme pensent au fond beaucoup de ceux qui utilisent cette expression. Il s'agit d'une définition stricte. Les camps nazis étaient des camps de concentration où étaient enfermes des individus que la police considérait, même en absence de conduite pénalement condamnable, dangereux pour la sécurité de l'Etat. Cette mesure préventive — définie «détention protectrice» — consistait à retirer tous les droits civils et politiques à certains citoyens. Qu'ils soient réfugiés, juifs, tziganes, homosexuels ou subversifs, il revenait à la police, après des mois ou des années, de décider de leur devenir. Les camps n'étaient donc pas des prisons où on purgeait une peine pour un délit, ni une extension du droit pénal. Il s'agissait de camps dans lesquels la norme établissait l'*exception* ; c'est à dire une exception légale à la légalité. Un camp ne dépend donc pas du nombre d'incarcérés ni de celui des assassins (entre 1935 et 1937, avant la déportation des juifs, il y avait 7500 incarcérés en Allemagne), mais de sa nature politique et juridique.

Les immigrés finissent aujourd'hui dans les centres, indépendamment d'éventuels délits, sans aucune procédure pénale : leur incarcération décidée par le *questore*, est une simple *mesure de police*. Exactement comme en 1940 sous le régime de Vichy, quand les préfets pouvaient faire enfermer les individus «dangereux pour la défense nationale et la sécurité publique» ou bien «des étrangers en surnombre par rapport à l'économie nationale». On peut se rappeler la détention administrative en Algérie française, en Afrique du sud de l'*apartheid* ou les actuels ghettos pour palestiniens créés par l'Etat d'Israël.

Ce n'est pas un hasard si, au sujet des conditions infâmes des centres pour immigrés, les bons démocrates ne font pas appel au respect d'une quelconque loi, mais des *droits humains* — dernière chance pour des femmes et des hommes à qui il ne reste que l'appartenance à l'espèce humaine. On ne peut pas les intégrer en tant que citoyens, alors on fait semblant de les intégrer en tant qu'humains. L'égalité abstraite des principes masque partout les réelles inégalités.

Un nouveau déracinement

Les immigrés qui débarquaient pour la/ première fois à Battery Park *ne tardaient pas/ à se rendre compte que ce qu 'on leur avait/ raconté de la merveilleuse Amérique/ n'était pas du tout exact :/ la terre appartenait peut-être à tous,/ mais ceux qui étaient arrivés en premiers/ s'étaient amplement servis,/ et il ne leur restait plus qu'à/ s'entasser à dix dans les taudis sans fenêtre/ du* Lower East Side *et/ travailler quinze heures par jour. Les dindes ne tombaient pas déjà rôties/ dans les assiettes et les rues de* New York*/ n'étaient pas en or/ En fait bien souvent elle n'étaient pas/ pavées du tout. Et ils comprenaient alors/ que c'était justement pour les leur faire paver/ qu'on les avait fait venir. Et pour creuser des tunnels/ et des canaux, construire des rues, des ponts des grandes/ digues, des chemins de fer, défricher des forêts, exploiter/ des mines et des carrières, fabriquer des voitures et des cigares,/ des carabines et des vêtements, des chaussures, des chewing gums,/ du corned-beef et des savonnettes, et construire/ des gratte-ciels encore plus grands/ que ceux qu'ils avaient découverts en arrivant.*

Georges Perec



Si on fait quelques pas en arrière, il s'avère évident que le déracinement est un moment essentiel du développement de la domination étatique et capitaliste. Au début de cette domination, la production industrielle a arraché les exploités des campagnes et des villages pour les concentrer dans les villes. L'ancien *savoir-faire* des paysans et des artisans a été ainsi remplacé par l'activité forcée et répétitive de l'usine — activité impossible à contrôler, dans ses instruments et sa finalité, par les nouveaux prolétaires. Les fils aînés de l'industrialisation ont donc perdu au même moment leurs anciens *lieux* de vie et leurs connaissances antiques, celles qui leur permettaient de se procurer de manière autonome une bonne part de leurs moyens de subsistance. De plus, en imposant à des millions de femmes et d'hommes les mêmes conditions de vie (mêmes lieux, mêmes problèmes, même savoir), le capitalisme en a unifié les luttes, leur a fait retrouver des nouveaux frères pour combattre contre cette vie insupportable. Le vingtième siècle a marqué l'apogée de cette concentration productive étatique — dont les emblèmes étaient l'usine-quartier et les camps de concentration — et aussi l'apogée des luttes sociales les plus radicales pour sa démolition.

Lors des vingt dernières années, grâce aux innovations technologiques, le capital a remplacé la vieille usine par des nouveaux centres de production de plus en plus petits et délocalisés sur le territoire, désagrégeant aussi le tissu social à l'intérieur duquel ces luttes avaient grandi, et en déterminant ainsi un *nouveau déracinement.*

Ce n'est pas tout. La restructuration technologique a accéléré et facilité les échanges, en ouvrant le monde entier à la concurrence la plus féroce, en ruinant les économies et les modes de vie de pays entiers. En Afrique, en Asie, en Amérique Latine, la fermeture de nombreuses usines, les licenciements de masse, dans un contexte social détruit par le colonialisme, de la déportation des habitants des villages aux bidonvilles, des champs aux chaînes de montage, ont produit une foule de pauvres devenus inutiles à leurs patrons, des *enfants indésirés du capitalisme*. Si on ajoute la chute des pays soi-disant communistes et le racket des dettes organisé par le Fond Monétaire International et la Banque Mondiale, on obtient une carte assez précise des migrations, des guerres ethniques et religieuses. Ce qu'on appelle aujourd'hui «flexibilité» et «précarité» est la conséquence de tout cela : un autre progrès dans la soumission aux machines, une augmentation de la compétition, une aggravation des conditions matérielles (contrats, santé, etc.). Nous en connaissons déjà la raison : le capitalisme a démantelé les «communautés» qu'il avait lui-même créées. Il serait de toute façon partiel de concevoir la précarité seulement au sens économique, c'est à dire absence d'un travail fixe et fierté du propre métier. Celle-ci est un isolement dans la massification, c'est à dire un conformisme fanatique sans *espaces communs*. Dans l'angoissant vide de sens et de prospectives, le besoin insatisfait de communauté revient, mystifié, sous forme de vieilles oppositions nationalistes, ethniques ou religieuses, une tragique reproposition d'identité collective là où s'est évanouie toute réciprocité réelle entre les individus. Et c'est justement dans ce vide que s'installe le discours intégriste, fausse promesse d'une communauté qui s'est rachetée.

Guerre civile

Tout ceci nous amène de plus en plus vers un scénario de guerre civile permanente, sans faire de distinctions entre «temps de paix» et «temps de

guerre». Le conflit n'est plus déclaré — comme l'a démontré l'intervention militaire dans les Balkans — mais simplement géré en garantissant le maintien de l'Ordre Mondial. Ce conflit sans trêve touche toute la société et les individus eux-mêmes. Les espaces communs de dialogue et de lutte sont remplacés par l'adhésion aux modèles marchands : les pauvres se font la guerre pour le sweat ou la casquette à la mode. Les individus se sentent de plus en plus insignifiants, et donc prêts à se sacrifier pour le premier leader nationaliste ou pour un bout de drapeau. Maltraités chaque jour par l'Etat, les voici à défendre avec zèle une quelconque Padania (désolée et polluée, avec des usines et des centres commerciaux partout — est-ce donc ça l'enviable «terre des ancêtres» ?). Attachés à ce mirage de propriété qui leur reste, ils ont peur de se montrer tels qu'ils sont : des engrenages interchangeables d'une Mégamachine, qui ont besoin de psycholeptiques pour tenir jusqu'au soir, de plus en plus envieux envers quiconque ayant seulement un peu l'air plus heureux qu'eux. A une rationalité de plus en plus froide, abstraite et calculatrice, correspond des pulsions de plus en plus brutales et inavouées. Alors, quoi de mieux qu'une personne différente de peau ou de religion pour décharger sa rancoeur ? Comme disait un mozambicain, les «gens ont pris la guerre à l'intérieur d'eux». Certaines conditions externes suffisent pour faire tout exploser comme en Bosnie. Et ces conditions, on nous les sert avec soin. A l'universalisme capitaliste s'oppose, dans un tragique jeu de miroirs, le particularisme ethnique. Sous l'ordre institutionnel, avec ses espaces de plus en plus anonymes et surveillés, se prépare l'implosion des rapports humains. On dirait les mêmes sables mouvants d'où a surgit, dans les années trente, l'homme totalitaire.



Woomera (Australie), mars 2002 : Manifestations contre un centre de rétention, l'attaque des grillages a permis à 25 sans-papiers de s'échapper.

Deux issues possibles

Pourquoi avons nous jusqu'ici parlé d'immigration et de racisme, étant donné que nous ne sommes pas *directement* concernés par le problème de l'errance et de l'expulsion ? Le capitalisme rapproche de plus en plus nos vies à la précarité et à l'impossibilité de décider de notre présent et de notre futur ; c'est pour cela que nous nous sentons frères, dans les faits, des exploités qui débarquent sur les côtes de ce pays.

Face au sentiment de dépouillement que des millions d'individus éprouvent envers un impérialisme marchand qui les oblige tous à rêver le même rêve sans vie, aucun appel au dialogue et à l'intégration démocratique n'est possible. Quoiqu'en disent les antiracistes démocratiques, il est trop tard pour les leçons d'éducation civique. Quand ils poussent partout — des bidonvilles de Caracas aux banlieues de Paris, des territoires palestiniens aux centres et stades où sont enfermés les clandestins — les *camps* où on assigne la misère ; quand l'*état d'exception* — c'est à dire la suspension juridique de tout droit — devient la norme ; quand on laisse littéralement pourrir des millions d'êtres humains dans les réserves du paradis capitaliste ; quand on militarise et blinde des quartiers entiers (Gênes, ça vous dit quelque chose ?), parler d'intégration est une énorme plaisanterie. A ces conditions de désespoir et de peur, à cette guerre civile planétaire, il n'y a que deux issues possibles : l'affrontement fratricide (religieux et de clan dans toutes ses variantes possibles), ou la tempête sociale de la guerre de classe.

Le racisme est la tombe de toutes les luttes des exploités contre les exploiteurs, c'est la dernière carte — la plus sale — jouée par ceux qui voudraient nous voir nous massacrer entre nous. Il peut seulement disparaître dans les moments de lutte commune, quand on reconnaît nos ennemis réels — les exploiteurs et leurs sous-fifres — et *on se reconnaît* en tant qu'exploités qui ne veulent plus l'être. Le conflit social des années soixante et soixante-dix en Italie — quand les jeunes ouvriers immigrés du sud rencontrèrent ceux du nord sur le terrain du sabotage, de la grève sauvage et de la totale déloyauté envers le patron — l'a prouvé. La disparition après les années soixante-dix des luttes révolutionnaires (du Nicaragua à l'Italie, du Portugal à l'Allemagne, de la Pologne à l'Iran) a affaibli la base d'une solidarité concrète entre les expropriés de la Terre. On pourra seulement reconquérir cette solidarité dans la révolte et non pas dans les discours impuissants des nouveaux tiersmondistes et des antiracistes démocratiques.

Donc, ou le massacre de clan et de religion, ou la guerre de classe. Et c'est seulement au fond de celle-ci que nous pouvons entrevoir un monde libre de l'Etat et de l'argent, dans lequel nous n'aurons besoin d'aucun permis pour vivre et voyager.

Une machine qu'on peut briser

Dans les années quatre-vingt, il y avait un slogan qui disait : «Aujourd'hui ce n'est pas tellement le bruit des bottes dont on doit avoir peur mais du silence des pantoufles». Maintenant, elles sont toutes de retour. Avec un langage de guerre sainte (les forces de l'ordre, l'«armée du bien» qui protège les citoyens des immigrés, l'«armée du mal», comme l'a affirmé récemment le président du Conseil), l'Etat organise quotidiennement des rafles d'immigrés. Leurs maisons sont dévastées, les clandestins sont ramassés dans la rue et déportés, enfermés dans les camps et expulsés dans l'indifférence la plus totale. Dans de nombreuses villes, des nouveaux centres de détention sont déjà en construction. La loi Bossi-Fini, continuation digne de Turco-Napolitano, veut limiter les permis de séjour selon la durée exacte du contrat de travail, ficher tous les immigrés, transformer la clandestinité en délit et renforcer la machine des expulsions.

Le mécanisme démocratique de la citoyenneté et des droits, bien qu'élargis, présupposera toujours l'existence d'exclus. Critiquer et essayer d'empêcher les expulsions des immigrés signifie critiquer en acte à la fois le racisme et le nationalisme ; cela signifie chercher un espace commun de révolte contre le déracinement capitaliste qui nous touche tous ; cela signifie entraver un mécanisme répressif tant important qu'odieux ; cela signifie briser le silence et l'indifférence des *civilisés* qui restent là à regarder ; cela signifie, enfin, discuter le concept même de loi, au nom du principe «nous sommes tous clandestins». Bref, il s'agit d'une attaque à un des piliers de la société étatique et de classe : la compétition entre les pauvres, le remplacement, aujourd'hui de plus en plus menaçant, de la guerre sociale par la guerre ethnique ou religieuse.

Pour fonctionner, la machine des expulsions a besoin de la participation de nombreuses structures publiques et privées (de la croix rouge qui cogère les camps aux entreprises qui fournissent des services, des compagnies aériennes qui déportent les clandestins aux aéroports qui organisent les zones d'attente, en passant par les associations dites de charité qui collaborent avec la police). Toutes ces responsabilités sont bien visibles et attaquables. Des actions contre les centres de détention (comme s'est arrivé il y a quelques années en Belgique et il y a quelques mois en Australie, où les manifestations se sont terminées par la libération de quelques clandestins), à celle contre les «zones d'attente» (comme en France, contre la chaîne d'hôtel Ibis, qui fournit des chambres à la police) ou pour empêcher les vols de l'infamie (à Francfort, un sabotage des câbles à fibres optiques avait mis hors d'usage, il y a quelques années, tous les ordinateurs d'un aéroport pendant quelques jours), il y a beaucoup d'actions qu'un mouvement contre les expulsions peut réaliser.

Aujourd'hui plus que jamais, c'est dans les rues que se reconstruit la solidarité de classe. Dans la complicité contre les rafles de la police ; dans la lutte contre l'occupation militaire des quartiers ; dans le refus obstiné de toute division que les patrons voudraient nous imposer (italiens et étrangers, immigrés réguliers et clandestins) ; en ayant conscience que tout outrage subi par chaque exproprié de la Terre est un outrage à tous — c'est seulement ainsi que les exploités de mille pays pourront enfin se reconnaître.

Contact :
Stranieri Ovunque, C.P. 1244, 10100 Torino
Centro di Documentazione "Porfido", V. Tarino 12/c, 10124 Torino

Un bilan critique du Collectif Anti-expulsions d'Ile-de-france

Créé officiellement le 7 avril 1998, le CAE Ile-de-France est au départ le regroupement de collectifs (dont la CNT-Vignoles, 13Actif, le C19 et des membres de l'ex-collectif des Papiers pour Tous [1]) qui luttent déjà sur le terrain de l'immigration et d'individus qui arrivent sur des pratiques qui commencent à se développer : l'intervention directe contre la machine à expulser.

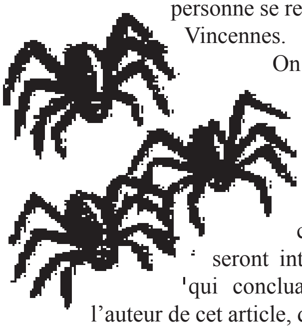
Des aéroports et des gares...

Les premiers modes d'intervention se situent dans les aéroports et les gares. Suite à l'expulsion de deux églises du XIIIe arrondissement, des personnes se rendent quotidiennement dans les aéroports afin d'inciter les passagers à se solidariser (en restant debout ou en protestant de diverses manières) avec les expulsés embarqués sur les avions. La conséquence directe pouvant être le débarquement des expulsés si le commandant de bord estime que l'avion ne peut décoller dans ces conditions ; le délai de rétention étant de 10 jours (à l'époque), les expulsés pouvaient à l'expiration de ce terme déjà entamé lors de leur tentative d'embarquement, être relâchés. La parade de l'Etat a été de les condamner pour "refus d'embarquement" de 3 mois jusqu'à un an ferme, l'enjeu est alors que ce soient les passagers qui empêchent l'expulsion ! En mars 1998, ce sont près de 100 sans-papiers du 6e collectif qui ont été arrêtés suite à ces deux occupations d'églises, et l'intervention sur les aéroports a permis d'en faire redescendre quelques uns (mais Diawara Siriné s'est pris un an ferme lors de l'appel en novembre 98 pour "refus d'embarquement"). Il est à noter que les individus qui contactent les passagers ne font que reprendre une pratique des immigrés déjà en usage lorsqu'ils voient des "compatriotes" se faire expulser.
A partir du 15 avril 98, c'est le train de "21h03" à gare de Lyon que le CAE tente d'empêcher de partir. C'est notamment celui qui transporte les expulsés algériens jusqu'à Marseille où ils prendront le bateau à destination d'Alger. Ce train sera bloqué cinq fois, ces interventions étant coordonnées avec Lyon et Marseille où d'autres personnes tentent de bloquer le train, voire plongent dans le port de Marseille et tournent autour du bateau. Au total, ce train accumulera jusqu'à deux heures de retard. Parallèlement, de plus en plus de personnes viennent à ce rendez-vous de "21h03" et jusqu'à 200 individus tentent d'accéder au train, courent sur les voies et... se prennent des coups de matraque. Le CAE de Paris travaille d'emblée avec le syndicat Sud-Rail qui assumera bien peu l'état de la gare après ces confrontations musclées. La Cimade, association humanitaire qui cogère les camps de rétention est également présente.

...aux occupations

Sans refaire toute l'histoire du CAE, ce collectif a maintenu un peu plus longtemps sa logique d'intervention directe en occupant les locaux de la Police des Frontières qui abritent aussi un centre de rétention à la gare du Nord, le 12 juin 98. Les flics prennent très mal l'occupation de leur quartier général et arrêtent 66 des 200 personnes présentes. Trois passeront en procès, l'une pour "outrage, rébellion, dégradation de véhicule de police" prendra le 12 septembre 98 une amende, l'autre sera condamnée à 10 mois de prison dont 4 ferme le 17 décembre 99, la dernière sera relaxée [2]. De la même façon, 200 personnes occupent le 24 janvier 99 l'hôtel Ibis de Roissy (dont sa terrasse) qui sert de centre de rétention, tandis qu'en Belgique la maison du ministre de l'Intérieur est entourée de barbelés et qu'à Lille l'autoroute qui mène au centre de rétention est murée. Des manifestations ont lieu à Lyon (dans l'aéroport), Toulouse et Reims (devant le commissariat qui sert de centre de rétention), Nantes [3]. Enfin, une manifestation d'une centaine de personne se rend le 27 juin 99 au centre de rétention de Vincennes.





On notera que les interventions dans les aéroports ont continué durant toute cette période, notamment en bloquant les comptoirs de compagnies aériennes (Air france, Air Afrique,...) ou en occupant des agences d'Air france comme le 27 mars 99 où 369 personnes seront interpellées. Suite à cette dernière action qui concluait une manifestation de sans-papiers, l'auteur de cet article, dégoûté par bien des choses au CAE et là précisément par le fait que près de 400 personnes se laissent arrêter, n'a plus eu de rapports avec ce collectif. L'objectif de cette occupation semblait bien être de ramener du monde autour du CAE suite à la manif, sans autre fin que celle de rester dans l'Agence en attendant les flics : une action totalement symbolique qui jouait sur l'aspect consommateur des participants. Une dernière action, enfin, qui a pu être intéressante après cette date : l'occupation le 16 décembre 2000 de la nouvelle zone d'attente "Zapi 3" de Roissy.

Des limites de plus en plus prégnantes

Les limites politiques du CAE ne se restreignent pas à une période précise de son histoire et la résumer comme un chemin qui mène des actions directes contre les expulsions à du lobbying ou une collaboration plus accrue avec le pouvoir et ses relais serait partiellement faux. Car le CAE n'a dès le début jamais été clair ni sur ses objectifs pratiques (et les moyens à se donner pour les obtenir) pour faire avancer ses revendications, ni surtout sur son rapport aux médiations du pouvoir — journalistes, autres associations investies sur les luttes de l'immigration, syndicats ; voire même sur son rapport avec les immigrés en lutte. Ceci reflète en partie les individus qui dès le début l'ont composé, mais témoigne aussi des rapports de force internes qui ont su imposer des pratiques de plus en plus ambiguës. Enfin, il serait également intéressant de connecter les interventions du CAE aux fluctuations internes du mouvement des sans-papiers (ce que nous ne ferons pas ici), tant il est vrai qu'une des spécificités française est que les immigrés ont une longue pratique des luttes, et ce de façon souvent autonome.

◎ Objectifs pratiques :

On a vu que les membres du CAE avaient commencé en se rendant directement et physiquement sur les lieux de la machine à expulser pour tenter de la bloquer. Ceci s'est fait malgré les coups et parfois les procès. Cependant, agir contre ces rouages peut également s'entendre d'autres manières. Et le CAE n'a pas hésité à les utiliser. A partir de début 1999, il s'est lancé dans une campagne de lobbying contre le groupe Accor qui, par le biais des hôtels Ibis et du voyagiste Carlson Wagons-lits Travel, collabore aux expulsions (l'un est partiellement un centre de rétention à Roissy et l'autre réserve les places de train pour les expulsés). Alors qu'attaquer directement la machine à expulser suppose des modes d'interventions qui ne posent d'autres limites que la volonté des participants, la campagne de lobbying [harceler, boycotter] restera dans les limites qu'elle s'est donnée : "*occupons les agences, diffusons des tracts aux clients et employés, redécorons les façades...*" [4]. Et lorsque par malheur un groupe d'individus — dont des membres du CAE — saccage le 6 juin 99 une agence de Carlson à Paris, il n'en est fait mention nulle part dans les nombreuses chronologies ou comme exemple d'action intéressante. La personne qui est passée en procès pour ce fait n'a elle pas cachée ce lien [5]. De la même façon, le CAE organise le 8 mai 99 un... simple rassemblement devant l'hôtel Ibis de Montreuil. A l'inverse, suite à l'occupation de la terrasse de l'Ibis de Roissy le 24 janvier 99 et pour faire relâcher les sept personnes interpellées, une petite centaine de personnes s'est invitée dans trois hôtels de suite pour allègrement piller

bar et buffet et continuer ainsi jusqu'à leur libération (ce qui fut fait). Tout ceci pour illustrer que passer d'une perspective d'attaques contre la machine à expulser à celle d'un boycott/harcèlement contre un de ces rouages, si cela permet peut-être de "ratisser plus large", est peu porteur en terme d'offensive puisqu'on passe ainsi au terrain symbolique (le harcèlement avec exemples à la clé dans les tracts) et à la passivité (le boycott).

Si ceci n'empêchera pas ponctuellement le CAE d'être plus radical, comme ce fut le cas à Strasbourg lors du camping *NoBorder* en juillet 2002, ce n'est jamais comme stratégie définie, et toujours à côté de pratiques qui acceptent toutes les médiations. Il navigue ainsi dans toutes les eaux troubles de la tactique, avec s'il le faut plusieurs niveaux d'action, tout en ne faisant jamais la publicité des pratiques intéressantes (sabotage de l'aéroport de Francfort, émeutes en centres de rétention australiens, attaques contre ces centres en Belgique, saccage d'une agence Accor à Paris,...) voire en s'en servant pour justifier un niveau public élargi qui comporte des pratiques totalement incompatibles avec les attaques directes (accueil de journalistes, signature de tract avec des partis, réunions avec des associations qui vivent de la misère des immigrés, dialogue "conflictuel" avec des maires). A moins que ces différents modes ne soient pas antagonistes mais complémentaires !

Le boycott d'Accor comme nouvelle perspective : mais pour obtenir quoi, au fait ? Que cette entreprise ne se fasse plus de fric sur les expulsions ! On demande donc aux "citoyens" de boycotter les hôtels d'Accor, sa compagnie de réservation de voitures, ses cantines d'entreprise, etc. Poussant à fond cette nouvelle logique de lobbying, que fit le CAE après avoir localisé le domicile personnel du PDG d'Air France (autre entreprise impliquée dans les expulsions) ? Ils l'ont réveillé tôt le matin en précisant dans leur tract "*nous sommes venus interpeller Monsieur Spinetta aujourd'hui, désireux de lui faire prendre conscience de ses responsabilités, lorsqu'il choisit de collaborer avec le Ministère de l'Intérieur...*". Conscientiser la mauvaise conscience des PDG, voilà une méthode bien singulière pour intervenir contre les expulsions. De même, le 6 mai 98, le CAE est parvenu à pénétrer au 27e étage de la tour Montparnasse, siège d'Accor, pour tomber en pleine réunion au sommet de la branche loisirs/tourisme : et là, ils ont "*dénoncé*" à toutes ces belles ordures la "*collaboration des entreprises publiques et privées à la politique de contrôle et d'expulsion du gouvernement*" en distribuant tranquillement leur tract contre Accor. Enfin, le comble de cette campagne fut peut-être atteint le 1er mai 99 avec la lettre envoyée aux comités d'entreprise (organe de cogestion par excellence entre syndicats et patrons) pour "*agir, avec nous, en refusant les propositions d'accueil de congrès, forums, séminaires, ou autres conférences dans les hôtels du groupe Accor*" en "*informant vos adhérents, le personnel des entreprises et des comités d'entreprise...*". Ecrire aux syndicats pour toucher les travailleurs le 1er mai, il fallait y penser, et bouffer des petits-fours lors d'un cocktail chez x plutôt que chez y, voilà un grand pas contre les expulsions !

Toute cette campagne de lobbying contre Accor nous permet de nous interroger sur les moyens que s'est donné ce collectif. Il nous semble que la logique du CAE est, fondamentalement, non pas de s'opposer aux expulsions mais de "faire quelque chose" contre elles. S'il y a moins de volontés pour s'attaquer à la machine à expulser — suite à l'épuisement, la répression ou une quelconque analyse sur l'"état du mouvement" par exemple —, au lieu d'accepter cette donnée et d'adapter ses actions (ne pas revendiquer par exemple), il faut tout de même "continuer à bouger". Il y a au CAE comme un refus permanent de se penser comme un groupe peu nombreux mais sur des bases claires, ce qui s'exprime par le fait de changer régulièrement de tactique, toujours chercher à s'élargir afin de pas demeurer en marge, soit une volonté continuelle de rassembler le plus de personnes possibles autour du fait d'agir, ce qui ressemble fort à de l'activisme gauchiste. A la fois pour des raisons de confort interne, rester ensemble, et de confort politique, demeurer visible, le niveau d'action du CAE a donc au contraire été revu à la baisse sans que la question de la cohérence politique ne se soit posée. Il n'y a pourtant à notre sens aucun rapport entre d'une part des individus qui s'opposent directement aux expulsions au nom d'oppressions et d'une liberté qu'ils défendent en commun avec les sans-papiers ("de circulation et d'installation" par exemple), c'est-à-dire se défendre soi en attaquant ainsi des rouages de la domination ; et, d'autre part, en tentant d'organiser un boycott passif de ces mêmes ennemis, c'est-à-dire en jouant sur la consommation de ce qui devient de "mauvais produits". Ce n'est plus intervenir en individus porteurs de liberté par des actions directes, mais c'est apitoyer la masse (les citoyens, les consommateurs, au choix) pour qu'ils aient *l'impression* de participer à un combat commun. L'optique n'est plus l'association pour porter des coups à l'ennemi mais la délégation (le boycott c'est demander à d'autres d' "agir"), ce n'est plus l'attaque directe contre les structures mais un moyen passif (l'achat de produits) contre un grand méchant désigné. Cela change tout en termes de réappropriation de la lutte et de ses moyens par chacunE. Ce type de campagne se méprend, enfin, sur le rôle entre l'Etat et les entreprises, et donc sur celui du système capitaliste : il y a comme une volonté, en dénonçant la collaboration entre entreprises et Etat, de dire "laissez l'Etat assumer seul sa politique et contentez-vous de faire du fric" ("*nous dénonçons les complicités entre l'Etat et les entreprises publiques ou privées*"). Comme si ces deux pôles n'étaient pas économiquement et politiquement étroitement imbriqués depuis toujours, comme si ce n'était pas la même classe qui présidait aux destinées des deux. C'est une banalité de rappeler que tout ce qui peut rapporter du fric est exploité, les expulsions comme le reste, et qu'il n'y a aucun sens à "*faire prendre conscience de ses responsabilités*" à un patron, sinon en l'éliminant — mais pour d'autres raisons cette fois comme la vengeance, puisqu'il est à son poste précisément pour ce qu'il fait. "*Nous dénonçons les complicités...*" revient donc à dire "*nous dénonçons le fonctionnement du système capitaliste*", ce qui devient pour le moins cocasse ! A l'inverse, de vouloir faire cesser par le boycott une collaboration rentable qui a structurellement toutes les raisons d'exister, les attaques directes n'ont comme ambition que de gêner ou d'empêcher momentanément ces expulsions, ce qui peut déjà être conséquent. A moins que le CAE souhaite que le commerce des expulsions soit nationalisé ou directement exécuté par les sbires de l'Etat ? Comme on est bien loin des attaques contre les trains, lorsqu'en en arrive à vouloir (illusoirement, en plus) jouer un rouage contre un autre... Une dernière chose : dans un monde où tout est colonisé par la marchandise — jusqu'à nos gènes —, appeler à faire des choix éthiques à l'intérieur de celui-ci (l'entreprise x, "*garantie 100 % sans expulsions*") plutôt qu'à détruire les marchandises qu'il produit ou ses centres de production, revient bien plus à le consolider qu'à le liquider.

◎ Les différentes médiations :

Dans la continuité de l'exemple de cette campagne de lobbying, le CAE n'a jamais su — cette fois depuis sa création — être clair sur les médiations du pouvoir. Le point commun avec ce qui précède est la question de la "visibilité" en vue de "ramener des gens". Encore une fois, au lieu d'agir comme un collectif autonome (propres objectifs, propres moyens, indépendant des institutions et de leurs relais), il y a en permanence la volonté d'être partie prenante d'une lutte plus large, "un mouvement social" (ici le mouvement des sans-papiers), avec l'objectif de le radicaliser, c'est à dire de faire venir à soi de nouvelles personnes afin d'élargir la lutte jusqu'à... la révolution peut-être. Le rapport aux différentes médiations est dès lors ambigu : lorsqu'on se sent fort, on les ignore, mais on n'hésite à l'inverse pas à faire appel à elles en cas de faiblesse. Toujours le même mythe d'utiliser ses ennemis sans contrepartie.



— Les journalistes n'ont jamais été exclus des actions du CAE, ils ont même parfois été invités, chaque action faisant en plus l'objet de communi-

qués de presse. Lors du procès du 19 septembre 2000 dans lequel une dizaine de personnes étaient accusées d' "*exploitation non conforme d'une zone publique d'un aérodrome*" (en fait diffusion de tracts le 22 janvier précédent à Roissy), un copieux dossier de presse a été réalisé. Le CAE n'a pas hésité à y inclure les articles publiés sur lui.



Woomera (Australie), mars 2002 : Manifestations contre un centre de rétention, l'attaque des grillages a permis à 25 sans-papiers de s'échapper.

— Les syndicats ont sans cesse été considérés comme des alliés potentiels sinon naturels contre les expulsions. Au-delà de tout de ce qu'on peut penser sur ces collabos *par nature*, il nous semble évident que les syndicats ne souhaitent pas enrayer la machine à expulsion. Encore moins ceux des entreprises qui ont un rôle direct dans cette dernière. Ils en sont complices, au même titre sinon plus, que les travailleurs qu'ils aimeraient tant représenter. Dès le début du CAE, il y a eu des frictions avec Sud-Rail qui était associé aux interventions à gare de Lyon, parce qu'il ne parvenait pas à gérer la colère des manifestants et qu'il n'appréciait pas les quelques dégradations dans la gare lorsque ceux-ci devaient se replier. Lors d'une autre action conjointe, à Marne-la-Vallée, il a été plus loin en négociant directement avec les flics et ses collègues (la police des chemins-de-fer) la fin du blocage du train dès qu'il devenait plus que symbolique. La lettre aux syndicats évoquée plus avant témoigne également de cette logique de partenariat. La raison politique du CAE est la suivante :"*au-delà des actions, il est important de développer des liens et des échanges d'informations avec les syndicats et les employés de ces entreprises en les appelant à protester et désobéir*" et, dans une autre brochure, "*il faut avoir en permanence le souci de développer le débat et les prises de position des salariés et syndicats des compagnies aériennes, de la SNCF, de la SNCM. Car au bout du compte les SP* [sans-papiers] *expulsés sont des travailleurs comme eux, mais plus précaires*" [7]. Si on les suit, les individus qui permettent à l'Etat de déporter les sans-papiers sont d'abord des travailleurs, ce qui justifie tout. Mais les flics, les juges, les bourreaux, les huissiers, les personnel des arsenaux, les matons le sont également. Les expulsions ne sont pas une machine abstraite qui fonctionne mystérieusement du choix d'un ministre à l'Assemblée à l'arrivée d'un expulsé dans un autre pays : ce sont des lieux, des structures, des technologies et... des hommes. Sans forcer la comparaison, qui a convoyé les trains de déportés vers Auschwitz ? Des travailleurs ! Les exonérer ainsi sous prétexte qu'ils sont "des prolétaires", c'est rejoindre soi-même ces collaborateurs dans l'abjection.

— Les partis politiques et institutions para-étatiques n'ont pas toujours été traités pour ce qu'ils sont, loin de là. A force de vouloir amener les autres sur ses propres bases au lieu de les considérer comme des ennemis, le CAE a parfois signé des tracts avec eux. En mai 2000, c'est par exemple avec les Verts, le PC (alors tous deux au gouvernement) et le SNJ, syndicat de journalistes. L'erreur individuelle fut alors invoquée à titre d'excuse, mais qu'est-ce cela signifie quant à la clarté des bases politiques au sein du CAE ? Car ce tract ne sortait pas du chapeau mais bien de réunions unitaires au sein desquelles des membres du CAE n'étaient pas gênés de siéger aux côtés de ces crapules. Lors de leur campagne contre la construction d'un centre de rétention à Palaiseau, le collectif n'a pas hésité à fréquenter les meetings électoraux pour interpeller les futurs élus. Il est une chose de saboter un meeting, une autre de dialoguer avec les élus comme n'importe quel citoyen, c'est-à-dire de rentrer dans les règles du débat démocratique. Lors de leur réunion publique du 12 octobre 2000, "*le maire PS et un de ses adjoints y sont venus déclarer qu'ils étaient...*", selon un compte-rendu [8]. Qu'est-ce que c'est que ce maire PS qui peut déclarer quoi que ce soit dans un rassemblement auquel participe le CAE ? Mais il vrai, à titre d'illustration, que le CAE avait déjà utilisé, comme moyen de s'opposer aux expulsions, la médiation du maire PC de Choisy-le-Roi le 24 octobre 1998 "*pour alerter en notre présence toute les instances possibles (...) Il est parfois utile de connaître l'adresse des élus et de leur rendre des visites impromptues*". Pour leur faire payer oui, certainement pas pour les utiliser comme médiateurs, soit encore une fois le coup des ennemis qu'on utilise. Si s'opposer directement aux expulsions c'est utiliser les maires ou être reçus en délégation chez le préfet (après la manif du 10 novembre 2000 à Palaiseau), les positions du CAE ont bien évolué. Il n'est guère étonnant dès lors qu'il ait signé un appel à une réunion publique avec la CGT, la Ligue des droits de l'homme, la LCR et Sud-Education (toujours sur Palaiseau). Un dernier exemple enfin, alors que nous connaissons tous leur fonction et leurs actions, le CAE n'a pas hésité à solliciter Lutte ouvrière, Droits devants!, le Mrap ou la Cimade pour obtenir un communiqué de soutien lors du procès concernant la diffusion de tract à Roissy. Utiliser leur bonne image de crapules démocrates pour se défendre ensuite d'avoir distribué des tracts mais bien plutôt des "notes d'information", s'est aussi s'associer à eux. Si on inverse l'idée, un CAE plus radical et clair (même s'il dénonce de façon générale dans ses textes le rôle des associations) aurait-il pu avoir le soutien de ce genre d'organisations ? Sa plate-forme précise toutefois depuis le début que "*son but premier est de regrouper sur le terrain social, l'ensemble des individus et organisations*" (sur la base de la libre circulation et installation de tous). Cette volonté d'unité laissait d'emblée la porte ouverte à toutes sortes de pratiques dont la participation possible d'individus liés aux "organisations" qui vivent du racket des sans-papiers et l'organisation d'événements avec eux. On notera que cette tendance gauchiste du CAE était déjà très présente dans le *Collectif papiers pour tous* (1996/97) avec l'investissement des mêmes personnes dans le 3e collectif de sans-papiers où elles siégeront dans des réunions unitaires de "soutiens" aux côtés de la LCR ou de la LDH sous prétexte d'avoir des liens directs avec un collectif de sans-papiers.

Notre vision de l'autonomie d'un tel collectif, qui n'a jamais pu s'imposer au sein du CAE, nécessiterait tout d'abord être clair sur le rôle de toutes ces médiations, ce qui signifie en pratique les considérer comme des nuisibles (à l'inverse de signer, de se réunir, de dialoguer avec eux, ou de les solliciter). Cette autonomie signifie également que le collectif s'assigne ses propres objectifs et qu'ils sont indépendants de ceux des collectifs de sans-papiers en lutte. Parfois, ils se trouvent en phase avec eux, d'autres fois c'est l'inverse, mais il est hors de question d'être subordonné à leurs priorités (volonté que les "soutiens" soient unis, utilisation de moyens institutionnels pour être régularisés par exemple). Sans que nous développions ce point ici, il nous a aussi semblé qu'au sein du CAE il y avait une volonté régulière d'obtenir une certaine légitimité de la part des sans-papiers en se raccrochant à des collectifs (le 6e, celui de la MDE, Choisy, Massy, certains délégués de la coordination Ile-de-france), quitte parfois à se mêler de la vie interne de certains collectifs (comme à Choisy le Roi), c'est à dire d'intervenir pour faire gagner la tendance "dure" en leur sein. Si nous luttons, c'est au même titre que les sans-papiers — à partir d'une situation différente — pour nous défendre : leur situation précarise l'ensemble du travail salarié, la répression et le contrôle développé contre eux nous touche également, le durcissement aux frontières est aussi une entrave à notre liberté de circulation, parce que nous sommes aussi étrangers à ce monde et que nous sommes aussi et seront de plus en plus clandestins (par choix mais aussi par nécessité pour vivre nos désirs) au regard des évolutions constantes de la loi et des Etats.

Le CAE a pu montrer parfois qu'il était possible de s'attaquer directement aux expulsions. Le reste découle de son évolution et aussi de sa vision initiale de l'autonomie, sous-tendue par des bases gauchistes (i.e., tout est possible en terme d'utilisation des ennemis, l'inverse serait faire de "la morale" !).

En se renforçant, la machine à expulser se diversifie en offrant par là toujours plus de prises. Ce combat pour la liberté de chacunE, celle de tous/tes, n'est pas terminé.

1. "13 Actif" : regroupement de militants du 13e arrondissement.
"C19" : regroupement de jeunes trotskistes (JRE) et associés sur le quartier du 19e arrondissement.
"Collectif papiers pour tous" : né suite à l'occupation de l'église St Ambroise par les sans-papiers en mars 1996. Est intervenu au cours de la lutte en se rendant dans des administrations où des sans-papiers avaient été balancés (Poste, ANPE) ou en occupant les sièges des partis politiques. A également participé à l'ouverture d'un squat pour les ex-résidents du foyer Nouvelle-france à Montreuil ou organisé le prolongement de la manifestation suivant l'expulsion de St Bernard vers le centre de rétention de Vincennes (3000 personnes de nuit à travers le bois pour finir au seul endroit logique pour une telle manifestation, avec échauffourées devant le centre). On peut lire : *Sans-papiers, chronique d'un mouvement*, Reflex, 1996
2. Voir communiqué publié dans *Cette Semaine* n°79, février 2000, p.31
3. Voir édito de *Cette Semaine* n°76, jan/fév 99, p.1
4. Brochure n°4 du CAE, p.2
5. Voir entretien dans *Cette Semaine* n°80, mai/juin 2000, pp.6-7
7. Brochure "*Libre circulation pour tous*", CAE, septembre 1998, p.3 & "*Guide pratique d'intervention dans les aéroports*", CAE, juillet 2000, p.6. C'est nous qui soulignons les termes de la citation. On trouve, dans ce même guide, cette autre phrase étonnante, afin de convaincre à tout prix (quelle démagogie) les passagers à agir : "*si certains passagers sont peu sensibles au problème des expulsions, ils peuvent être réceptifs à un argument concernant leur sécurité : un expulsé qui ne veut pas partir peut se débattre en vol en mettre en péril la sécurité de tous les passagers*" (p5).
8. "Brochure n°4" du CAE, décembre 2001, p6.

QUAND "REFLEX" BLANCHIT DES BALANCES...

Quelques précisions avant de commencer. L'objectif de cet article n'est pas de polémiquer avec ce groupe parisien membre du réseau No Pasaran et éditeur de livres. Mais il nous semble que ce qui s'est passé à Gênes est bien trop important pour laisser passer ainsi leur dernière parution : Gênes, multitudes en marche contre l'Empire, par samizdat.net, éd. Reflex, juin 2002, 334 p. Nous avons pour notre part déjà consacré de nombreuses pages à ces journées (voir CS #83, sept/oct 2001, pp. 20-33), mais il semble que toutes les calomnies, diffamations, tactiques politiciennes et dénonciations contre les Black Blocs et plus généralement les émeutiers gênois s'affirment avec encore moins de subtilités, le temps passant. Les "militant-e-s du réseau No Pasaran" qui postfacent l'ouvrage semble s'être rangés définitivement sous la bannière des Tute Bianche, multitudes et autres déchets négristes, tout en se déclarant toujours "libertaires". Mais il est vrai qu'en des temps où un groupe de la Fédération Anarchiste peut appeler à voter Chirac, le sens du mot "anarchiste" ou "libertaire" est désormais à ranger au rayon des opinions communes [1].

Le ton du bouquin est donné d'emblée par l'usage des termes "multitudes" et "Empire" qui définissent le cadre théorique des auteurs : le négrisme, issu de la dissociation italienne. Tout au long des plus de 300 pages, il va donc s'agir de textes d'anciens membres du GSF (*Global Social Forum* sur le modèle de Porte Alegre, où les syndicalistes dînent avec les ministres), cartel d'organisations qui va des cathos aux Tute Bianche en passant par Attac, la LCR ou les Jeunesses Communistes pour la france. Reflex publie ainsi sans vergogne un texte d'Aguiton ou deux autres d'Attac Italia, créé un mois avant Gênes pour la circonstance, ou bien un autre des Rete Lilliput (des catholiques pacifistes) ! On y trouvera aussi plusieurs textes de aarrg, regroupement de jeunes trotskystes français.

Et dans toute cette nébuleuse, que peut-on lire ? Les mêmes crapuleries connues sur les Black Blocs, couchées les unes à côté des autres, classées au chapitre "*Pièces à conviction*" ou "*Gênes et au-delà...*" :

"*En final, le bilan du GSF est tout à fait positif. Il a été légitimé, en Italie et bien au-delà, par sa capacité à se démarquer des violences commises par certains groupes de manifestants tout en dénonçant fermement les autorités italiennes (...)*", Christophe Aguiton (Attac France), p.265
"*Mon opinion n'est même pas une opinion, parce qu'elle est étayée par les témoignages et les images : vendredi dernier, six ou sept infiltrés ont manipulé la rage de centaines de jeunes anars*", Wu Ming, p.196
"*Toute personne ayant été présente à Gênes a vu comment les forces de l'ordre (sic) ont laissé dévaster la ville aux "combinaisons noires" (...)*", Rafaele Laudani & Fiorino Iantorno (Attac Italie), pp. 272-273
"*Il existe aussi de nombreuses preuves (photos, vidéos et témoignages) qu'une grande partie des dommages ont été perpétrés par de faux groupes du black bloc (composés de policiers ou de fascistes)*", Olivier (Action mondiale des peuples), p.276
"*De nombreux témoignages et de preuves vidéos démontrent l'infiltration du nommé "Black Bloc", dont la logique d'opération était difficile à distinguer de la stratégie répressive*", Université nomade, p.283
"*Authenticité de leur rébellion, débilité de la plupart de leurs objectifs : cette double constatation doit servir de base au nécessaire dialogue à conduire avec les BB*", Serge Quadruppani, p.162

Parallèlement, les auteurs ont sélectionné une "*Lettre de l'intérieur du black bloc*" qui, si elle ne remet pas en cause la casse, est celle qui rejoint le plus les Tute Bianche et est souvent confondante : "*Ce sont des gens* [ceux du Black Bloc] *qui pensent et agissent, et s'ils n'ont pas de programmle politique ou social, devraient être comparés à des nonnes, des moines ou d'autres qui consacrent leur vie aux autres*" ou bien encore "*comme moyen d'action, l'utilié de la casse est limitée mais importante. Cela fait venir les médias et envoie un message, que ces entreprises apparemment imperméables, ne le sont pas*", Mary Black, pp. 174 & 176. Le texte qui va à contre courant, s'il n'était pas isolé dans un magma de mensonges sur les faits et de réformisme gauchiste sur le fond, est une longue traduction inédite du magazine autonome allemand *Interim* qui a le mérite de remettre quelques pendules à l'heure même si nous ne partageons pas sa fin (pp. 299-316). Une courte lettre (pp. 198-199) complète cette analyse.

Derrière ces quelques citations, c'est tout un montage idéologique qui se conscruit depuis Gênes et qui est cautionné par Reflex :
— Les Black Blocs ont été manipulés par les flics/les fascistes, voire la majeure partie de la casse a été de leur fait.
— Les Black Blocs ont brisé la douce harmonie organisée sous l'égide du GSF en ne respectant pas le contrat qu'il avait conclu en son sein et avec l'Etat ("*à propos des initiatives du 20 juillet, il y aura des discussions avec le préfet auquel nous avons déjà donné la liste des places à partir desquelles nous avons l'intention de lancer nos actions* (...)", Vitorio Agnoletto, porte-parole du GSF, p.28). De ce fait, ils sont co-responsables de la violence des keufs ou des ennemis au même titre qu'eux : "*nous devons combattre sur deux fronts, contre la répression policière et contre les violents*" déclarait Casarini, porte-parole des Tute Bianche, le 22 juillet. Une autre conséquence a été que certaines associations ou orgas publiées dans ce livre se sont comportées comme des balances contre le Black Bloc. Lors d'un concert de soutien aux inculpés de Gênes organisé par samizdat au CICP (Paris), un boîtier électrique extérieur a été saboté et un tag précisait : "*samizdat = tute bianche = balance*".
— il n'existerait que deux camps, celui des casseurs "débiles" et celui des Tute Bianche qui organisent une contestation raisonnable, le livre appuyant les seconds. Il n'y a pas de traces des autres courants critiques, comme l'autonomie de classe italienne (ou les CUB et Cobas, syndicats de base), ou encore des analyses de conseillistes, d'ultra-gauche ou de communistes internationalistes [2]. Les Black Blocs servent ainsi d'épouvantail destiné à ramener les militants et autres activistes dans le bercail de la contestation intégrée, des fois qu'ils seraient tentés par la destruction sauvage de biens.

Pour conclure, sous couvert de "*qualité de débat*" et de "*respecter au maximum les diverses sensibilités qui se sont exprimées*" à Gênes (p.10), le livre de Reflex est non seulement une apologie de praxis bien loin d'être libertaires (les Tute Bianche), mais va plus loin en cautionnant sous un vernis de pluralité (le texte d'*Interim*) une espèce de dialogue au sein du "mouvement anti-mondialisation", une fois que les "casseurs" auront fait leur autocritique, qui était déjà à notre sens sans fondement (voir la composition du GSF) et qui l'est d'autant plus depuis Gênes.

Note : C'est nous qui avons souligné les extraits.

1 Dans le même genre de galvaudages, on peut lire avec intérêt la critique de Chomsky — autre icône libertaire — parue dans *Oiseau Tempête* n°9, été 2002, p.p. 28-31. Nous ne partageons toutefois pas le fond qui oppose l'auteur à Chomsky malgré un démontage salutaire.
2 Nous avions publié avant Gênes des textes de certains de ces courants comme celui de *Undercurrent*, J. Kellstadt ou Loren Goldner dans une brochure : *"Anti-mondialisation", activisme & ...capitalisme*, éd. Mutines Séditions, fév. 2001, 168 p. Par ailleurs, Théorie Communiste a produit une analyse dans son numéro 17 sur le démocratisme radical et ses critiques, 2001.

FEUILLE D'INFORMATION n°325 h.418Kx

(libre mais quand même un peu autocensurée)

1 - QU'EST-CE QUE LE C.A.T. ?

Le C.A.T est un lieu occupé depuis début décembre dans le quartier du Rouet. Un collectif informel s'y est installé et y donne vie à ses projets : partage des outils et des savoirs (jardinage, couture, mécanique, vidéo, jonglage), concerts, spectacles, télé de quartier, fanzinothèque … Tout un tas d'activités, de rencontres et d'échanges, pour refuser le diktat de la loi du marché, le diktat des spéculateurs et de leurs portes murées.

2 - MAIS DE QUOI LE CAT EST-IL ACCUSÉ ?

D'occuper sans droit ni titre l'immeuble sis au 26 Bd de Maillane, de ne pas respecter la sacro-sainte propriété privée, et d'embêter ainsi la SIM (Société Immobilière de Marseille) qui, après 3 mois de procédure, a fini par retrouver son acte de propriété.

En outre, la SIM porte quelques jugements tordants sur l'égoïsme et l'inutilité sociale des parasites qui la squattent ....gênant ses projets philanthropes et ses généreux bulldozers, ça va de soi ! Et c'est sans doute pour ne pas voir sa bonne mine de logeuse ternie par une demande d'expulsion que ce n'est plus elle qui attaque le cat officiellement, mais une autre société moins visible dans la ville (plus grosse et plus lointaine... mais qui appartient bien aux mêmes banquiers) : la "Société de la Rue Impériale de Lyon". Peuchère, voilà le cat face aux aristocrates maintenant !

(Nb : Le dernier report en date, et 6e du nom, est dû à l'absence d'une signature sur le contrat officiel de rachat de la SIM par la SRIL.)

3 - ET LES PROPRIÉTAIRES, ILS VEULENT EN FAIRE QUOI DE LEUR PROPRIÉTÉ ?

Apparemment, raser cette belle bâtisse de pierres, déraciner au passage les platanes, les cyprès, les figuiers, le pin parasol … pour construire à la place un immeuble de 10 étages. En fait, on sait pas grand chose, la Société Immobilière ignore encore quelle est la sauce la plus juteuse pour tirer bénéfice de cette "parcelle": la vendre, s'allier avec les propriétaires des parcelles voisines pour un Plus Grand Projet… Et puis tout ça est très flou, très lointain : aucun permis de démolir ou de quoi que ce soit n'a encore été demandé à la direction de l'urbanisme. Car ce que fait la Société Immobilière, c'est de la spéculation, et pour spéculer il faut savoir prendre son temps… et celui des autres.

En tout cas, il suffit d'une petite balade dans le quartier du Rouet pour comprendre rapidement la situation : on exproprie, on mure pendant des mois, on rase, on construit neuf, grand, cher, on vire les pauvres, on aseptise, on continue à tuer la vie … Mais tout ça, mine de rien, ça fait du profit, pour quelques poches déjà garnies.

4 - ET CELLES-ET-CEUX DU C.A.T, QU'EST-CE QU'ILS DISENT ?

Et celles-et-ceux du quartier, qu'est-ce qu'ils disent ? Et celles-et-ceux de Marseille, qu'est-ce qu'ils en pensent du sort que les spéculateurs immobiliers réservent à leurs quartiers ? Hum ?

... LA SUITE AU PROCHAIN ÉPISODE ...

Nouvelle audience, la der des der, prévue vendredi 31 mai ! Pour soutenir le C.A.T, venez donc nous rejoindre ce matin-là, à partir de 11h, devant le T.G.I de la rue Grignan.

(Pour ceux qui n'auraient pas la patience d'attendre vendredi ou la feuille d'info n° 527-b.419Kl, vous pouvez toujours passer au CAT, au 26, Bd de Maillane, mercredi après-midi : c'est la permanence de l'infokiosque.) 26bd maillane 13008 tel 0618316087

[Texte envoyé le 31 mai 2002 sur la liste intersquat par mars-cat@subdimension]



AMPUTATION DU SQUAT NASZDOM

Marseille, le 24/07/02

HIER À 08H30, un huissier, des déménageurs, une entreprise de maçonnerie, un architecte, une secrétaire, et quelques autres chelous se sont pointés à Naszdom, une maison occupée depuis Novembre 01. Ils étaient accompagnés par... la police. En tout, c'est une bande d'une trentaine de professionnels qui a voulu entrer dans la maison sans sonner. La porte a subi leurs offenses un quart d'heure avant de céder.

"IL N'Y A PERSONNE !"

Mais ce n'était qu'un début. Car derrière cette porte barricadée, il y a encore d'autres portes barricadées, une annexe inédite... et plusieurs occupants. En fait depuis les débuts de Naszdom, une église mitoyenne a été réquisitionnée pour y mener des expériences qui ont bouleversé les a priori qu'on peut avoir concernant l'inutilité d'un tel espace : mettez vous bien ça dans la tête, ce n'est plus une église. C'est devenu le laboratoire d'hypothèses beaucoup moins farfelues que le droit divin ou les lois du marché : autogestion, autonomie, recyclage, gratuité, pratique expérimentale de la fête et de lard...

L'ex-maison-du-seigneur (le 12) n'appartient pas aux proprios cathos de la maison des humains (le 14) et celleux qui l'occupent depuis l'hiver dernier n'ont pas encore été assignés en justice. Le commandement d'expulsion ne vise donc que le 14. Cet argument a semé une certaine confusion parmi les expulseurs. Finalement ils auront passé la journée à vider et murer une partie du squat. Mis à part les proprios pour qui c'était un divertissement, tout le monde s'est fait chier : les déménageurs ont fait le parcours du combattant dans les barricadages et sur les toits, les maçons sont tombés en panne de parpaings, les flics ont tenu le crachoir à la secrétaire et certains doivent avoir une crampe aux biceps.

Le plus chiant, c'était pour les personnes venues soutenir Naszdom, les voisins et les passants, de voir la face laborieuse et contrainte du rétablissement de l'ordre.

ET MAINTENANT...

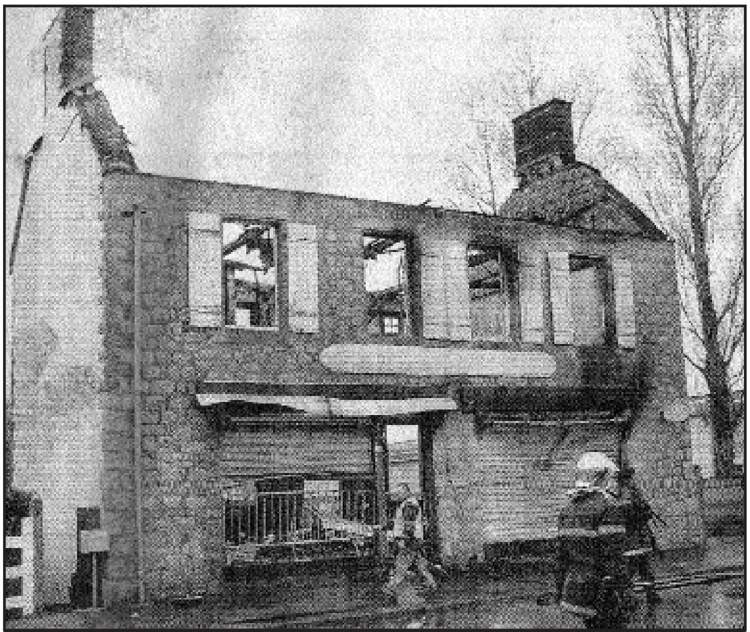
La petite troupe venue défendre la propriété privée et ses abus d'origine (inutilité, ruine, gaspillage, spéculation, fric) n'a pas réussi à liquider Naszdom. Mais cette expérience ouverte et collective se trouve sérieusement mutilée : privés d'une grande partie de leur lieu de vie, les habitants ne savent pas encore quelle stratégie vont adopter les proprios, la mairie... pour arriver à l'expulsion totale du squat, ni combien de temps cela peut prendre : un jour, un mois, un an ?

Nous savons que notre temps est couvert de répression. L'été n'est pas encore fini, l'Etat non plus, et de nombreux squats, espaces autogérées, TAZ etc... ont déjà été la cible des forces de l'ordre : ici à Marseille, récemment, les familles qui avaient réquisitionné un immeuble rénové dans le 1° pour résister à leur déplacement ont été expulsées en juin, des familles serbes et comoriennes en attente de logement ont été expulsées en juillet d'un immeuble vide appartenant à l'assistance publique,

des flics municipaux ont tenté de rentrer de force dans un squat du 5°, le 16 juillet dans le 7° le GIPN est intervenu sur l'expulsion d'un squat sous prétexte, selon la presse, que "des fusils étaient pointés sur la rue" alors que ses occupants avaient déjà plié bagage... Les délais accordés étant de plus en plus courts, une maison occupée jugée ce printemps est expulsable à partir de demain. Quant au CAT, occupé depuis décembre 2001, le délibéré a été repoussé au 19/08. Ailleurs en France, à Dijon, à Montpellier, à la Vieille Valette, contre les free, la pression s'accentue, expulse, expulse...
Mais à Naszdom comme ailleurs, l'émancipation collective d'insoumiEs et la libération de zones autonomes sont pensées et pratiquées comme une résistance permanente et globale. La répression n'a jamais éliminé les utopies, elle ne nous empêche pas d'imaginer et de fabriquer des situations alternatives et antagonistes à la violence du capitalisme. Bref, tu l'sais, la rue a souvent le dernier mot cousin...
Naszdom continue, restez mobilisés pour le soutien.

Contact :
Naszdom, 12 rue Barthélémy, 13001 Marseille — naszdom@altern.org

[Texte envoyé le 24 juillet 2002
sur la liste intersquat par mars-cat@subdimension]



Bégard (Bretagne), 23 février 2002 : L'étude de l'huissier Me Gaby Eid — 13 rue de Guingamp — est entièrement ravagée par le feu.

Dans notre dernier numéro, nous avions passé plusieurs textes sur la situation des squats à Guingamp. On trouvera donc ci-dessous un compte-rendu du FRAP (festival de résistances à l'agression policière) qui s'est tenu du 22 au 25 février derniers, extrait du bulletin #37 de l'ABC, mars 2002, p.12.

Petite chronologie du week-end

Début de semaine du 11/02, occupation d'un pavillon de consultation d'une ancienne clinique privée destinée à devenir le futur commissariat, dans le centre de Guingamp.
Mercredi 20/02, soit 2-3 jours après, passage au tribunal en comparution expéditive.
Jeudi 21/02, avis d'expulsion prononcé par le tribunal (5 jours...).
Nuit du jeudi 21/02, disparition enchanteresse des squatteureuses dans les contrées bretonnes.
Vendredi 22/02, une petite centaine de C.R.S. venue de bien loin intervient à 6h00 pour procéder à l'expulsion de la clinique... Plus personne...
Fin d'après-midi du vendredi 22/02, l'ancien hangar de matériel agricole ARMO, à 2 minutes de Bégard est occupé par une quarantaine de personne. Il y avait l'eau et l'électricité et les premierEs occupantEs peuvent s'installer pour une période ne dépassant pas le week-end. Le soir, discussion sur le déroulement du week-end.
Samedi 23/02, 15h 00, une grosse centaine de manifestantEs se réunissent place du centre à Guingamp... Départ vers le commissariat par la rue piétonne (bombage, bris de distributeurs...)...commissariat surprotégé, C.R.S., grilles anti émeute, camions...
Du coup E.D.F. à coté s'en prend plein les fenêtres. Puis parcourt classique : sous-préfecture, re-centre, Mac Do protégé, gendarmerie sauvegardée, passage devant l'ancien squatt, C.R.S. au train, on ne le reprend pas...VIGILE VIRIL, GARE A TOI !
Entre temps, le jus a été coupé à Armo.
Retour à Armo, la soirée débute dans le noir jusque tard. Tandis que les filles cuisinent la récup, les gars galèrent pour le rebranchement, les chiens hurlent et les punks se saoulent (ben oui ça arrive encore !). Les voisins, désespérés d'avoir perdu jus et télé du même coup se ramènent, sympathisent et donnent un coup de main.
Discut sur la prison, concert Dub solitaire (les groupes locaux ont déclaré forfait pour de pauvres raisons) et bataille d'épluchures "virile" selon certainEs mais salutaire.
Dans la nuit, une agence d'huissier de Bégard brûle... Tout est ravagé, reste que les pignons... Anecdote : c'est l'huissier qui s'est occupé de l'expulsion des 3 squatts trégorois !?! Hasard, coïncidence ou catastrophe naturelle?
Dimanche 24/02, repassage de E.D.F. et de ses lieutenants mais ils sont renvoyés vite fait par les squatteureuses. Discut sur la veille et sur la criminalisation des squatts, théâtre et disco révolutionnaire. On pourrait regretter que les débats n'ont pas trop avancé mais bon, le réseau s'agrandit.
Lundi 25/02, 40 rescapéEs font face à un cordon de C.R.S. devant le tribunal... Nos amiEs prévenuEs ont bien du mal à accéder au bâtiment tant les condés sont méfiants et nerveux... altercations, coups de matraques pour un des inculpéEs...et tension qui monte en pression.
15h 00, peines requises: -5 mois fermes et trois avec sursis pour l'un des inculpéEs déjà condamné en Nov. suite à des tags anticapitalo. Et pour les autres, 3 mois ferme et 5 avec sursis [ils prendront plusieurs mois avec sursis lors du verdict le 25 mars]. Aussi, pour touTEs, interdiction de territoire de Guingamp.
Le F.R.A.P. est terminé mais les keufs, pas rassasiés du week-end, tournent beaucoup à Guingamp.

Face à une répression toujours croissante, les copains/copines s'en prennent plein la gueule, tous/tes, ici, là, ailleurs, on remet çà, on continue, on s'organise.
Vous aussi, où que vous soyez, manifestez notre solidarité, mettez vos cagoules.
N'attendez pas d'être en prison pour vous bouger.

Tregor : encore la répression, nouvelles occupations

Après un Festival de Résistance aux Agressions Policières placé sous le signe de la pression policière et de la répression (expulsion ultra-rapide du lieu censé l'acceuillir), les squatteureuses de Tregor ne baissent pourtant pas les bras, et ont ouvert un nouveau bâtiment à l'abandon.

Ce quatrième squat se nome *Spered Mor Laer* (ce qui veut dire l'esprit pirate en breton), et se trouve dans l'ancienne mairie de St Agathon près de la salle des fêtes (toujours dans le 22 sur le canton de Gwengamp).

[Message di ffusé sur squatnet
le 12 mars 2002]

21 MARS 2002

EXPULSION DE LA COURDÉMONE ... & OUVERTURE

Le "nettoyage de printemps" des squats dijonnais en cette fin de trêve d'hiver a commencé ce matin, avec l'expulsion du squat féministe La Courdémone, situé 15, cours du Parc. Refusant l'expulsion, les occupantes sont parvenues à résister pendant près de 3 heures, avant d'être finalement évacuées. Voici un petit résumé des événements :

Vers 06h00, les flics sont arrivés en nombre (7 voitures, 3 vans), en affichant leur diversité : brigade canine pour tenir la rue, flics casqués avec matraques, lacrymos et pieds de biche pour lancer l'offensive, RG & flics cinéastes à l'affût du moindre mouvement, et un certain nombre de pions supplémentaires pour garantir le "bon déroulement" de l'opération. Accompagnés d'un camion de déménagement, ils ont vite été rejoints par un convoi de parpaings et de ciment. Saluons au passage les sociétés POLI et SDAT pour leur aimable participation (la SDAT étant une entreprise de réinsertion de précaires par le travail, le cynisme est à son comble).

Les flics ont d'abord enfoncé le portail donnant sur le jardin entourant la maison. Ils se sont ensuite frottés aux nombreuses barricades bloquant les différentes issues, parvenant malgré tout à pénétrer dans le lieu, après quinze minutes d'acharnement sur la porte de derrière.

Très vite, des soutiens sont arrivés avec banderoles, casseroles, pancartes, pétards et fumigènes, obligeant les flics à improviser un "cordon de sécurité". Pendant plusieurs heures, ce groupe d'une vingtaine de personnes a fait face à la police en criant des slogans, en interpellant les passant-e-s et en brandissant des banderoles sur le boulevard. Rejoint à divers moments par des badauds et personnes curieuses, il a bruyamment affiché son hostilité à la police, aux huissiers et aux propriétaires. A noter qu'un sympathisant a été arrêté, mais vite relâché.

Dès le début de l'opération policière, les trois occupantes sont montées sur le toit et en ont ensuite condamné l'accès. Désemparés, les flics ont alors tenté de négocier leur descente, pour ensuite pratiquer le chantage (confiscation des clefs des véhicules, rendues contre la reddition des occupantes). Pendant ce temps, d'autres se sont employés à vider la maison de son contenu sur le trottoir. Après presque 3 heures d'attente, le gros des troupes est ressorti de la maison, cédant la place à un camion de pompier, piloté par un individu hilare et fortement coopératif. Les occupantes ont alors été pêchées une à une, puis relâchées, et ont finalement pu récupérer leurs affaires, pendant que le rassemblement de soutien se dispersait...

Au final, 3 heures et demie de résistance visible, ce qui a du largement embarrasser une préfecture qui ne souhaitait manifestement pas de déploiement de force massif dans les allées les plus bourgeoises de la région. Quoi qu'il en soit, les squatteureuses ne baissent pas les bras, entendent réoccuper et ne pas laisser les autres lieux en péril se faire expulser sans réagir.

Rappel: la Courdémone a été ouverte en septembre 2000 et s'est attachée depuis lors à développer une vie collective entre femmes ainsi que diverses activités publiques : bourse aux vêtements gratuite, bibliothèque féministe et alternative, fêtes entre femmes, débats (en non-mixité ou pas), expos, etc.

(...)

[Texte diffusé sur la malokaliste le 21 mars 2002]

UN SQUAT D'HABITATION entre femmes est ouvert depuis le 19 avril. Parmi les 5 actuelles occupantes, il y a entre autres 3 anciennes habitantes de la Courdémone (expulsée et murée depuis le 21 mars 2002).

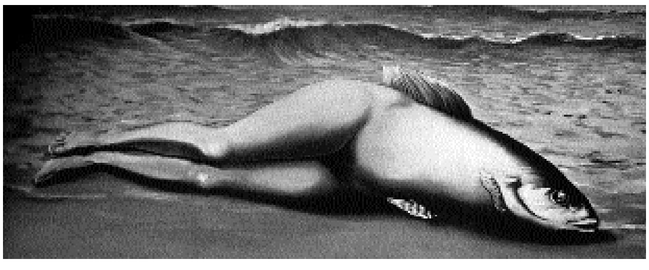
La maison au 6 rue des Princes de Condé (!) appartient à la Poste et servait de logement de fonction pour le grand chef plutôt que pour le/la simple employé-e. La Poste avait fait appel aux flics pour nous expulser illégalement, mais, après explication, la Poste dû se résoudre à nous assigner en procès (le 07 mai).

Le passage de la police a d'ailleurs permis à deux sympathiques fliquettes d'exprimer le fond de leur pensée fascisante (ceci 10 min après le résultat du premier tour), dans le style: "*Vous démolir la gueule à coup de matraques, ça me ferait trop jouir !*". La nature féminine douce et sensible ne serait donc qu'un mythe ? Mince alors !

Malgré la volonté de la Poste de nous voir expulsées rapidement, nous comptons bien résister le plus longtemps possible.

Alors n'hésitez pas à passer nous voir ou à nous contacter :
Les habitantes du...
6, rue des Princes de Condé
21000 Dijon, France
courdemone@free.fr

[Texte diffusé sur la malokaliste le 7 mai 2002]





3 AVRIL 2002

EXPULSION DU SQUAT DE LA BOUDRONNÉE

Seconde cible d'une vague d'expulsions annoncées, le squat de la Boudronnée, ouvert le 15 mars de l'année précédente de manière un peu "provoc" pour marquer la fin de trêve d'hiver. Ci-dessous, un compte-rendu de l'expulsion par son protagoniste :

MERCREDI **3 AVRIL 2002** à 6 heures, une trentaine de policiers accompagnés de responsables de la préfecture et des huissiers ont rempli leur rôle de chiens de garde du marché immobilier et ont expulsé le squat de la rue de la Boudronnée à Dijon. Tandis que cinq motards bloquaient l'accès à la rue, les flics ont enfoncé le portail d'entrée puis la porte de derrière en une trentaine de minutes. (...)

A peine les poulets eurent-ils pénétré dans la maison qu'ils entreprirent de saccager toutes les vitres du rez-de-chaussée, histoire d'apaiser leurs impulsions et de défrayer le travail des maçons auxquels la préfecture avaient fait appel pour murer toutes les issues. Venue déloger semble-t-il une horde de squatteurs enragés prête à manger des matraques, la poulaille manifesta sa déception et son désarroi lorsqu'elle découvrit le seul habitant des lieux qui les attendait tranquillement à l'étage en fumant une cigarette, assis sur un fauteuil, et qu'ils ne pouvaient manifestement pas malmener, présence des supérieurs oblige.

Obsédés par un téléphone portable inexistant, les schtroumfs ont retourné les meubles de la pièce en quête de l'arme du crime qu'ils redoutaient tant pour ses capacités à prévenir du monde et tenter de faire obstacle à l'expulsion. Ils avaient semble-t-il gardé un mauvais souvenir de l'expulsion de la Courdémone qui leur avait coûté quelques insultes et un bout coup de speed quelques jours auparavant. Leur recherche demeurant infructueuse, ils firent simplement descendre leur butin vivant dans la cuisine où l'attendait un chaleureux comité d'accueil éberlué.

Déménageurs et maçons se mirent au travail dans la foulée, et après passage au fichier et quelques bonnes blagues, la poulaille relâcha l'habitant des lieux qui alla saluer ses voisin-e s avant de s'éloigner de ce quartier populaire qui avait manifesté une solidarité et une sympathie certaine depuis que cette maison, abandonnée depuis une vingtaine d'années, était redevenue vivante. Grâce à la bonne action des autorités, elle est désormais retournée à son propre délabrement, tandis que son ex-habitant se retrouve sans logement.

Ne laissons pas les huissiers et leur copains de la préfecture dormir sur leurs deux oreilles ! Faisons-leur découvrir les douceurs d'une violation de domicile matinale !

[Texte diffusé sur la malokaliste le 13 avril 2002]

11 JUILLET 2002

EXPULSION DU PAMPLEMOUSSE

MENACÉ D'EXPULSION depuis plusieurs mois, le Pamplemousse a été "pressé" ce matin par de nombreux policiers, qui avaient fait appel, pour l'occasion, au GIPN (Groupement d'Intervention de la Police Nationale).

Alertée depuis longtemps de la volonté de résistance des occupants, la préfecture a tenté une attaque surprise. C'est donc vers 9h30 du matin que des cagoulés du GIPN se sont simultanément attaqués à la porte et aux volets, en même temps qu'une échelle était déployée pour atteindre le deuxième étage et que d'autres policiers braillards braquaient des armes à feu en direction des personnes aux fenêtres (en criant "*bouge pas, connard !*").

Très vite à l'intérieur, ceux-ci ont plaqué les occupants au sol, les ont menottés puis sortis pour prendre leurs identités. Il leur fut ensuite possible d'aller récupérer quelques affaires, avant que les maçons ne se lancent dans la condamnation des issues du bâtiment.

Les occupants furent ensuite relâchés, mais le périmètre demeure bouclé par des fourgons de police.

[Texte diffusé sur la malokaliste le 11 juillet 2002. On notera par ailleurs que les fameuses *Tanneries*, autre lieu de Dijon, ont rendu publique leur légalisation en date du 13 juin 2002]

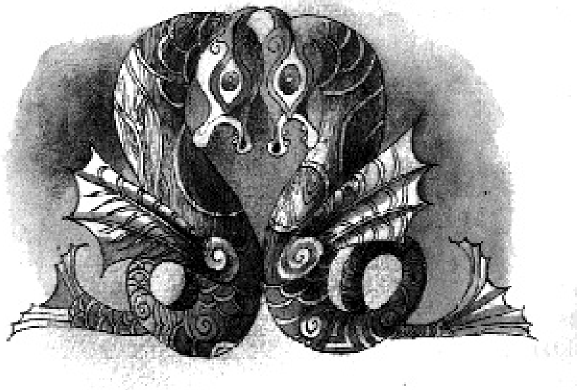
SEINE ST DENIS STYLE

Plusieurs précisions sur la situation dans ce département-banlieue de Paris :

💣 Le texte ci-contre n'a pas été rédigé par les protagonistes puisqu'ils étaient à Fleury en préventive. Le récit a été écrit par des proches avec l'aide du compagnon hospitalisé (le "nous" du texte est donc abusif). Le verdict du procès a été de un mois ferme pour quatre d'entre eux et de trois mois pour le dernier... Ils sont donc à présent tous et toutes sortiEs. Quant au copain qui a notamment eu la jambe brisée, il est sorti de rééducation en juin...

💣 Le déchaînement de violence contre ces compagnons n'est à notre avis pas le fruit du hasard ou d'éléments conjoncturels mais bien de la guerre larvée qui se déroulait sur la circonscription policière de Bagnolet/Les Lilas (le Pré St Gervais est la troisième commune "couverte") entre les squatters et les keufs depuis deux ans. Pour mémoire, on peut rappeler le saccage du squat Socrate en novembre dernier dont la commissaire adjointe — Caroline Mouchaud — sortit ridiculisée devant "ses" hommes. La même s'est d'ailleurs fièrement pointée au procès. Mais ce ne fut qu'un incident parmi d'autres, entre tags intempestifs, ouvertures de squats (au moins une dizaine en tout), voitures abîmées ou vols en supermarché. La veille du tabassage en règle, les BAC étaient par exemple intervenus sur appel d'un voisin pour un coup de feu tiré ! Un des squats où habitait une des cinq personnes avait déjà subi deux perquisitions dans deux histoires différentes. Et par dessus le marché, bon nombre de squatters du coin sont des immigrés...

💣 Depuis cette date, le squat du 40 rue Danton (Pré St Gervais) a été expulsé en avril 2002, celui de l'avenue Pasteur à Bagnolet ("Abracadabra") l'a été le 3 juillet dernier et Socrate (réoccupé sans eau ni électricité par des polonais) ce même mois.



SQUATTDANSLE93

" ON EST PAS DES FACHOS, ON EST DES NAZIS. "

Brigade Anti-Criminalité du 93

DANS LA NUIT DU SAMEDI **2** AU DIMANCHE **3** MARS, nous sommes six à sortir d'un concert. Nous nous arrêtons dans une petite épicerie du Pré-Saint-Gervais. Sans le sou, nous sortons deux-trois bouteilles sous le manteau. L'épicier attrape une copine par la manche ; s'ensuit une petite bousculade. Enervé, le commerçant appelle la police. Trois minutes après et quelques centaines de mètres plus loin, une voiture banalisée pile et trois civils de la BAC (Brigade Anti-Criminalité) en sortent tonfas à la main et armé d'un revolver pour l'un d'eux. Et pareils à des chiens, ils nous aboient dessus et paraissent surexcités. Nous ne cherchons pas à fuir ni à résister, juste à les calmer.

Nous sommes face au mur et les mains en l'air quand les insultes commencent : " *parasites* ", "*étrangers* ", " *fouteurs de merde* ". S'en suivent des menaces, puis des coups. Nous nous retrouvons plaqués au sol, la gueule en sang pour certains d'entre nous. A ce moment là, des renforts arrivent. Certains flics nous reconnaissent comme étant des squatters du quartier. Ils sont maintenant une dizaine à s'acharner à coups de rangers. Ils finissent par nous embarquer après cinq minutes de défouloir. Pendant le tabassage, l'un de nous traite les BAC de fachos. A quoi ils répondent fièrement : " *On est pas des fachos, on est des nazis !* ".

Nous sommes placés en garde à vue au commissariat des Lilas. Sur place, un flic en tenue apparemment gradé s'acharne sur l'un d'entre nous : sa jambe est retournée (fracture du fémur) et il est laissé baignant dans son sang au milieu d'une quinzaine de keufs hilares qui le prient d'arrêter de jouer la comédie. Nous nous faisons frapper à chaque protestation. Il sera finalement hospitalisé deux heures après ; ainsi qu'un deuxième un peu plus tard.

Nous sommes cinq à être suffisamment valides pour pouvoir passer devant la 17e Chambre du tribunal correctionnel de Bobigny dans le cadre de la comparution immédiate, pour " *vol, outrage, et violence sur agent de la force publique* ". Suite à la plainte des agents Sébastien Médard, Jean-Philippe Gautrot, et Julien (les trois premiers BAC). Ceux-ci sont absents de l'audience, leurs dépositions contradictoires. L'épicier a retiré sa plainte pour vol. Toutefois l'inculpation est maintenue par le parquet. Ayant tous refusé la comparution immédiate, nous sommes incarcérées à Fleury-Mérogis jusqu'à la date du procès. Tandis que notre pote hospitalisé disparaît magiquement de la procédure dans laquelle il est toutefois cité comme " *ayant glissé dans le commissariat* ", ce qui serait la raison de sa jambe brisée.

A l'heure où il est de bon ton de faire des milliers de kilomètres pour manifester contre le capital et les violences policières, nous rappelons que le massacre a aussi lieu ici et maintenant. Alors que le tout-sécuritaire en vient désormais à interdire aux jeunes du 93 et d'ailleurs le simple fait de se rassembler dans un hall d' immeuble, il devient urgent de se battre en bas de chez soi.

Nous appelons donc toutes les personnes qui se sentent concernées à venir nous soutenir :

LE 25 MARS A 13H00 DEVANT LA 17E CHAMBRE CORRECTIONNELLE
DU PALAIS DE JUSTICE DE BOBIGNY (métro Bobigny-Pablo Picasso)
VENEZ NOMBREUX ET EN AVANCE : LES FLICS RISQUENT DE BLOQUER
L'ACCES A LA SALLE D'AUDIENCE

Des réunions ont lieu tous les jeudis à 18H00 au CICP : 21 Ter rue Voltaire, Paris 11e (métro Rue des Boulets). Un soutien financier est souhaitable.

des gens, 12 mars 2002

Union sacrée contre "les fous"

Au surplus, j'ai bien [pris] *le droit de sortir du théâtre quand la pièce me devient odieuse et risque même de faire claquer la porte en sortant, au risque de troubler la tranquillité de ceux qui sont satisfaits.*
Emile Henry, aphorismes écrits avant son exécution, mai 1894

27 MARS 2002 : Huit élus municipaux (de toutes tendances) sont abattus et dix-neuf autres blessés en plein conseil municipal à Nanterre. L'auteur, Richard Durn, 33 ans, meurt le lendemain dans les locaux de la Brigade Criminelle de Paris.
26 AVRIL 2002 : Quatorze professeurs, un policier et deux lycéennes [1] sont abattus à Erfurt en pleine séance de baccalauréat. L'auteur, 19 ans, se suicide juste après.

LES HISTOIRES QUI SONT ARRIVÉES PAR BRIBES ces derniers temps ont, à l'inverse des actes de propagande par le fait d'E. Henry, toutes le point commun de se poser comme une vengeance individuelle et *apparemment* dénuée de portée politique. Pourtant, pour celles que nous rapportons ici, les auteurs n'ont pas tué des personnes anonymes un beau jour de déprime par leur fenêtre ou dans le fast-food d'en bas de chez eux, mais ont choisi leur cible avec les préparatifs que cela suppose, y compris au niveau de la conséquence personnelle quasi inéluctable de l'acte — le suicide ou l'assassinat par les forces de répression.

De la même façon que certains murs portaient, après Gênes, l'inscription *Ni héros ni martyr* à propos de Carlo Giuliani dans un autre contexte (collectif, avec une fin moins prévisible bien que toujours possible, et programmé des deux côtés), il ne s'agit ni de faire l'apologie de ces actes, pas plus que de les repousser. Ils engagent avant tout la personne qui les commet et nous avons au moins le respect de l'acte — nous savons trop peu de choses sur leurs auteurs — et surtout le mépris de leurs victimes : des élus municipaux à Nanterre, des professeurs à Erfurt [2].
Mais au-delà de leur caractère médiatique, il semble que nombre de personnes dans les milieux politiques dits "radicaux" soient gênées pour les évoquer publiquement. Soit il s'agit d'en faire une blague entre soi afin d'écarter d'emblée toute portée plus large que celle d'un fait divers, soit il s'agit, d'une autre façon, de le repousser catégoriquement parce qu'il porte comme un stigmate la marque de l'individualisme, de la fin tragique, du manque de perspective ou de la folie (maquillée dans le vocable de la novlangue en "acte de désespoir" [3]).



Or, ce qui importe ici, c'est qu'indifféremment de ce qu'on pense de tels actes, ils se produisent de toute façon et qu'ils permettent d'affirmer plusieurs choses :

— aucune crapule n'est à l'abri de la vengeance directe des révoltés, sans la médiation de la justice, (quels que soient ces actes : c'est aussi Chirac qui se fait cracher dessus et caillasser pendant la campagne, tout comme Jospin se prend du ketchup dans la face au cours d'un meeting). Ils ne pourront jamais se protéger contre les accidents de travail tant qu'existeront exploitation et domination.
— il n'est pas besoin d'être nombreux ou membre d'une organisation (c'est-à-dire avec des rapports de contrôle, de soumission et de spécialisation) pour s'attaquer aux nuisibles de la domination comme aux structures qui les servent, par des sabotages ou des destructions.
— les actes qui sortent du cadre démocratique relèvent soit des forces du mal soit de l'ailleurs, les "terroristes" ou les "fous" (on peut bien sûr coupler les deux en fonction des besoins). Ceci se traduit par un consensus de plus en plus pregnant contre "la violence", définie comme tout ce qui sort du carcan de la légalité ou qui utilise des moyens que l'Etat souhaite se réserver.
— face à ces actes isolés surgis de nulle part, la réponse consiste pour l'instant à refermer vite fait le couvercle pesant de l'autorité et de l'unité entre les classes, comme entre les individus et l'Etat. Cette Union sacrée [4] écrase d'abord par son poids symbolique, la minute de silence et la "ville morte" par exemple, puis par une volonté, qui se veut exemplaire en termes de collaboration de toutes et tous, de prévenir la répétition individuelle ou collective de la révolte. Il s'agit à ce titre de légitimer par avance toute mesure de répression et, en attendant, de contrôle. "*Participez aux mesures de contrôle des sacs et bagages*" proclament encore les affiches de la RATP collées après le 11 septembre.

La seule personne que j'ai visée intentionnellement était Mme Fraysse. Je l'ai visée pour sa qualité de maire, mais aussi car je ne la respectais pas. Pour moi, elle est l'incarnation d'une apparatchik inamovible, créant un système de clientélisme et représentante typique de la grande bourgeoisie rouge [Nanterre est une municipalité communiste] *hypocrite, contrôlant énormément de choses et se faisant passer pour démocrate et soi-disant proche du peuple*
Richard Durn [5]

Tout comme Durn était trésorier de la Ligue des Droits de l'Homme, avait participé à des convois humanitaire en Bosnie et au Kosovo et été aux manifestations de Gênes, le lycéen d'Erfurt — pour peu qu'on en sache — n'était pas une personne timide ou à l'écart mais avait simplement raté deux fois le Bac avant de se faire exclure du lycée.
Ces quelques éléments ne sont pas là pour les valoriser [ou les sociologiser] mais bien pour réaffirmer qu'il peut s'agir de débouchés politiques qu'ils ont choisi en fonction de leur situation et de leur expérience.
Alors qu'on martèle sans cesse l'équation démocratie = liberté, des individus ont à leur tour choisi d'affirmer leur liberté par une révolte meurtrière. Mais la mort n'est valeureuse qu'estampillée kakie, financée par l'Etat ou les entreprises. Alors là, oui, la liberté parée de vertus démocratiques dûment labellisées est en marche, contre tous les ennemis fabriqués ou désignés, en tout cas combattus : les prolétaires qui s'en prennent à la propriété (des grévistes aux voleurs/cambrioleurs/braqueurs), les "terroristes", les révoltés devenus émeutiers (Kabylie, Argentine, Gênes). Quant à ceux qui s'arrogent de leur seul fait le pouvoir d'abattre leurs oppresseurs, ce sont des "fous". Ils n'ont pas la rigueur et l'application de la mort étatique [6].
Et puisque ce sont des "fous", des "désespérés", leur révolte n'existe pas.

Puisque cette liberté ne rentre pas dans le carcan démocrate, ils sont éliminés. Puisque ce ne sont que de simples individus qui ne clamaient pas de grandes théories, leurs actes sont ceux du nihilisme. Puisqu'ils rentrent dans le cadre médiatique, laissons-les loin du pauvre militantisme radical à la rubrique “faits divers”, même s'il se dit parfois que la lutte doit s'inscrire dans le quotidien, contre les oppressions individuelles et collectives : les profs pour un lycéen ou l'élue pour un habitant d'une ville, tout comme le patron pour un-e exploitéE ou l'assistante sociale pour un-e chômeureuse...

Enfin, la question reste posée à chacunE d’entre nous entre le choix fondamental de mourir (seul ou avec ses ennemis) ou de continuer à vivre dans ce monde. Dans ce cas, au-delà de tous les compromis individuels plus ou moins lourds et douloureux, se pose alors la question de la révolte. Et c'est bien là que je refuse de hiérarchiser les actes aussi bien au niveau du nombre (de l'individu jusqu'à leur association) que de leur portée (légale ou pas, “violente” ou non, par exemple).
Ce qui importe ici, c'est que des actes sans médiation aient pu s'attaquer aux dominants. S'il est certain que les individus se remplacent facilement et que le bras armé anonyme contribue malgré-lui à la réorganisation interne des postes à l'intérieur des institutions étatiques, il l'est également que c'est à chacunE de décider des moyens qui lui procurent ici et maintenant une plus grande liberté au détriment des oppresseurs.
Cela signifie que les quelques faits divers évoqués ici ne nous sont pas étrangers, indépendamment des perspectives qu'ils ne portent pas en eux, mais nous concernent aussi bien par leurs conséquences en termes de pacification (consensus idéologique, contrôle) et des logiques structurelles mises en œuvre (répression), que par leur réalisation (attaques diffuses sans médiation [7]). Parce que nous ne sommes pas étrangers à l'oppression des crapules qu'ils ont trucidé, on peut se solidariser avec leurs actes chacunE à sa façon sans se lier à leurs auteurs, que nous ne connaîtrons de toutes façons pas. Parce que la lutte n'est pas un grand truc abstrait qui attendrait les consignes syndicales, les mots d'ordres d'une avant-garde ou la fin des quelques hommes ou structures qui seraient illusoirement indispensables au pouvoir, c'est plutôt dans la réappropriation de nos vies et le refus quotidien des oppressions que se joue la liberté. Parce que le capitalisme est un rapport social auquel nous participons tous et toutes, l'insoumission individuelle et collective est le seul moyen pour l'abattre, en dehors de toute question "militaire".

Oui, nous avons la folie de penser que ce monde est à liquider. Oui, nous sommes fous, fous de liberté, et c'est précisément pour cela que nous voulons subvertir l'ordre et partager ce désir et les autres avec les complices que nous trouvons.

Dimitri, mai 2002

1. Il n'a pas été possible de savoir si ces deux lycéennes sont mortes de leur fait (en tentant de s'interposer, de protéger un professeur ou d'aider la police) ou volontairement de la part du meurtrier.
2. L'assassinat de Mario Biagi, juriste conseiller du ministre du travail, à Bologne le 19 mars dernier relève d'une logique d'organisation qui plus est à vocation étatiste. De plus, il renvoit à une cible symbolique, éloignée du quotidien de l'oppression et nécessite une attaque de spécialistes. Il ne figure donc pas ici, même si nous ne pleurerons pas ou n'accorderons aucune minute de silence à cette ordure.
3. Il m'a été impossible de savoir jusqu'à présent si aller au chagrin est plus “fou” que l'inverse ou si choisir de mourir en emportant une ou plusieurs ordures dominantes avec soi est plus “sage” que de continuer à vivre dans la merde. En d'autres termes, au-delà de la relativité absolue de la “folie”, je me refuse à reprendre la séparation négatif/positif tant un acte de “désespoir” peut porter en lui d' “espoir” et inversement.
4. voir ci-contre
5. Selon un PV d'audition retranscrit dans *Le Monde*, 10 avril 2002, p.13
6. Pour reprendre l'expression du *Combat syndicaliste* de la CNT-AIT #73, avril/mai 2002 dans son éditorial. C'est le seul canard libertaire à notre connaissance qui ait abordé cette question.
7. *Attaques diffuses sans médiation* : Comme lors des sommets "anti-mondialisation", on peut souligner que ce genre d'attaques ne touche pas toujours à la structure productive, base de l'exploitation. Mais d'une part la domination ne se réduit pas à l'exploitation, d'autre part nous voyons la même logique à l'œuvre lorsque des travailleurs séquestrent des cadres ou un stock, pillent un magasin comme les Bata rue de Rivoli, effectuent une grève sauvage. Ce qui reste posé est l’autonomie réelle de ces actes (par rapport aux syndicats) et surtout la perspective (une plus grosse prime d'argent ?, rester salarié dans la boîte ?, etc), étant donné que si des moyens limités réduisent d'emblée la portée possible d'un mouvement, les moyens offensifs ne produisent pas forcément de la liberté, ils n'en sont qu'une condition. En Kabylie ou en Argentine par exemple, le mouvement collectif (émeutes, assemblées de quartier) nous était sympathique sans attendre de connaître ses débouchés : à moins d'une bolchévisation, c'est le mouvement lui-même qui produit ses objectifs en cours de lutte, sans autre perspective initiale souvent que de supprimer des oppressions. Les moyens “radicaux” ne sont pas nécessairement sympathiques mais les moyens “réformistes” toujours antipathiques.



Unions sacrées

☠ Pim Fortuyn (leader d'extrême-droite néerlandais abattu le 6 mai pendant la campagne législative) a eu droit à un enterrement national le 10 mai avec cortège funéraire dans les rues de Rotterdam, messe par l'évêque de la ville en présence du premier ministre travailliste et d'un haut représentant de la reine Béatrix.

☠ Un million de travailleurs italiens ont fait une minute de silence sur demande syndicale en l'honneur de Mario Biagi, assassiné par les “nouvelles Brigades Rouges”, au cours de la manifestation monstre contre sa réforme (avec des raisonnements comme “*cet assassinat fait le jeu de l'Etat contre les travailleurs*”, sinon est forcément de son fait) !

☠ Suite aux morts de Nanterre, des habitants de la ville se sont réunis dans un stade pour une cérémonie avec ministres, pendant que les commerces et administrations étaient fermés ; le président s'était rendu immédiatement sur place.

☠ Le coup de l'Union sacrée est régulièrement tenté en france, qu'il s'agisse de contrer Le Pen au deuxième tour de la présidentielle le 5 mai, des 11 ingénieurs français de l'armement morts à Karachi (pakistan) avec Cherbourg ville morte le 13 mai en présence du président et du premier ministre, de “l'honneur bafoué de la france” lorsque la Marseillaise a été sifflée en finale de la Coupe de france le 11 mai (et lors de france-algérie le 6 octobre 2001 avec envahissement de pelouse), etc.

☠ Le dernier exemple en date est le consensus contre la “tentative d’assassinat” du Président par un militant d’Unité Radicale et ancien candidat du MNR, Maxime Brunerie, le 14 juillet 2002 : 1) il y a pourtant mille raisons légitimes de préférer Chirac mort que vivant (comme Brunerie d’ailleurs). 2) l’auteur a été immédiatement psychiatrisé en unité renforcée alors qu’on ne doute pas un instant que ce fasciste avait un discours politique.

Cette Semaine
BP 275 – 54005 Nancy cedex – france
http://cettesemaine.free.fr/
cettesemaine@free.fr

Abonnement : 12.20 euros / an
(15.20 euros hors de france)

bien entendu, les personnes qui souhaitent recevoir le journal n’ont pas forcément à se poser la question de l’abonnement, une demande suffit

Janvier

✓ **8**, 291immigrés "sans-papiers" se révoltent dans le gymnase de Rafina (banlieue d'Athènes) où on les a parqué le 5 janvier après leur arrestation dans la zone maritime d'Evia (île de la mer Egée). Ils se révoltent en apprenant que la police du port prépare leur encerclement par la police dans le but de les renvoyer. Les forces spéciales entrent dans le gymnase et les frappent brutalement. Quatre d'entre eux sont transportés à l'hôpital.

✓ **9**, les 291 personnes qui se sont révoltées la veille sont transférées pour être jugées sous l'accusation d' "*entrée illégale dans le pays*". Elles sont envoyées en prison avant d'être expulsées.

✓ **9-10**, 84 "immigrés sans-papiers", qui demeurent sur l'ancien aéroport de Chania (Crète), sont en grève de la faim. Ils demandent l'asile politique ou, à défaut, la carte rose (séjour temporaire). Les higher-ups ont été arrêtés avec 99 autres personnes le 6 décembre 2001, ils ont reçu la carte rose puis été transférés au centre de réception des réfugiés de Lavrio (banlieue d'Athènes).

✓ **12**,

— des anarchistes organisent une manifestation dans le centre d'Athènes. Elle part de la gare de Thissio et se dirige vers Propilea. Malgré la présence massive de flics, des centaines de personnes y participent.

— un groupe de personnes attaque une patrouille de flics à pieds avec des pierres et des cocktails molotovs à Exarchia (centre d'Athènes).

✓ **13**, les bureaux locaux de la Banque de Grèce à Thessalonique sont attaqués. Une caméra de surveillance est ainsi détruite. Action anonyme.

✓ **16**, 35 des 246 "sans-papiers" qui ont été arrêtés le 3 janvier en Crète débutent une grève de la faim pour obtenir l'asile politique. Deux d'entre eux (Nahit Indigmous et Ali Akgiou) se sont enfuis des "cellules blanches" en Turquie. Ils ont été emprisonnés dans ce pays trois années auparavant. Après leur grève de la faim suite au transfert dans les prisons de type "F", ils avaient reçu une permission de sortie pour des raisons de santé.

✓ **17**, les lycéens d'Exarchia, Akadimia Platonos et Fili, qui avaient été actifs dans les squats en 1999-2000 passent en jugement deux ans après. L'Etat n'oublie jamais ceux qui ont lutté ou le font encore contre ses institutions.

✓ **24**, rassemblement contre l'expulsion de 54 réfugiés sur le port de Chania (Crète). De nombreuses personnes risquent leur vie si cette déportation réussit. Leur embarquement est finalement empêché, il y a eu des échauffourées entre les personnes réunies là et la police.

✓ **25**

— la voiture d'un attaché de l'ambassade de Jordanie est incendiée, revendication du groupe "Floges Antistasis" (les flammes contre l'Etat) à un journal.

— rassemblement de solidarité sur l'ancien aéroport de Chania où sont gardés 54 réfugiés.



L'ordre règne !

Les dernières élections présidentielles ne sont pas la victoire de la droite ni du fascisme mais celle du consensus : consensus sur la sécurité, l'antiterrorisme et la guerre aux pauvres, consensus sur la démocratie comme régime idéal à défendre... C'est contre le système économique et social organisé autour de ce consensus politique, qui a produit et continuera de produire le fascisme, qu'il faut lutter, et non seulement contre le fascisme qui n'est finalement que la partie émergée de l'iceberg... Et lutter non par le vote, mais par l'action directe.

Dès le soir du premier tour et des premiers mouvements de rue, les manifestants, dans leur immense majorité, se sont limités à exprimer leur refus de ce qui incarne pour eux le fascisme, la "bête immonde " et cela est évidemment vrai et légitime, bien, que pour ces élections, Le Pen ait plutôt policé son discours et son image médiatique afin d'apparaître comme un candidat crédible, un "présidentiable" comme disent les journalistes ; c'est ainsi que les "les détails de l'histoire" et autres expressions de sympathie envers le fascisme historique ont été soigneusement évitées ; le dirigeant du FN se présentant comme le candidat du changement radical, de la rupture, représentant tous les déçus de la politique menée depuis des décennies, alors qu'il est lui-même un vieux politicard ayant traversé tous les régimes...

Mais l'insuffisance de ce mouvement, les limites de ses revendications résident bien dans son incapacité politique à comprendre et combattre les facteurs réels ayant permis la (re)montée du fascisme, non seulement en France, mais dans bon nombre de pays européens, notamment en Autriche et en Italie.

La cause véritable et profonde de ce phénomène, ce sont les politiques anti-immigrés et anti-pauvres menées depuis des décennies par tous les gouvernements qu'ils soient de droite ou de gauche. Toutes les mesures prises par ces politiciens bien-pensants ont permis la diffusion massive, la banalisation des idées sur l'inégalité sociale et économique considérée comme normale, naturelle, éternelle, alors qu'elles ne sont que le produit d'un système économique et social qu'on appelait autrefois : capitalisme. Bref, la gauche et la droite portent l'entière responsabilité de la situation actuelle, quelles que soient les apparences de "combattants de la liberté et de la démocratie " qu'ils cherchent à se donner médiatiquement.

On peut clairement le constater si l'on examine la politique menée par cette gauche caviar depuis 1997, avec l'approbation tacite ou, au mieux, une bien faible opposition des organisations d'extrême-gauche : loi Chevènement qui organise l'emprisonnement et la déportation en masse des étrangers, notamment sans-papiers, PARE visant à la mise au travail forcé des chômeurs contre un salaire misérable, LSQ organisant le fliquage des pauvres sous l'alibi de la lutte antiterroriste après le 11 septembre, union sacrée autour du mitarisme et de la guerre (Kosovo, Afghanistan.), répression dans les usines et tous les lieux de travail, répression contre les sans logis, les mal-logés et les squatters, etc.

Toutes ces mesures sont dictées, au fond, par une seule nécessité économico-financière : engranger la plus grande masse de profits pour permettre à un capitalisme en crise permanente de continuer à survivre, et ceci toujours aux frais des exploités du monde entier. Malgré la supposée prospérité du capitalisme français tant vantée par les médias aux ordres, un mécontentement général et diffus s'accroît à un rythme accéléré et démontre, s'il en était encore besoin, qu'aucune solution politique ne peut être apportée dans le cadre de cette société aux problèmes réels de ceux qui subissent au quotidien la domination du capital.

Pour cette raison, il est absurde et vain de soutenir aujourd'hui, dans une espèce de sursaut de mauvaise conscience (de gauche), la formation d'un front démocratique et républicain contre le fascisme, alors que c'est bien au nom de cette démocratie, de cette république et de ses droits de l'homme que sont emprisonnés et déportés des dizaines de milliers de sans-papiers ou que la surveillance technologique et le contrôle social se renforcent sans cesse (construction de prisons et de centres de rétention pour tous ceux jugés dangereux pour la sécurité de l'ordre établi au profit d'une minorité de possédants, vidéo-surveillance, répression tout azimut contre les populations précarisées, tout-sécuritaire.).



On veut aujourd'hui nous faire croire (ce "on " ce sont tous les médias, tous les partis, tous les syndicats et autres associations humanitaires suintant la bonne conscience) que le seul moyen, à présent, d'empêcher l'arrivée du fascisme au pouvoir serait d'aller voter massivement, même à contrecœur, pour cette pourriture de Chirac, qui a toujours représenté les intérêts du capital et de toutes les classes dominantes. A les entendre, l'abstention ferait le jeu de Le Pen, etc, etc...

Mais voter, c'est reconnaître et cautionner un système politique et social dans lequel le fascisme n'est pas une parenthèse, une anomalie ou un incident ; c'est bien plus la nécessité, pour l'Etat, d'écraser tout ce qui le conteste, tout ce qu'il juge dangereux pour la stabilité de la sacro-sainte économie. Le refus du vote ne signifie pas se résigner à l'ordre des choses, remettre sa vie entre les mains d'experts ; au contraire, compris de cette façon, il devient un acte de contestation plus puissant que toutes les allégeances à un parti. Dans ces conditions, ce n'est pas l'abstention qui fait le jeu du FN, mais bien le vote et la soumission à l'Etat qu'il implique. **Le vote a prouvé mille fois son inefficacité à changer réellement le cours des choses ; et seul une action menée directement sans passer pas les institutions de cette société (partis, syndicats, associations, humanitaires ou autres) peut nous permettre d'envisager un autre avenir que la vie de merde que nous réservent les dirigeants politiques et économiques**.

On nous répond également que l'on ne peut s'opposer à une décision prise par le peuple, de manière démocratique, par la voie des urnes. Cette rengaine est également reprise par les partisans d'extrême-droite eux-mêmes (Le Pen traitant les manifestants de voyous manipulés, d'extrêmistes.). Mais qu'est-ce que le vote, sinon la mise en scène de notre soumission à tous les pouvoirs. Par le vote, nous ne faisons que reproduire et accepter la misère sociale que nous subissons au quotidien, dans et hors du travail ou de l'école. L'individu a tellement intériorisé les normes, les valeurs dominantes qu'il ne fait, par son vote, que reproduire le comportement de soumission, d'aveuglement qui fait l'essentiel de sa vie. Il croit choisir librement, alors qu'il ne fait que subir. Ce triste individu, c'est le citoyen, enchaîné à l'Etat et à ses institutions (l'école, la famille, l'armée, la nation, les médias.), dans l'incapacité quasiment pathologique de vivre par lui-même et pour lui-même ou d'envisager un autre monde que cette société...

De mauvais citoyens

[Tract distribué sur Paris entre les deux tours de l'élection présidentielle, début mai]

ALORS QUE DE GRANDES manifestations se déroulaient un peu partout en france contre le Front National entre les deux tours de l'élection présidentielle, on peut noter un détail significatif. Yves Peirat, incarcéré depuis octobre 1999 et condamné en février 2001 à 5 ans de prison ferme pour des attentats contre des locaux du FN à Marseille sous le sigle FTP, devait avoir une permission de sortir de trois jours. Elle lui a été refusée in extremis, le juge d'application des peines prétextant d'un tract distribué le 2 mai et qui rappelait son histoire : "*risque de trouble à l'ordre public*" que sa sortie de trois malheureux jours ! A l'heure où les choses se clarifient, nous sommes plus que jamais solidaires d'Yves :

Yves Peirat, écrou 5591C
CD de Salon BP 369 avenue Gabriel Voisin
13 668 Salon de Provence cedex

Ils devaient être expulsés la veille.

✓ Environ 50 anarchistes, antiautoritaires et autres se rassemblent sur le port d'Iraklio (Crète) et tentent d'empêcher le transfert de 21 "immigrés sans-papiers" vers le Pirée (port d'Athènes). La police maritime et les keufs attaquent les personnes rassemblées, la plupart d'entre elles sont blessées. Les réfugiés sont transférés à Athènes d'où ils doivent être déportés.

✓ **30**,

— le bateau chargé des 21 immigrés arrive tôt dans la matinée au Pirée. Environ 40 anarchistes et antiautoritaires rassemblés là les accueillent. Alors qu'ils tentent de les atteindre, ils sont repoussés par la police anti-émeutes.

— Echauffourées au cours d'un concert à Oaka (stade d'Athènes) "*pour les jeux olympiques de 2004 et le bénévolat [à leur organisation]*", lorsqu'un groupe de gauchistes (contre les jeux olympiques) tente de passer une banderole et des tracts sur le lieu du concert. La police anti-émeutes et des flics en civil les frappent et arrêtent 22 d'entre eux, qui seront relâchés plusieurs heures après.

— la cour d'appel réduit la peine d'Arban Perlala de 8 ans et demi à 2 ans, 6 mois et dix jours de prison ferme plus trois ans avec sursis. Il a donc finalement été relâché. Il avait été condamné pour jet de cocktail molotov sur un flic lors du mouvement étudiant. Le seule preuve était le témoignage d'un flic.

✓ **31**,

— le reste des immigrés est transféré de Crète à Athènes. Pendant ce temps, les personnes sur place ont manifesté vers les locaux d'ANEK LINES (l'entreprise propriétaire du bateau qui a transféré les immigrés) en chantant et écrivant des slogans contre l'expulsion des immigrés.

— un groupe de fascistes attaque le "local Ano-Kato" à Patissia (centre d'Athènes), ils tentent également d'y pénétrer. Ils sont finalement repoussés, mais une personne du lieu est blessée.

FÉVRIER

✓ **3**, film et discussion au "Thersitis" à Ilion (banlieue ouest d'Athènes) sur le sujet "*les moyens de domestication employés par l'Etat*".

✓ **4**,

— rassemblement/intervention à Agia Barbara (centre d'Athènes) appelé par des anarchistes : "*Contre les institutions de la domination, les Etats, les dirigeants économiques, l'exploitation et la guerre*". Prise de parole, distribution de tracts et panneaux avec des photos.

— deux véhicules d'une exposition de voitures de luxe sur Alexandra Av. (centre d'Athènes) sont incendiés. Sans revendication.

— le corps d'un "immigré sans-papiers" est trouvé dans la montagne Beles de Serres (nord de la Grèce). Sa mort est dûe à l'épuisement, la faim et la soif.

✓ **5**, manifestation de solidarité avec les révoltés d'Argentine dans le centre d'Athènes à laquelle participent des anarchistes.

✓ **10**, manifestation d'environ 2000 personnes à Komotimi (ville du nord de la Grèce) contre les mines d'or de la région. Participation des

anarchistes de Komotimi et d'autres villes.

✓ **13**,

- discussion dans "le local anti-autoritaire du Centre" à Thessalonique sur le sujet suivant : "*Applications pratiques de la loi anti-terroriste et moyens de s'y opposer*". Débat appelé par les "anarchistes contre les anti-terroristes".

— rassemblement à Chania pour la fermeture de la base américaine de Souda. A l'origine, deux américains qui officient sur cette base ont volé et cogné une femme du coin le 2 février.

✓ **14**, 30 kurdes débutent une grève de la faim de 72 heures. Deux d'entre eux ont cousu leurs lèvres en demandant à rester dans le Centre pour réfugiés (de Pendeli, banlieue nord d'Athènes). Ils demandent également l'asile politique.

✓ **23**,

— attaque aux cocktails molotovs contre la librairie "Eleftheros Tipos" à Axarchia (centre d'Athènes), où la plupart des publications anarchistes sont distribuées et disponibles. Les propriétaires de la librairie ont fait la déclaration suivante : "*Ces porcs fascistes, qu'importe de qui il s'agit, ont commis cet acte criminel sans aucune considération pour la vie des personnes qui se trouvaient là à ce moment. (...) Contre la terreur de l'Etat, contre l'Etat de la terreur. Vous ne pourrez pas brûler les idées, qui sont celles qui mettent le feu*".

— rassemblement de solidarité avec les immigrés "*... contre les suceurs de sang* [les exploiteurs des "clandestins"]*, et aux côté des opprimés*" dans le centre d'Athènes. Prises de parole, distribution de tracts et banderoles. Plus de 150 personnes ont participé à ce rassemblement appelé par des "anarchistes et des anti-autoritaires des universités".

✓ **28**, manifestation en solidarité avec les révoltés de Palestine dans le centre d'Athènes

Mars

✓ **2**, 28 "immigrés sans-papiers" sont arrêtés dans la zone maritime de Psara (île de la mer Egée), ainsi que les esclavagistes K. Fafoutis et V. Karatzias qui les transportaient.

✓ **13**, 39 "immigrés sans-papiers" sont arrêtés au large de Kos (île grecque) ainsi que l'esclavagiste Regan Giounavdig qui les transportait.

✓ **15**,

— rassemblement de contre-information à Kallithea (banlieue d'Athènes) "*... contre la répression, la débauche de terreur et la logique de tractations - rupture avec l'Etat et le Capital - Solidarité avec les émeutiers de Barcelone*". Tracts, mégaphone et affiches collées. Le rassemblement est appelé par "Antiexousiastiko Steki Pantiou" (le fantôme anti-autoritaire de l'université de Pantios).

— 121 "immigrés sans-papiers" sont arrêtés à Megara (ville du centre de la Grèce) lors d'un contrôle de police. Ils étaient entassés dans une bétaillère croulante, vivant dans des conditions misérables. Les promesses de l'esclavagiste d'un départ d'Athènes à Patras, avec l'objectif de s'enrichir bien sûr, se sont "arrêtées" à Megara.

✓ **20**, trois "immigrés sans-papiers" sont tués en tentant de passer un champ miné à Evros (frontière Grèce-Turquie). Au cours des six dernières années, plus de 32 personnes ont perdu la vie et 16 ont été gravement blessées.

✓ **21**, plus de 2000 personnes manifestent en

Au-delà de la loi

Pour dire la vérité, je ne comprends pas tout à fait ce que cela signifie aujourd'hui lorsque des gens parlent d' "illégalisme". Je pensais que ce mot n'était plus utilisé depuis longtemps, qu'il ne pouvait plus s'échapper des livres d'histoire sur le mouvement anarchiste, enfermé pour toujours au même titre que l'ancienne "propagande par le fait". Lorsque j'en ai à nouveau entendu parler récemment avec des accents si effrontément critiques, je n'ai pas été capable de retenir mon sentiment d'étonnement. J'ai commencé à trouver intolérable cette manie de dépoussiérer de vieux arguments dans le but d'éviter d'affronter les nouvelles discussions, mais il s'agit de bien plus que cela.

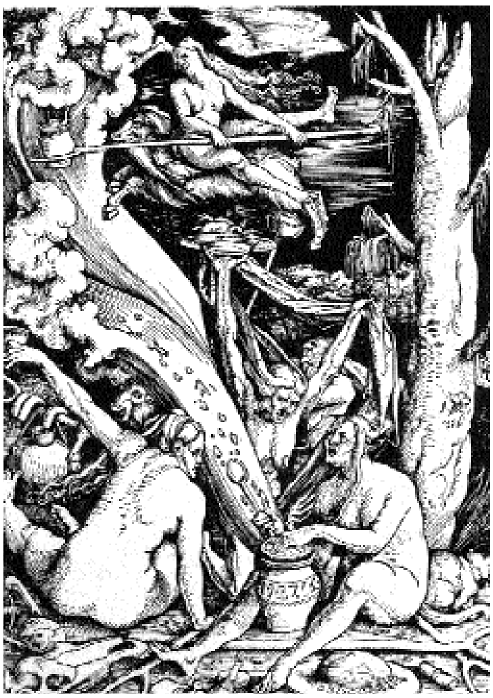
Une chose, de toute façon, me semble claire. L'illégalisme dont il est (négativement) question aujourd'hui n'est pas le concept qui a été débattu avec tant de fougue par le mouvement anarchiste au début du 20e siècle. A l'époque, ce terme était utilisé pour qualifier toutes ces pratiques interdites par la loi qui étaient utiles pour résoudre les problèmes économiques des compagnons : braquage, vol, contrebande, fausse-monnaie et ainsi de suite. Il me semble aujourd'hui que certains anarchistes, en l'absence de quelque chose de concret à discuter, sont bien trop facilement enclins à déclarer que l'illégalisme est égal à une glorification, raffinée par goût personnel, pour tout comportement interdit par la loi, et non pas uniquement ceux qui sont dictés par les nécessités de la survie. En bref, l'illégalisme deviendrait une sorte d'ossature théorique pour ériger l'illégalité en système, une valeur de vie.

Certaines personnes vont encore plus loin, au point de blâmer un illégalisme qu'on pourrait définir comme "à tout prix", enviant les compagnons susceptibles de violer la loi même s'ils pouvaient faire autrement, simplement pour savourer le frisson de l'interdit ou peut-être pour satisfaire quelque dogme idéologique. Mais je demande, où ces compagnons ont-ils traversé cet illégalisme à tout prix, qui en a parlé ? Qui serait aussi folle d'encourir la sévérité de la loi quand elle [1] pourrait faire autrement ? Personne, évidemment.

Mais il y a ici aussi un point sur lequel il serait utile de réfléchir. Est-ce qu'un anarchiste peut éviter de défier la loi ? C'est certainement possible dans certaines circonstances. Par exemple, j'écris en ce moment dans un journal qui est publié légalement ; est-ce que ceci fait de moi une anarchiste légaliste ? D'un autre côté, si j'allais coller ce soir des tracts clandestins, cela ferait-il de moi une anarchiste illégaliste ? Mais alors, qu'est-ce qui distinguera ces deux catégories d'anarchistes ?

La question du rapport entre une anarchiste et la loi ne peut être posée d'une façon aussi hâtive et abusive. Comme je les vois, les actions d'une anarchiste ne peuvent pas être conditionnées par la loi, de façon négative ou positive. Je pense que ce ne sont pas soit le respect révérencieux pour les normes dominantes de l'époque soit le plaisir de la transgression comme une fin en soi qui doivent la guider, mais plutôt ses idées et ses rêves rassemblés dans ses envies individuelles. En d'autres termes, une anarchiste ne peut être qu'alégaliste, une individue qui se propose de faire ce qui lui fait le plus plaisir au-delà de la loi, sans se baser sur ce que le code pénal autorise ou interdit.

Bien sûr, la loi existe et on ne peut pas prétendre ne pas la voir. Je suis bien consciente qu'il y a toujours un bludgeon [?] prêt à s'occuper de nos désirs sur le chemin qui mène



à leur réalisation, mais cette menace ne devrait pas influencer notre décision sur les moyens à utiliser pour réaliser ce qui est le plus cher à nos cœurs. Si je trouve important de publier un journal — une chose qui est considérée comme légale — je peux facilement tenter de suivre les mesures de la loi sur la presse pour éviter utilement des ennuis, tant que ceci ne change pas le contenu de ce que j'essaie de dire sur le fond.

Mais d'un autre côté, si je considère comme important de mener une action considérée comme illégale — comme l'attaque contre les structures et le personnel du pouvoir — je ne changerais pas d'avis simplement parce que quelqu'un agite devant mes yeux le chiffon rouge des risques que j'encoure. Si j'agissais autrement, le code pénal me dicterait sur ce que doit être ma conduite, limitant grandement mes possibilités d'agir et ainsi de m'exprimer personnellement.

Mais s'il est absurde de décrire une anarchiste comme "illégaliste", il serait par ailleurs ridicule de lui attribuer la qualité de "légaliste". Comment une anarchiste, une individue qui désire un monde sans autorité, pourrait-elle espérer être capable de réaliser son rêve sans jamais briser la loi, qui est l'expression la plus immédiate de l'autorité, c'est-à-dire sans transgresser ces normes qui ont été délibérément établies et écrites pour défendre l'ordre social ? Toute personne qui souhaite transformer radicalement ce monde devra nécessairement se placer tôt ou tard contre la loi qui vise à le conserver.

A moins que... A moins que le désir de changer ce monde qui couve encore dans les cœurs de ces anarchistes soit d'une certaine façon subordonné aux inquiétudes à propos des risques qu'ils pourraient affronter, sur le fait d'être persécuté par la police, sur le fait d'être mis sous enquête, sur le fait de perdre la considération d'amis et de relations. A moins que la liberté absolue qui signifie tant pour les anarchistes soit considérée comme une grande et merveilleuse chose, mais principalement sous l'angle de la théorie — qui elle-même se manifeste sous forme de plaisanterie inoffensive échangée dans des fauteuils après une dure journée de travail — parce que du point de vue pratique la force de la domination n'offrirait pas d'espoir. Alors il est judicieux de rendre l'utopie concrète, avec ses pieds par terre, en la mêlant au bon sens, parce que la révolution ne pourra jamais être considérée comme légale par aucun code pénal.

Plutôt que de rêver à l'impossible, essayons d'obtenir le tolérable. C'est là que l'invective contre le mythe de l'illégalisme lancée par certains anarchistes prend un sens précis, celui de justifier leur prédisposition intéressée à se conformer aux diktats de la loi, mettant de côté toutes les aspirations folles et sans modération.

Au nom du réalisme, bien sûr.

Penelope Nin

1 NDLR : L'auteure emploie le féminin dans son texte pour désigner la forme générale.

[Traduit de l'anglais. Extrait de *Willful Disobedience*, vol. 2, n°11, oct/nov 2001, pp.4-6. Pour leur écrire : Venomous Butterfly Publications, P.O. Box 31098, Los Angeles, CA 90 031, Etats-Unis]

PRISONNIER-E-S EN LUTTE AU PORTUGAL

Les protestations des prisonniers portugais se poursuivent. Le 17 juin 2002, les détenuEs de la prison de Vale de Judeus ont commencé une grève du travail illimitée pour protester contre les conditions de détention dégradantes.

La participation au mouvement approche les 100 %. Le résultat fut le transfert de 11 détenuEs accuséEs d'être "les têtes" du mouvement vers les établissements pénitentiaires de Coimbra, Linhó et Pinheiro da Cruz. Le 21 juin, à l'heure du déjeuner, environ 300 prisonnierEs du module A de la prison de Linhó ont refusé de manger la nourriture servie, en solidarité avec leurs compagnonNEs de Vale de Judeus. Au cours de la nuit, comme représailles, les prisonnierEs furent frappés au hasard à l'intérieur de leurs cellules. D'autre part, le 20 juin, trois détenus transférés à Pinheiro da Cruz — João P. Marques, Luís Gaspar et Meireles — ont commencé une grève de la faim et de la soif pour protester contre cette situation.

La prison — qui est une torture 24 heures par jour — reste hors d'atteinte car la société reste indifférente aux protestations des personnes qui ont perdu leur statut d'êtres humains aux yeux de ces mêmes gens. A partir de là, tout se justifie, déjà qu'on a peu souvent connaissance à l'extérieur des murs des humiliations, des agressions des matonNEs, des soins médicaux très mauvais ou inexistants, de l'esclavage du travail. Une situation qui ne fait qu'empirer, peut-être aussi parce la prison est toujours plus un gigantesque commerce qui est profitable à l'Etat, aux entreprises et aux fonctionnaires impliqués dans les trafics de drogue, dans la fourniture de nourriture et l'exploitation du travail en prison.

Dénoncer la prison, c'est accuser une société basée sur l'inégalité sociale, dont les vies de ceux qui sont en bas n'ont jamais de valeur. Et au-delà, lutter pour le respect de la dignité humaine [sic] que le système capitaliste ne pourra jamais respecter.

Solidarité active avec les prisonnierEs en lutte !

Grupo Dinamo
grupodinamo@hotmail.com

[Texte traduit du portugais en espagnol par *Palabras de Guerra* et publié le 26 juin 2002 sur destedentro. Puis traduit en français par CS]

solidarité avec "les immigrés" dans le centre d'Athènes. Appel de la gauche et des organisations d'immigrés. Nombre d'entre eux a participé, tout comme des anarchistes, qui ont lancé des slogans comme : "*En Grèce, en Turquie et en Albanie, l'ennemi est dans les banques et les ministères*", "*la solidarité est l'arme des gens, guerre à la guerre des dirigeants*", "*la passion pour la liberté est plus forte que toutes les cellules*", ainsi que d'autres. Une manifestation sur le même thème a eu lieu à Thessalonique.

✓ **22**, manifestation de solidarité avec les combattants palestiniens dans le centre d'Athènes. Participation de plus de 2500 personnes dont environ 150 anarchistes, qui ont lancé des slogans comme "*L'Etat est l'unique terroriste*".

✓ **28**, 11 "immigrés sans-papiers" sont arrêtés au large de Ko (île de l'est de la Grèce).

Avril

✓ **1**,

— manifestation de solidarité avec les révoltés de Palestine à Athènes (de Propilea au parlement). Particiption d'environ 3000 personnes dont environ 150 anarchistes, qui ont lancé des slogans comme "*L'Etat est l'unique terroriste*".

— rassemblement d'information sur les événements de Barcelone (15-16 mars) dans le squat "Lelas Karagiani" avec projection vidéo.

✓ **10**, trois "immigrés sans-papiers" sont arrêtés à Chios (île grecque).

✓ **11**, 84 "immigrés sans-papiers" étaient en fait la cargaison du bateau "Mete" qui a tenté d'approcher l'île de Chios. Lorsqu'il a été appréhendé par un bateau de la police maritime grecque, il a dû retourner en Turquie (en vertu des accords entre les gouvernements des deux pays). Les autorités grecques ont arrêté l'un des esclavagistes, le flic Hristos Demertzis.

✓ **12**, une entreprise de planification urbaine sous escorte policière a tenté de démolir une maison de Tripoli (sud de la Grèce). Cette maison, présentée comme une construction illégale, est habitée par de nombreuses personnes d'une famille tsigane. Il y a eu ausitôt une manifestation des tsiganes qui vivent dans ce coin, certains d'entre eux ont incendié une voiture.

✓ **13**, discussion dans les locaux des "Archives anarchistes" à Athènes sur le sujet "*La question palestinienne et l'Etat*".

✓ **14**,

— à Thessalonique, bombage de slogans sur un bus de l'OTAN et pneus crevés.

— rencontre-discussion dans les locaux de "Thersitis" à Ilion (ouest d'Athènes) sur le sujet "*Quel est le sens de la solidarité avec les révoltés de Palestine*".

✓ **16**, rassemblement/discussion à Heraklion (Crète) sur le événements en Palestine, organisé par "Anarhiki omada Liki tis Erimou" (Groupe anarchiste les loups du désert).

✓ **17**,

— les habitants de la région de Stageira à Halkidiki (nord de la Grèce) tentent d'empêcher le passage des véhicules des travailleurs de TVX-Gold [entreprise minière d'or]. Ils affrontent la

police lorsqu'elle s'appoche, leur chef est blessé. Quatre personnes sont arrêtées et cinq autres recherchées.

— un bateau avec 60 immigrés "sans-papiers" est coulé au large de Naxos (île de la mer Egée). Deux d'eutre eux se noient tandis que les autres sont repêchés par la police portuaire. D'après cette dernière, 109 immpigrés "sans-papiers" sont morts noyés entre 1992 et 2001.

✓ **18**, discussion/intervention dans le square Eleftherias à Heraklio (Crète) en solidarité avec les palestiniens en lutte et les personnes qui refusent le service militaire en Israël. Rassemblement organisé par "Anarhiki omada Liki tis Erimou" (Groupe anarchiste les loups du désert).

✓ **20**,

— affrontements entre fascistes et anti-fascistes dans le square Aristotelous à Salonique. L'attaque a eu lieu au cours d'un rassemblement de fascistes.

— plus de 50 immigrés "sans-papiers" sont arrêtés au large d'Andros (île de la mer Egée).

✓ **23**, manifestation de solidarité avec Zulkuf Murat Bora (kurde) à Salonique. Il est en grève de la faim depuis le 11 avril en demandant l'asile politique.

✓ **25**,

— manifestation de solidarité dans le centre d'Athènes devant l'ambassade israëlienne. Présence de nombreux anrchistes.

— 8 immigrés "sans-papiers" sont arrêtés au large de Samos (île de la mer Egée).

✓ **26-27**, discussion/hapening de deux jours au local "Arodou" sur le Pirée, à propos du 1er mai. Projections vidéo.

✓ **29**, contre-rassemblement dans le centre d'Athènes contre un meeting fasciste. Un groupe d'anarchistes et de gauchistes attaque les bureaux d'une organisation fasciste avec des pierres et des cocktails molotovs. Cette organisation avait appelé au rassemblement qui a finalement été ajourné. Des affrontements avec la police anti-émeutes ont ainsi eu lieu un peu après, dans les rues d'Exarchia, où des bombes [une variante ?] molotovs furent utilisées et des barricades dressées.

✓ **30**, manifestation contre l'esclavage-salarié dans le centre d'Athènes, organisé par les Conseils Métropolitains.

✓ **31**,

— des immigrés "sans-papiers" sont arrêtés à Hiliadou d'Evia, ainsi que les trois esclavagistes qui les transportaient.

— un distributeur des bureaux locaux de la Banque Nationale d'Ionia (banlieue d'Athènes) est incendié. Pas de revendication.

Contact : Anarchist Intervention
(news_a@yahoo.com)

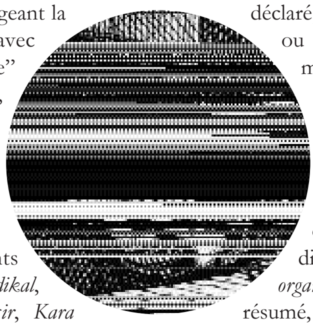
Traduit de l'anglais par CS,
tiré de a-infos du 26 mai 2002

Note : Nous avons traduit "illegal immigrants" par "immigrés sans-papiers" et non "immigrés clandestins", qui est la version plus littérale. Par ailleurs, nous n'avons pas traduit les brèves concernant les accidents et morts du travail, ni les tribulations judiciaires des keufs (meurtres, etc).

Procès des anarchistes turcs d'Usak

Le 1er décembre 2001, au cours du rassemblement organisé par Usak sous l'appel "*Meeting contre la crise économique*", M. Ozgur Kucuktekin, S. Serkan Kazak et Onur Ayaz ont été interpelés par la police au motif de distribution d'un tract titré "*Non à la guerre et au capitalisme*" et signé *Usak Anarsist Otonomu* (anarchistes autonomes d'Usak). Plus tard, Rahmi Tiril et A. Serkan Tomar ont été également amenés au commissariat d'Usak. Après avoir passé deux jours en étant soumis à la torture psychologique et physique, les cinq anarchistes ont été forcés de signer les témoignages écrits par les flics, dont la revendication d'appartenance à une "*organisation terroriste illégale*".

Les anarchistes ont été conduits à la DGM-SSC (Cour de sûreté de l'Etat) avec l'accusation d' "*organisation terroriste illégale*" portée par le procureur de la république. Ils ont été arrêté le 3 décembre sur décision du tribunal d'Usak et envoyés dans la prison de type E de la ville. Les prisonniers ont passé leurs 25 premiers jours dans des cellules individuelles. Après deux mois, ils ont été transférés dans la prison de type F [1] d'Izmir Kiriklar et mis en cellules. Au cours du premier procès, le 13 février 2002, le procureur de la république les a accusé de constitution d'organisation terroriste selon la loi 3713, article 7/1. Le juge a toutefois décidé de libérer A. Serkan Tomar mais en prolongeant la détention des autres avec l'accusation d'aider "la dite" organisation terroriste illégale, Genclik Federasyonu-Anarchist Youth Federation (AGF-AYF), selon la même loi (3713), article 7/2.



Des reporters de différents journaux et périodiques (*Radikal, Cumhuriyet, Milliyet, Yeni Asir, Kara Mecmua*) et des observateurs de différentes ONG (*KESK, DISK, Izmir War Resisters Association, IHD*) ainsi que 20 avocats de l'*Izmir Lawyers Association* ont assisté au second procès qui s'est tenu le 3 avril à Izmir devant la Cour de sûreté de l'Etat. Tayfun Gonul — qui est accusé d'être le leader (!) de tous les anarchistes en Turquie — a parlé dans le tribunal comme témoin de la défense. Il a déclaré : "*J'écris des articles sur la philosophie anarchiste depuis des années dans différents journaux et périodiques. Je ne connais pas ces jeunes personnes. Je n'ai pas connaissance de l'existence d'une organisation illégale appelée AGF. L'anarchisme est une idée, une philosophie, et est défendue par différents penseurs depuis des années ; et n'a jamais été le sujet d'une telle accusation. L'anarchisme est une idée libertaire qui rejette la centralisation. Il repousse toute organisation illégale qui est liée à une autorité centrale. La pensée* [sic]*anarchiste n'a jamais organisé d'action terroriste en Turquie. En tant que système d'idée, l'anarchisme est contre le terrorisme* [re-sic[2]] ". Parallèlement à la défense des avocats, les prisonniers ont été remis en liberté et l'audience a été repoussée au 23 mai.

Au cours de la troisième audience, le procureur de la république a défini l'anarchisme comme une doctrine dont l'objectif est la destruction de l'Etat, du gouvernement, de la propriété privée, de la famille, de la religion et, en général, de toute organisation, constitution et structures, et qui utilise la lutte pour atteindre son objectif. Etant donné que dans ce but quelques personnes sont organisées sous le nom d'*Anarchist Youth Federation* (AGF-AYF), il a déclaré que les actions de l'UAO (*Usak Anarsist Otonomu*) devraient être placées dans la catégorie de soutien à l'AGF et aux anarchistes. Le procureur a demandé que les anarchistes — à part A. Serkan Tomar dont il demande l'acquittement — soient condamnés selon la loi 3713 article 7/2, et la loi TCK (*Turkish Punishment Act*) 36 et 40. Le verdict a été repoussé au 25 juillet à 10h15.

Tout ceci, bien qu'il n'y ait pas d'appel à la terreur ou même à la violence, ni dans le tract dont il est dit qu'il a été écrit par eux (en tant qu'*Usak Anarchist Autonom*), ni dans les graffitis. En plus, selon le "rapport d'information" préparé par les propres forces de sécurité de l'Etat turc — et qui a aussi été envoyé au tribunal — il n'y a pas d'action armée ou violente organisée par des anarchistes en Turquie. Dans le même rapport, il n'y a pas d'évidence, preuve ou déclaration à propos d'actes violents ou terroristes de la (soi-disante) organisation en question (AGF). La partie la plus grotesque est que, comme Tayfun Gonul l'a déclaré, personne n'a jamais été interrogé ou jugé sur l'accusation d'être un membre de l'AGF. L'Etat turc sait très bien que les personnes d'Istanbul qui utilisent ce nom ont uniquement été jugés sur l'accusation de participation à une "manifestation illégale" et dans leurs propres déclarations, ils disent que "*AGF n'est même pas une organisation — c'est notre vie*". En résumé, ces cinq jeune personnes d'Usak ont été jugées pour soutien à une (soi-disante) organisation terroriste illégale que l'Etat lui-même ne voit même pas comme telle.
(...)

Pour la solidarité par-delà les frontières !
Pour un monde sans prisons !

1 NDLR : Sur la lutte des prisonniers turcs contre les prisons de type F, on peut lire *Lutte(s) dans les prisons en Turquie [1980-2002]*, publié par Prisons en Turquie & ABC Dijon, avril 2002, 50p.
2 NDLR : Ces affirmations ne peuvent à notre avis que prendre sens avec au minimum une définition préalable du "terrorisme". Au sens étatique, oui nous sommes des "terroristes", comme un paquet de gens d'ailleurs ! Au sens strict, seul l'Etat est terroriste, ainsi que certaines organisations qui lui font concurrence (type léninistes ou mafieuses) sans toutefois avoir les mêmes moyens.

[Traduit de l'anglais. Texte publié sur a-infos le 12 juillet par l'Anarchist Black Cross d'Ankara : abcankara@yahoo.com. Comme souvent, une ABC s'étend pour montrer l'innocence des "gentils anarchistes" au lieu de sortir des catégories étatiques "innocent/coupable".
Dernière minute, 25 juillet : ils ont été acquittés]

"ILS NE SAVENT PAS QU'ON A DES AILES"

Le 7 juillet 2001, un relais de télévision est détruit à Bergame (Italie). Quelques mois après, Silvia, une jeune anarchiste de 18 ans très active dans la ville, est mise aux arrestations domiciliaires. Le 3 juin dernier avait lieu le procès qui la condamnera à 3 ans de prison. On lira ci-dessous le texte qu'elle a écrit peu après.



LE 3 JUIN, UN PROCÈS RAPIDE a eu lieu contre moi pour une action du 7 juillet (2001) contre une antenne mobile de télévision [un relais] à Bergame. Accusation : incendie d'une installation d'utilité publique, fabrication de substance explosive, possession d'armes et d'explosifs dans un lieu public. Le juge de l'audience préliminaire : Vito Di Vita. J'étais aux arrestations domiciliaires depuis le 22 octobre (2001). Les "lourdes preuves circonstancielles de culpabilité" sont : 3 boulons trouvés dans ma maison après une recherche et qui étaient les mêmes que ceux trouvés lors de la seconde inspection sous l'antenne (oh, quelle coïncidence, je me demande pourquoi ils ne les ont pas trouvés au cours de leur première inspection, mais uniquement après avoir vu les miens...), une bombe de peinture qui se trouve être la même que celle trouvée près de l'antenne et le fait que je sois anarchiste. Ils ont refusé le sursis parce qu'ils me trouvent "*naïve, dangereuse, et susceptible de commettre des actes illégaux*", pour ça et aussi pour mon "*comportement irréfléchi et mon absence de retenue sur mon hostilité contre la DIGOS* (département spécial du système italien d'investigation)". Mais si le verdict est inférieur à deux ans et demi je pourrais avoir de toute façon la suspension de la sentence puisque j'ai seulement vingt ans (cette chose s'applique jusqu'à ce qu'on ait 21 ans).

verdict : COUPABLE, 3 ANS, LIBRE JUSQU'À L'APPEL

Coupable ? Et de quoi ? Je refuse la logique coupable-innocent, mais si je devais utiliser cette logique alors je reconnais que ceux qui sont vraiment coupables ce sont eux. Ceux qui oppressent, gouvernent, exploitent et tuent chaque jour : tous les industriels, les capitalistes, les politiciens, chaque Etat, pouvoir et autorité ! Celui qui joue le jeu du pouvoir avec des choix modérés et réformistes en perpétuant l'état des choses actuel, celui qui accepte la soumission, celui qui est indifférent et apathique, celui qui est un consommateur et mange des animaux (et ses dérivés). Alors moi aussi je prononce mon verdict.

verdict : COUPABLE
CONDAMNÉ À MORT. SANS PITIÉ.

Vous voulez nous détruire, mais vous n'y parviendrez jamais, vous pouvez nous réprimer, incarcérer, massacrer, mais vous ne réussirez pas pour la simple raison que nous n'avons rien à perdre. Parce que tout ce que nous avons c'est notre rage, notre mépris, notre liberté, dans nos rêves et dans notre lutte. Il est trop tard pour reculer, vous avez produit beaucoup trop de pourriture, mais ceci ne nous tiendra pas tranquilles, nous ne trouverons pas la paix jusqu'à ce que vous soyez tous morts. Nous n'avons pas de pitié et de compassion et simplement comme un juge avec sa robe nous pointons notre doigt en vociférant le verdict : coupables. Condamnés à mort. Sans pitié, sans respect, intolérance totale pour ceux qui nient la vie et tuent tous les jours. Coupables. Condamnés à mort. On m'a dit que juger est une erreur, qu'on ne doit pas s'ériger en juge, qu'on doit toujours et à chaque fois respecter la personne, qu'on doit uniquement condamner la fonction : mais quelqu'un a choisi de porter cet uniforme et quelqu'un est d'accord pour se soumettre afin que quelqu'un d'autre puisse le porter, du respect pour chacun et pour chaque chose c'est seulement hypocrite et faux et quant au jugement, essayez seulement d'imaginer être en cage dans l'intention d'être abattus pour devenir un steack, essayez d'imaginer votre corps coupé en pièces, sectionné, convoité, imaginez que vous devez travailler 15 heures dans un sous-sol et être violés après, imaginez que vous crachez du sang et que votre sœur a une leucémie, imaginez que vous étouffez à cause du ciment et du béton bouillant pour devenir une route, essayez d'imaginer tout ceci et alors on verra si vous ne jugerez pas ceux qui sont coupables de tout ça. Après avoir vu/goûté la souffrance, le désespoir, la mort, les bons sentiments sont perdus. Coupables. Condamnés à mort. Pas de pitié. Attendez, c'est seulement une question de temps, à la fin quelqu'un ira dancer sur vos têtes dans l'obscurité. Coupables. Condamnés à mort. Pas de pitié du tout.
Celui qui nie la vie ne la mérite pas.

"Je suis un anarchiste-individualiste. Mon idéal est le libre développement de la personnalité individuelle dans le sens le plus complet du mot, et le renversement de l'esclavage sous toutes ses formes... Nous marcherons à la potence avec fierté et bravoure, en vous lançant un coup d'œil plein de défi. Notre mort, comme une flamme, éclairera de nombreux cœurs. Nous mourerons victorieux. Allons maintenant de l'avant ! Notre mort est notre triomphe !"

(Derniers mots de Matrena après sa condamnation à mort en 1905 en Russie pour un raid contre une usine de sucre, le meurtre d'un prêtre et la tentative de meurtre sur un officier de police)

Vous ne m'aurez jamais

Silvia

L'ATTAQUE DE LA PRISON DE FROSINONE

L'**AMPLE MOUVEMENT DE LUTTES SOCIALES** né dans les années 60 en Italie, se répandit à l'intérieur des usines et des écoles. A la fin de 1969, la répression augmenta avec la stratégie de la tension, des attentats perpétrés par les services secrets italiens (bombe de la place Fontana, le train Italicus, etc.) dans une vaine tentative de provoquer un coup d'état pour restaurer le fascisme. Ce contexte poussa quelques formations extraparlementaires et des secteurs compromis dans la lutte à se questionner sur l'opportunité d'utiliser la lutte armée et à se questionner sur la violence comme moyen d'autodéfense. De ce débat naquirent, de 1969 à 1989, plus de cent organisations armées, pour être plus exact, cent-quatorze. Fin 1977, sous l'impulsion d'un fort mouvement autonome qui s'était développé cette année-là à travers le pays, et face à la nouvelle réalité des prisons spéciales, se formèrent les *P.A.C.* (Prolétaires Armés pour le Communisme) soutenus par la revue *Senza Galeres* (Sans Prisons). Je fus l'un de ses fondateurs. Parmi les membres de ce groupe il y avait Cesare, compagnon issu du monde de la pègre qui s'était conscientisé chaque fois plus, jusqu'à prendre une des positions les plus avancées de cette époque, parce qu'il avait développé une forte composante anarchiste au cours de sa trajectoire. Cesare était mon ami. Sa sympathie débordante, sa spontanéité, son implication totale dans la lutte et ses points de folie m'en faisaient le plus cher des compagn(e/on)s.

Au cours des années suivantes, les P.A.C. augmentèrent en nombre tout comme les actions contre le monde carcéral, avec entre autre l'exécution, le 6 juin 1978, d'un adepte connu de la torture (*Antonio Santoro*), chef de sécurité de la prison d'Udine au nord de l'Italie, d'*Andrea Campana*, agent de la D.I.G.O.S (police politique), et quelques autres visites à des personnages du monde carcéral.

Au début du printemps 1979, un bon nombre de compagn(e/on)s, Cesare et moi, sommes prisonnier(e)s... Les PA.C. se dissolvent. Six mois après mon incarcération, j'eus la chance de sortir pour fautes de preuves, tandis que les autres restaient enfermé(e)s, dont Cesare, avec la perspective de beaucoup d'années de prison, trente étant le minimum. Ma libération ne fut pas si joyeuse qu'on peut l'imaginer, du fait que beaucoup de mes compagn(e/on)s restaient en taule dans cette angoissante prison de *San Vittore* à Milan. Je me souviens que lorsque j'ai vu l'avocat m'annoncer ma remise en liberté, j'eus une expression de tristesse qu'il ne comprit pas. Il n'avait jamais vu pareille réaction durant toutes ses années d'avocat défenseur. Quand je descendis dans la cour de promenade et annonçai ma libération, j'exprimai aux autres qu'avec eux je laissais mes meilleurs compagnons de lutte, leur promettant, les larmes aux yeux, que je reviendrais sortir de là ou de quelque autre lieu toutes les personnes qu'il serait humainement possible.

Je sortis de la prison début 1980. C'était l'hiver et il faisait très froid dans les rues de Milan. Cependant, le froid qui se répandait en moi du fait de cette solitude imprévue était bien supérieur.

En 1981, un groupe de militant(e)s provenant de diverses organisations combattantes formèrent la C. O. L. P. (Communistes Organisés pour la Libération Prolétaire), avec la proposition de réaliser un réseau d'aide aux militant(e)s clandestin(e)s et pour la libération des prisonnier(e)s. Le point de départ furent quelques réflexions communes, comme le partage d'opinions qui amplifiait le champ de vision, vu que le système menaçait chaque jour avec la prison toute forme de dissidence. Une autre raison à partir de laquelle est née la volonté de renforcer notre pratique d'attaque, où primait la libération des prisonnier(e)s comme point crucial de la confrontation, fut le fait qu'ils isolaient les prisonnier(e)s les plus combati(f/ve)s dans des modalités de régime « spécial » qui à la longue signifient anéantissement, pour retrouver le contrôle sur les prisons, qui avaient été une authentique poudrière de révoltes et de protestations.
De cette façon, avec les compagn(e/on)s qui formaient ce groupe particulier, on décida que la première libération qui serait menée à bien serait celle de Cesare.

Cesare se trouvait dans une prison du sud. La prison de Frosinone était située quasi dans le centre de la ville. Vue de dehors elle présentait



un aspect lugubre accentué par ses quatre guérites, dans lesquelles surveillaient des fonctionnaires armés. Les hauts murs qui l'entouraient cachaient la souffrance des prisonnier(e)s et rendaient difficile à deviner quoi que ce soit de l'extérieur. Le lieu ne permettait pas de rester beaucoup de temps stationné(e)s, car le risque d'être contrôlé(e)s par les forces de sécurité était constant On faisait le tour continuellement pour recueillir des informations sur les mouvements autour de la prison.
Au bout de six mois de longue préparation, on mis au point le plan d'attaque. Nous nous répartîmes le travail. Il me revenait celui de la couverture depuis l'extérieur, qui consistait à la protection de mes ami(e)s. Ce rôle me revenait car j'étais celui qui avait le plus d'expérience dans l'usage et le maniement des armes à feu, en cette occasion là un fusil d'assaut

Le temps passa et arriva le moment où on ne pouvait pas attendre plus longtemps. Le compagnero prisonnier courrait le risque d'être transféré d'un moment à l'autre à cause de la politique de dispersion instaurée par les institutions pénitentiaires dans le but de compliquer toute tentative d'évasion. Ce qui était sûr, c'est qu'il ne manquait pas de prisons de sécurité où on pouvait les transférer, ce qui rendait quasiment impossible une quelconque libération. De plus, l'action prévue n'était pas facile. Il s'agissait de passer par la porte de communication et, de là, à travers une petite porte qui se trouvait dans la salle où les familles remettaient les paquets de fringues et de nourriture, accéder aux dépendances intérieures. Le salle d'attente serait probablement pleine de gens : hommes, femmes et enfants, les familles et ami(e)s des prisonnier(e)s. Quatre hommes et une femme se présenteront fortement armé(e)s sous les murs de la prison. Je resterai dehors, près de la voiture volée, pour assurer la sortie une fois l'opération finie. Le principal danger pouvait se présenter sous la forme d'une patrouille en voiture qui, normalement, stationnait très près de l'entrée. Nous avions aussi localisé trois individus en civil, avec des gueules de flic, tranquillement assis dans une alfa roméo de grosse cylindrée, utilisée habituellement dans ce genre de surveillance. Ils vivaient des temps difficiles dus aux vagues d'attaques armées envers les structures et individus de l'appareil politique et pénitentiaire, pour lesquelles les mercenaires de l'état étaient entraînés pour tuer et étaient armés de mitraillettes M. 12, de pistolets et de gilets pare-balles. La possibilité d'un affrontement avec eux nous angoissait, supposant un danger mortel La chose se présentait sous un aspect lugubre.

Enfin arriva le moment de l'action.

Le quatre décembre le jour s'était levé froid Le soleil se leva au cours de la matinée, atténuant un peu notre état d'âme perturbé. C'était une sensation étrange. On pourrait difficilement décrire le monde intérieur de mes compagn(e/on)s, bien que je ne crois pas qu'il fut très différent du mien. Je me demandais plusieurs fois... Et si le maton n'ouvre pas la porte ? On aura à utiliser des explosifs pour la faire sauter et alors, avec le bruit fait, aurons-nous assez de temps pour rentrer et sortir le compagnon prisonnier ? Une infinité de questions se bousculaient dans mon esprit, provocant des peurs insignifiantes qui n'avaient pas de raison d'être et amplifiaient celles qui étaient très réelles.

Nous arrivâmes autour de neuf heures du matin, dans une voiture soustraite une semaine avant. Nous nous sommes approchés de la prison, je descendis du véhicule pour continuer à m'approcher à pied, tandis que

mes compagn(e/on)s se dirigeaient vers le parking qui était situé face à l'entrée de la prison avec de nombreuses voitures parquées. Les visites avaient commencé et les familles qui n'étaient pas encore entrées et ceux qui accompagnaient les visiteu(r/se)s se trouvaient dans ou hors des voitures, tuant le temps comme ils/elles pouvaient En apparence, tout était tranquille. Le mouvement des gens et des autos rendait très difficile la localisation de la flicaille, qui avait l'habitude de se mélanger avec le reste des passants. Cependant, nous pûmes identifier la voiture des carabiniers, arrêtée dans un coin de la prison, à la hauteur de la guérite. Là et comme on l'avait prévu, il y avait trois civils. Pendant que mes compagn(e/on)s se garaient, je me plaçai à un endroit préalablement choisi d'où on pouvait avoir une vision globale de la scène où allaient se dérouler les faits. Je portais à la ceinture un revolver et, pendu à l'épaule, un sac dans lequel était caché le fusil.

La peur finissait par disparaître et tout était un peu irréel. Sans efforts, les sens s'aiguisaient devant l'imminence de l'action.
Mes quatre compagn(e/on)s sortirent de la voiture. Traversèrent la rue et se dirigèrent jusqu'à l'entrée. Tout se déroula très vite. On ne pouvait se permettre aucune hésitation par peur d'être identifié(e)s. La compagne et un compagnon se rapprochèrent du responsable et lui remirent un paquet avec un faux nom de prisonnier. Attentant, les autres deux se mélangèrent avec les visiteu(r/se)s... L'action avait commencé.

Profitant d'une négligence momentanée du responsable des paquets, la compagne sortit rapidement une mitraillette et la pointa à travers les barreaux. Stupéfait, le maton n'arrivait pas à croire ce qui était entrain de se passer. « Ouvrez la porte ou vous allez tous mourir », cria un de mes compagnons aux autres gardiens. Débordés par la situation, il ne leur restait pas d'autre choix que d'ouvrir la porte d'accès à l'intérieur. Une fois ouverte, et sans nécessité de le leur ordonner, les matons se jetèrent au sol avec les mains sur la tête. Comme les gens des familles étaient pantois, un autre compagnon se chargea de les tranquilliser et, après ces instants un peu tumultueux, les autres pénétrèrent à l'intérieur même de la prison, où nous avions décidé de nous frayer un chemin avec les fonctionnaires, lesquels, au début, refusèrent d'avancer et reçurent chacun quelques coups.

Dans la rue, les minutes s'écoulaient. Je ne perdais pas de vue les guérites ni la voiture des carabiniers. Stationnée sur le parking, à une vingtaine de mètres, je détectai la présence d'une voiture avec un conducteur qui me regardait plus ou moins. Je m'inquiétai, et après avoir réfléchi quelques secondes, je décidai d'aller m'assurer qu'il ne s'agissait pas d'un policier. Si c'était le cas, il me serait impossible de les contrôler tous à la fois. Dès que je l'eu rejoint, je sortis le revolver et une carte en plastique, feignant d'être moi-même un flic et faisant attention à ce que personne ne voit ce qui se passait. Je lui dis «police! on ne bouge pas ! ». L'homme fut surpris. L'interrogé était timide. Il se trouvait être l'un de ceux/celles des familles qui attendent leur tour de visite. Bien que je fus convaincu je m'assurai qu'il ne portait pas d'armes et lui pris les clefs de la voiture. Entre-temps, les compagn(e/on)s avançaient dans les couloirs, prenant chaque fois plus d'otages parmi les matons qui, effrayés et surpris, ouvraient les portillons sans problèmes. Un empâté, chef de service, à la vue des armes se jeta si vite par terre que son énorme barrique ondula pendant un bon moment, ce qui plus tard provoqua de fréquents éclats de rire parmi nous. En moins de deux minutes, une grande partie de la prison était entre nos mains et une trentaine de matons s'étaient convertis en otages, expérimentant pour la première fois le sans-défense du prisonnier. Les compagn(e/on)s avançaient, réduisant chaque fois plus de matons, jusqu'à atteindre la cour où se trouvait Cesare.

Cesare ne nous attendait pas. L'évasion avait été retardée plusieurs fois et, bien que mon ami connaissait la possibilité de nous voir arriver, il ne pouvait pas s'imaginer que d'ici peu il serait libre.

La surprise fut énorme.

Quand la porte s'ouvrit, Cesare était entrain de fumer une sèche. Il fut sur pied en un bond et la première chose qu'il demanda fût s'il y avait de la place pour une amitié qu'il s'était forgée dans ce trou... Evidement, il y avait de la place pour tous. Les portes étaient ouvertes et la liberté à la portée de tous. Il y avait d'autres prisonniers dans la cour. C'étaient des gens en second et troisième degré. Ils étaient pétrifiés par la peur et, étant peu condamnés, refusèrent de s'enfuir. Personne ne se bougea. Tous rejetèrent la proposition en restant dans le fond de la cour. Les plus « dangereux » qui étaient à ce moment dans la cour étaient Cesare et notre nouvel ami.

On réunit tous les matons dans la cour. C'était curieux et, en même temps, impressionnant, de les voir obéir sans sourciller. Tant d'hommes qui passent leur vie à donner des ordres et, des fois, torturent des personnes, de soudain affronter une situation dans laquelle leur uniforme et leur profession ne servent à rien. A un moment déterminé, on demanda verbalement aux prisonniers lequel ou lesquels les torturaient ouvertement. Notre présence à l'intérieur des murs nous permettait de prendre une certaine liberté. Personne ne contesta.

Au moment de sortir, il ne restait seulement qu'à faire le chemin inverse, mais cette fois accompagné(e)s de Cesare et d'un nouveau compagnero.

Entre temps, je continuai dans la rue à quelques mètres de la voiture que j'avais abordée quelques instants avant. Les carabiniers restaient dans leur coin. Les mouvements dans le parking étaient normaux et tout paraissait se dérouler comme prevu.

Subitement les compagner@s apparurent. Toute l'action n'avait pas duré plus de cinq minutes, cinq minutes qui passèrent à bon train ou, au moins, c'était l'impression que j'en eu. Les compagner@s étaient ensemble, Cesare au milieu du groupe, à côté d'une personne que je ne connaissais pas. Je supposai qu'il s'agissait d'un nouveau compagnero.

Ils traversèrent la rue à un pas accéléré, se dirigeant vers la voiture. Je fis de même. Bien que le danger n'était pas passé, dès ce moment nous sûmes que l'opération était un succès.

Les trois carabiniers postés dans le coin de la prison ne s'étaient pas encore rendus compte de ce qui se passait Dans la rue, tout continuait apparement tranquillement, pareil qu'à notre arrivée. Nous montâmes rapidement dans la voiture et démarrâmes à toute vitesse, prenant la retraite préalablement étudiée. Avec sept personnes, le véhicule était chargé à fond. Nous n'avions pas prévu la fuite d'un septième compagnero et il ne nous était pas venu à l'esprit d'emprunter la voiture dont j'avais pris la clef à son conducteur. Derrière, ils étaient si serrés que, en cas de fusillade, nous n'avions pas la moindre possiblité de nous défendre. Par chance, il ne se passa rien et nous continuâmes à nous éloigner de la zone. Plus de trois mille carabiniers, appuyés par deux hélicoptères, essaieront de nous donner la chasse dans les heures et les jours qui suivirent, mais ils ne parvinrent pas à nous attraper.

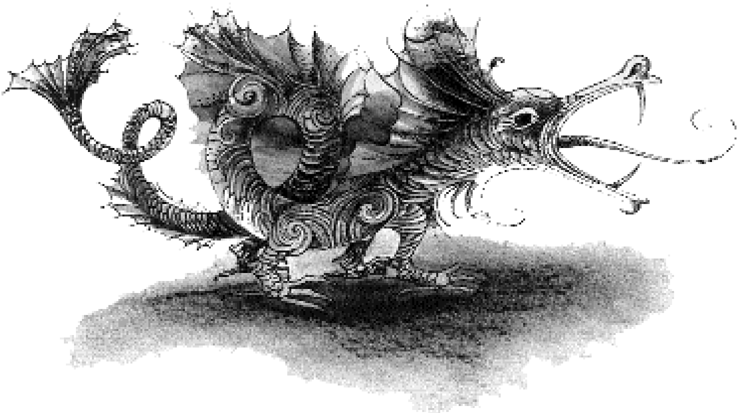
La nouvelle se répandit, ce souffle de liberté, dans toutes les prisons de l'état provocant des cris de joie, d'authentiques fêtes et, dans quelques cas, de véritables mutineries. Il y eu des pétitions au parlement italien pour que démissionne le ministre de la justice et le responsable des institutions pénitentiaires, puis le scandale fut énorme et les forces de l'ordre de l'état restèrent humiliées. Nous autres, dans un lieu sûr, nous nous offrions de la bière, savourant la liberté et la chaleur d'être entre compagner@s en laissant échapper des éclats de joie.

Claudio

Il y avait en Italie des organisations armées communistes, et quelques unes d'orientation anarchiste, qui prendront à cette époque, comme référence, l'élaboration culturelle du situationisme provenant de la R.A.F (Fraction Année Rouge, Allemagne) [??].

[Texte tiré de "*résistance(s) au carcéral / pour en finir avec toutes les prisons*", mai 2002, 92 p. Nous avons un peu amélioré la traduction]





Chronique détaillée de la révolte à la prison de Quatre Camins (Barcelone)

DANS LA PRISON DE QUATRE CAMINS, au moins 6 personnes sont mortes l'année dernière pour différentes raisons, ce qui rendait l'incarcération encore plus insoutenable. Les derniers morts, Alberto Dominguez Maldonado et Antonio Falces Casas et les abus continuels des matons du CATAC étaient un présage de ce qui allait se passer quelques jours avant le mouvement («plante» ?). Plusieurs matons ont attrapé un gamin du module 2 (J.H.) sans aucun motif et l'ont tabassé brutalement. Un de ses compagnons (A.C.), voyant comment ils le dérouillaient, a essayé d'empêcher qu'ils le lynchent. Il y est parvenu avant d'être tabassé à son tour.

Ces faits quotidiens ont fait déborder la capacité de souffrance humaine, c'est pour cela qu'un groupe de prisonniers du module 1 a prévenu la direction de la prison que si elle ne mettait pas fin à ces séries d'abus et que si les matons ne respectaient pas leurs droits les plus élémentaires, ils mèneraient à bien un mouvement. Comme leur parole n'a pas été prise en compte et qu'ils n'ont obtenu aucune réponse, LE MARDI 28 MAI vers 10h du matin, plus de 100 prisonniers des modules 1 & 2 ont commencé une grève illimitée des bras croisés portant sur 12 points de revendications. Cette résistance passive qui consiste à refuser d'entrer dans les ateliers de production que tient le CIRE dans la prison et à refuser d'accomplir les tâches quotidiennes de maintenance et de nettoyage, a vu le jour avec un comité de grève qui a permis d'étendre la protestation à d'autres modules. Les prisonniers ont aussi menacé de commencer une grève de la faim et de refuser de rentrer dans les cellules si on écoutait pas leurs revendications ou si on essayait de lancer des représailles contre les personnes qui participaient à la protestation.

Parmi ces douze points, on retrouve les revendications collectives connues qu'un collectif de prisonniers en lutte avait déjà posées fin 1999. En plus, on trouve d'autres revendications propres à ce centre et contre les abus qui se répètent quotidiennement :
— abolition du FIES (art 93-RP). Dans le centre pénitentiaire Quatre Camins, ils sont en train de construire un espace au-dessus du module 5 pour aménager un module FIES avec une capacité de 80 places.
— libération des prisonniers malades en phase terminale (art 60 de l'ancien code pénal).
— amélioration des conditions sanitaires et d'hygiène à l'intérieur de la prison.
— emplois rémunérés. Que les prisonniers soient payés pour le travail effectué.
— fin des fausses récompenses et du système SAM qui provoque et motive les actions de délations et d'accusations de prisonniers contre d'autres. Ce système donne de fausses primes aux prisonniers qui collaborent mais jamais il ne comblera leurs aspirations de liberté.
— arrêt des mauvais traitements et tortures. Fin des menottes à l'intérieur de la prison. Il y a des cellules dans lesquelles le lit est équipé de menottes et d'un ceinturon pour immobiliser mécaniquement le prisonnier qu'ils abandonnent nu et la bouche ouverte, les pieds et mains menottés sur une espèce de toile cirée qu'ils mettent par dessus le sommier.
— fin de ce qu'ils appellent les «protocoles spéciaux», qui consistent à empêcher l'utilisation du complexe sportif, les ateliers ou les espaces ouverts aux prisonniers qualifiés de «susceptibles de s'évader».

— amélioration de la qualité de la nourriture. Il y a quelques prisonniers qui ont adopté la nourriture végétarienne parce que les légumes sont la seule chose que l'on puisse identifier un minimum.
— démassification de la prison. Cette situation ne doit pas se résoudre par la construction de nouvelles prisons mais par l'application de la loi elle-même.

Comme la direction du centre a persisté à ignorer les problèmes posés, les prisonniers du module 1 se sont mis en contact avec ceux du module 2 en faisant un «butròn» (?) sur un mur mitoyen, ce qui a rallié un bon nombre de prisonniers au mouvement de protestation et aux revendications. On estime qu'il y en avait environ 250. La tension allait croissante au fur et à mesure que passait le temps, les effets du mouvement se faisaient sentir de manière si préoccupante que les poubelles s'accumulaient dans les cours et que le service de nourriture devait être effectué par des groupes de matons qui laissaient les plats et les restes de bouffe dans toute la cantine, détériorant encore plus les déjà lamentables conditions d'hygiène du centre.

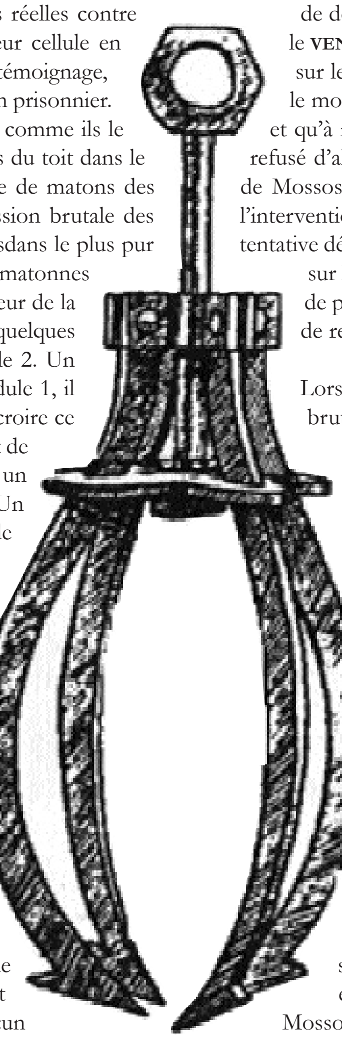
LE MERCREDI 29 MAI, le comité de grève a rencontré le directeur et le sous-directeur du centre. Ceux-ci ont déclaré que si les prisonniers changeaient d'attitude, ils s'engageaient à résoudre quelques petites questions à caractère strictement interne. En se rendant compte de la tromperie, le comité de grève s'est levé de la "table de négociation" et a réclamé la présence du conseiller de justice et d'autres médiateurs comme la Croix Rouge, pour qu'ils témoignent de la situation d'insalubrité de la prison en tant qu'observateurs. Ceci s'est passé le mercredi entre 15 et 17h. L'une des grandes craintes du comité était que l'intransigeance de la direction se transforme en une répression rapide et brutale, comme d'habitude. Le sous-directeur de la prison a lancé son dernier avertissement, soit ils changeaient d'attitude, soit il ordonnait l'entrée des *Mossos d'esquadra* [unités anti-émeute catalanes]. Les prisonniers ont réclamé des garanties comme quoi il n'y aurait pas de représailles, mais le sous-directeur a réaffirmé encore une fois qu'il ne garantissait rien du tout. Pendant que ceci se déroulait, une centaine de prisonniers sont montés sur les toits des modules en question où ils ont passé plus d'une

heure en criant «AMNISTIE ET LIBERTÉ», cris que la presse qui s'était rassemblée aux alentours de la prison ne peut nier avoir entendus. Face à cette situation et prévoyant qu'elle pouvait s'étendre à d'autres modules, rendant le contrôle de la prison impossible, le sous-directeur a donné l'ordre d'entrer et de charger aux Mossos, et ceux-ci s'y employèrent à fond en faisant étalage de toute la brutalité de leur fonction. Des témoignages de quelques compagnons de la charge ont été recueillis et parlent d'eux-mêmes. Certains prisonniers racontent comment ils ont vu les Mossos tirer des balles en caoutchouc contre des personnes à très courte distance. Un prisonnier (P.S.V.) gisait la tête ouverte par un de ces tirs, un autre est tombé sous l'impact d'une balle dans la poitrine et est resté étendu complètement inerte sur le sol. Ils disent que trois ou quatre prisonniers au moins se trouvent salement blessés à l'hôpital.

Ils racontent aussi que les Mossos ont utilisé des balles réelles contre certains prisonniers qui se mettaient aux fenêtres de leur cellule en signe de solidarité avec leurs compagnons et, selon un témoignage, les matons armés de barres de fer ont ouvert le crâne d'un prisonnier. Ceux qui étaient sur le toit ont essayé d'éviter les coups comme ils le pouvaient et ceux qui n'y sont pas parvenus ont été jetés du toit dans le vide, se rompant plusieurs membres. Un grand nombre de matons des prisons de Brians et de la Modelo ont rejoint la répression brutale des Mossos, ils se sont présentés pour cogner les prisonniersdans le plus pur style paramilitaire. On a pu voir particulièrement deux matonnes qui s'acharnaient contre des prisonniers et le sous-directeur de la Modelo diriger personnellement la répression contre quelques prisonniers qui avaient cassé une caméra dans le module 2. Un compagnon nous a raconté que se trouvant dans le module 1, il a rencontré d'autres prisonniers qui n'avaient pas voulu croire ce qu'il disait avoir vu, pensant que c'était le produit de l'état de nervosité et d'incertitude du moment, mais plus tard un autre compagnon a confirmé avoir vu les mêmes faits. Un maton connu sous le nom de La Fernanda, aidé de quelques policiers, a sodomisé un prisonnier en lui introduisant une matraque dans l'anus.
Petit à petit, les prisonniers furent réduits, ceux qui étaient attrapés en groupe n'étaient pas frappés avec le même acharnement que ceux qui étaient acculés seuls ou à moins nombreux. Ensuite, ils les ont réuni dans le «piroulì» (?) de la prison et ils les ont obligé à s'étendre sur le sol. Plusieurs fois, les matons leur ont demandé si certains d'entre eux étaient blessés et quand les prisonniers levaient le bras, ils se dirigeaient vers eux pour leur donner une nouvelle nuée de coups.

Les compagnons ont également confirmé qu'ils avaient vu deux matons blessés au cours du combat, l'un étant le chef de service de Quatre Camins. Ils tiennent également à ce qu'il soit clair qu'ils n'ont ni séquestré ni retenu à aucun moment des matons et même qu'ils ont laissé partir ceux qu'ils rencontraient sur leur passage quand le sous-directeur de la prison a lancé sa spirale de violence répressive.

Quand la prison est tombée sous le contrôle des policiers et des matons, ils ont amené les compagnons tels qu'ils étaient et les ont transférés dans différentes prisons : Tarragona, Modelo, Brians, au département spécial de la prison pour mineurs de La Trinidad et à Lleida. A Ponent (Lleida), ils ont emmené la majorité des prisonniers et ont dû vider le DERT (departament especial de regimen tancat, FIES catalan) pour y enfermer les compagnons. A la Rotonda, ils ont également enfermé sept ou huit compagnons et ils en ont menottés certains à leur lit par les mains et les pieds. Les cellules spéciales des centres pénitentiaires en question ont été remplis de prisonniers portant des marques évidentes de coups, de blessures non soignées, ils ont été laissé sans assistance médicale, sans vêtements, certains en petite tenue ou pieds nus et tous sans aucune affaire de toilette. A Lleida, des compagnons qui accomplissaient leur peine là ont essayé de leur procurer des vêtements, chaussures et d'autres choses comme des cigarettes. Dans cette prison, et dans une situation de censure, ils les ont maintenu trois jours dans leurs cellules sans qu'ils puissent sortir, en période d'observation et d'étude des comportements sans qu'ils aient droit aux produits de la cantine (de toute façon ils n'avaient plus d'argent pour se les payer). Passé ce délai, ils ont autorisé deux heures de promenades dans le patio ainsi que l'achat de produits de la cantine comme du café, du tabac, des produits d'hygiène et de toilette mais en maintenant les restrictions sur tous les autres produits. Ce régime d'incarcération (art. 93) sera maintenu jusqu'à ce que soit terminé leur classification en premier degré dans laquelle ils doivent passer six mois, qui peuvent être prolongés de six autres mois en fonction de leur comportement. Les compagnons, en arrivant à Ponent, ont commencé une grève de la faim, mais ils ont ensuite abandonné cette idée étant donné qu'ils devaient récupérer des coups reçus et qu'à présent la situation de lutte doit correspondre à ce qui se passe dans la rue. Le nombre de personnes qui se trouve actuellement dans le premier degré de Lleida est alarmant, et on peut imaginer qu'avec la massification un effet de dominos pourrait se produire. De fait, il faut souligner que le **VENDREDI 31 MAI**, bien que la justice insiste particulièrement sur le fait que les «leaders» de la mutinerie aient été transférés, le mouvement s'est reproduit dans la prison de Quatre Camins et qu'à nouveau quelques 30 prisonniers des modules 2 et 3 ont refusé d'aller dans les ateliers de production. Comme un régiment de Mossos était resté dans la prison sous la pression des matons, l'intervention répressive a commencé immédiatement et, dans une tentative désespérée de résistance, six prisonniers ont réussi à monter sur les toits. Dans la prison, la directrice des matons a fait acte de présence en assurant que s'ils descendaient, il n'y aurait pas de représailles.



Lorsque les compagnons sont descendus, ils ont été frappés brutalement et ont été transférés à la Modelo. Là, le **SAMEDI 1ER JUIN**, environ quinze prisonniers de la sixième galerie ont manifesté leur solidarité avec les compagnons de Quatre Camins, si bien que ces derniers ont été retransférés ce même jour à celle de Ponent.

Comme vous pouvez l'imaginer, ces jours ont été vécus avec une intensité inhabituelle et beaucoup de préoccupation, aussi bien par les compagnons prisonniers que par leurs familles et par les personnes qui manifestent leur solidarité de l'extérieur. Il y a eu des situations de crispation contre les familles à qui on a refusé les parloirs afin qu'elles ne puissent pas voir dans quel état se trouvaient les compagnons. Il y a eu le cas d'un parent qui en allant au parloir de la prison dans laquelle on avait transféré l'un des prisonniers et après une discussion avec les matons sur leurs mauvais traitements, a dû quitter le centre avec les autres sans voir ses proches. Face à leur refus de partir, les matons les ont expulsé en brandissant la mitraillette avec l'aide des Mossos, tout en lançant des insinuations de représailles sur ceux qui étaient à l'intérieur.

Pour conclure cette chronique détaillée, il faut souligner que ce ne fut pas une mutinerie comme les médias, la direction générale et les matons ne cessent de le répéter (un mensonge mille fois répété devient une vérité). La direction avait été prévenue du mouvement à l'avance, qui a aucun moment n'a été organisé de l'extérieur et auquel n'ont pas participé non plus, comme on a pu l'entendre, des groupes de soutien aux prisonniers ou des avocats. Tout cela, ce ne sont que les mêmes calomnies répétées des milliers de fois pour dénaturer et cacher les vraies raisons et la réalité des prisons et des prisonnierEs qui, malheureusement jour après jour, nous frappe dans sa réalité écrasante et son nombre toujours croissant de morts. Au même moment, un prisonnier du centre d'extermination de Brians, A.P.S., se trouvait en phase terminale à l'hôpital de Terrassa après avoir mené une grève de la faim illimitée pour protester contre le refus de lui accorder le droit et les permis de sortie auxquels il pouvait prétendre.

Nous savons qu'il y a eu ouverture d'une enquête, sans doute pour créer un montage policier et ainsi justifier leurs négligences, incompétence et cupidité, car ils amassent de grandes sommes d'argent sur la sueur et à douleur d'autrui. Il y a déjà eu quelques réactions rapides de solidarité,

comme à Madrid presqu'immédiatement après que les faits se soient produits, et les importantes manifestations de solidarité de la part de compagnonNEs de Lleida qui le samedi ont porté des pancartes de solidarité aux prisonniers en lutte de Quatre Camins dans toute la ville, et le dimanche se sont approchés de la prison pour parler depuis la rue aux compagnonNEs du DERT afin de leur dire qu'ils n'étaient pas seuls. A Barcelone, une manifestation a aussi été organisée le samedi, elle partait de la Conselleria de Justicia, passait devant le local du syndicat de matons CATAC et allait jusqu'à la Generalitat de Catalogne. Comme la rumeur courrait que le mercredi suivant les matons voulaient se rassembler devant la Conselleria de Justicia, celle-ci a été complètement décorée de tags qui faisaient allusion à leur comportement criminel. Malheureusement, ils ont été rapidement effacés sur ordre de la Conselleria afin d'éviter que les matons se trouvent face à ce panorama révélateur. Ce geste venu de l'institution nous a une fois de plus confirmé que c'est un faux conflit que celui qui existe entre la DGIP [Administration Pénitentiaire] et les organisations criminelles de matons. En fait, ils se protègent les uns les autres puisqu'en définitive ils poursuivent toujours les mêmes objectifs : la construction de plus de prisons, l'implantation de plus de rigueur et de peines plus lourdes, l'utilisation de davantage de moyens de contrôle et de répression (comme les sprays et matraques électriques), plus d'argent pour les budgets pénitentiaires et pour leurs propres poches.

En plus de «las cundas» (?) et des premiers degrés, ils ont déjà pris d'autres mesures. En principe, ils ne permettront plus l'entrée dans le centre pénitentiaire de Ponent d'aucun journal qui pourrait être lu par les prisonniers. Depuis quelques mois, la Conselleria de Justicia réclamait la censure dans la presse des informations concernant les évasions et les tentatives, en disant que cela influencait les autres prisonniers. Les autres mesures qu'ils sont en train de terminer de définir sont un durcissement du régime interne des prisons de Catalogne qui passerait par le contrôle exhaustif des activités des prisonniers ainsi que de leurs contacts avec l'extérieur. D'autres mesures concernent l'isolement, non seulement de tout prisonnier qui génère un conflit, mais aussi de ceux qui sont suspectés de pouvoir en créer un.

Traduit de l'espagnol.
Texte reçu le 8 juin 2002.

[Extrait de la feuille d'infos #5 de *Tout le monde dehors* — 21ter rue Voltaire — 75011 Paris, pp. 6-10]

Note : On peut trouver des infos à jour sur la lutte des détenus FIES en Espagne sur internet (lettres de prisonniers, communiqués, révoltes) sur : http://www.nodo50.org/desdedentro/



Contribution depuis la prison de Huelva

CHERS COMPAGNONS, quelques considérations sur la façon dont se déroulent les luttes ici contre le système pénitentiaire.

J'ai un peu honte d'utiliser le mot "lutte", puisque se limiter à des grèves de la faim, de la soif et de promenade, etc... pour moi ce n'est pas une lutte, mais simplement faire la publicité de la situation extrême à laquelle nous sommes soumis.

Au début, les grèves étaient nécessaires, disons indispensables, pour éveiller ce mouvement anarchiste endormi, mais maintenant il semble que ce soit devenu la seule forme extrême de lutte. Disons que tous se mettent un peu le cœur en paix, ils n'ont ainsi pas le souci de penser à d'autres formes plus incisives pour attaquer le système.

Par des nouvelles arrivées de l'extérieur, j'ai le sentiment qu'on se trouve dans un moment de "désillusion", de découragement généralisé dans lequel chacun vit ses frustrations, ne voulant pas comprendre que nous souffrons tous des mêmes maux.

Les conséquences de l'arrestation de quelques compagnons engagés dans la campagne de solidarité ont provoqué un déchirement à l'intérieur du mouvement, en Espagne et ailleurs, et ce déchirement provoqué par l'imbécillité de quelques compagnons a failli devenir une tragédie parce qu'ils freinaient le développement d'initiatives et les tentatives d'élargir les contacts comme la synchronisation entre les groupes et les situations du mouvement international dans son ensemble !

La situation est ainsi, excepté pour ceux qui se trouvent sur d'autres longueurs d'onde, mais qui ne sont pas nombreux. C'est un problème... Surtout que dans ma condition de prisonnier, je ne sais pas quelle pourrait être la solution. Peut-être que même en étant à l'extérieur, je ne le saurais pas non plus... Même si j'aurais bien quelques idées positives allant dans ce sens.

Quand je reçois des lettres des compagnons du mouvement anar qui me demandent ce qu'ils pourraient faire pour être plus présents en soutien aux revendications des détenus, je leur conseille encore une fois de lire avec plus d'attention ce qui a été écrit dans "*Contributo alla lotta contro il carcere*" de Constantino Cavalleri aux éditions *Anarkivu*, texte qui a circulé sous forme de brochure aussi traduite en castillan, à plus de 2000 exemplaires. S'ils l'avaient fait, il ne serait pas nécessaire de me demander que faire. Ainsi j'en déduis que même avec une contribution valable et claire, ils ne savent ou veulent faire quelque chose de vraiment sérieux.

Il y a un autre aspect, qui est que c'est à nous détenus de tracer une ligne de lutte de l'intérieur des prisons, nous ne pouvons pas demander au mouvement anarchiste qu'il fasse à notre place ce que nous aurions dû faire depuis longtemps.

La proposition sérieuse de lutte, nous l'avons lancée aux quatre vents et elle a été publiée dans la revue "*Senza Censura*" n°5, juin 2001, page 47, qui disait en résumé : "*si vous nous obligez à vivre dans la merde, que vivent aussi dans la merde ceux qui nous surveillent*". Il s'agissait d'obstruer les toilettes de façon à ce que la tuyauterie explose dans toute la division FIES, et c'est ce qui s'est passé dans la prison de Picassent à Valence. Après une semaine employée à obstruer les toilettes avec des chiffons, sacs plastique, etc., la tuyauterie sauta en inondant également de merde les locaux normalement fréquentés (pour leur travail) par les gardiens, les obligeant à fermer immédiatement la division entière pour cause de grave danger d'infection et aussi parce qu'ils n'avaient pas le courage de travailler avec un demi-mètre de merde sur le sol. Moi-

même, nous, on s'en fout de rester pendant des mois avec de la merde dans les cellules..., mais pour les gardiens ça les dérange, et faut voir comment !

Combien de fois avons-nous demandé la fermeture des FIES lors de grèves de la faim ? Mais il suffit de les remplir de merde pour les fermer momentanément... Vous vous imaginez si tous les FIES étaient remplis d'excréments ? Seule l'économie et l'existence rassurée de ses serfs intéresse le pouvoir. A ceux-ci un bon salaire ne suffit pas, ils demandent aussi des bonnes conditions sur leur lieu de travail... et avec la merde, on ne joue plus. Personne ne veut avoir affaire à elle. Cette grande proposition, nous l'avons faite circuler un peu partout avec d'autres propositions de sabotage continus et répétées contre les structures de vigilance et de contrôle, caméras, détecteurs de métaux, etc. mais il n'y a pas eu de réponses si ce n'est en de rares occasions. L'astuce, si on peut l'appeler ainsi, est de briser et de saboter sans être vu, sans que les chiens puissent t'accuser de l'avoir fait, surtout que pour un verre cassé, ils peuvent augmenter ta condamnation de deux années.

Avec ça, je voulais vous faire savoir que la faute ne repose pas uniquement sur le mouvement anarchiste et que les détenus eux-mêmes sont responsables du fait que les choses ne marchent pas comme elles le devraient. Peut-être est-ce une question de temps, que le nombre de rebelles prêts à tout augmente, que la répression augmente et que logiquement la rage devrait s'élever... Il y a déjà des signes évidents de plusieurs personnes qui en ont ras le bol de supporter tant d'injustices. J'ai lu il y a quelques jours dans une revue qui s'occupe des prisons, des lettres dans lesquelles on pouvait lire qu'il faut donner ce qu'ils méritent aux matons afin qu'ils sachent ce qu'est le pouvoir de leur loi... la loi du plus fort ! ! ! D'autres disent qu' “*ils nous divisent avec la drogue, les avantages pénitentiaires et la ruse, qu'il faut mener une lutte furieuse contre les gardiens et ceux qui les paient pour nous torturer*”. Il y a aussi ceux qui se plaignent que les choses ne sont plus comme lorsqu'il y avait des compagnons en prison. Gardons à l'esprit qu'au moment où environ 400 prisonniers ont commencé la grève de la faim, à peine 10 % étaient d'accord pour mener une lutte de basse intensité (sabotages). Quant à celle de haute intensité (sans armes), nous ne pouvons pas la déclarer notamment parce que ces structures sont conçues de façon à ce que la surveillance puisse te bloquer seul avec 15 ou 20 matons armés jusqu'aux dents (anti-émeute). Mais une chose est claire et doit l'être pour tous ceux qui subissent les tortures et l'injustice, c'est que rien ne doit être oublié, et qu'à la première occasion, quand tu le décides toi et non pas eux, nous avons le devoir de nous venger de nos tortionnaires.

Par exemple à Jaen, dans la prison où j'étais avant, si un compagnon était torturé ou insulté, le jour même on frappait aux portes toute la nuit (personne ne pouvait dormir car le bruit s'entendait sur plusieurs kilomètres) et on insultait le directeur par les fenêtres, on n'oubliait pas la guerre de basse intensité. Cela nous coûtait cher, mais on obtenait presque toujours ce qu'on demandait, généralement l'éloignement des gardiens tortionnaires, ce que nous fêtions toujours comme une victoire.

Des idées, il y en a plein, tant écrites que dites, nous les avons aussi mises en pratique et cela a marché... si on ne le fait pas c'est parce qu'on ne le veut pas ou parce qu'il y a beaucoup à perdre. C'est clair que s'il y avait un bon appui du mouvement extérieur, ce serait peut-être différent... Mais il n'y en a pas et il ne reste donc qu'à attendre des temps meilleurs. Il est vrai aussi que ce qui n'existe pas, on peut commencer à le construire, comme d'habitude le problème est de trouver ceux qui en ont envie. Il existe ici une classe de solidarité complice entre ceux qui subissent les mêmes peines, entre FIES et 1er degré il y a toujours beaucoup de solidarité, le 2e degré c'est une autre planète, le 3e degré c'est une autre galaxie.

Dernièrement, j'ai été mis dans un module d'isolement à Cordoba. Dans ce module, on peut trouver n'importe qui, mais moi ils ne m'y mettaient pas souvent parce qu'on me disait que sur 1600 détenus enfermés à Cordoba, j'étais le plus dangereux... Blague à part, quand on est là, on sent combien les prisonniers sont maltraités, mais personne ne bronche. Chose qui serait impensable dans un module où il n'y a que des rebelles, avec ou sans formation politique. Ce manque de solidarité est dû aux différences engendrées par les avantages pénitentiaires. Comme dans la société libre, ceux qui ont plus ne s'intéressent pas à la situation de ceux qui n'ont rien. Un prisonnier FIES n'a rien. Pour lui la prison est un enfer. Une personne en second degré a presque tout, telle est la différence. Et croyez-moi, la distance entre une réalité et l'autre, on peut la calculer en années-lumière.



Ceci est mon communiqué, surtout pour vous faire connaître la prison et ses réalités. Comme je l'ai déjà dit une autre fois, plus on connaît l'ennemi, plus il sera facile de le combattre.

Post-scriptum : J'ai oublié de vous dire que malgré tout, le mouvement anarchiste engagé a su avancer avec succès dans la construction des “ponts” entre les prisonniers et les réalités en lutte à l'extérieur. Des “ponts” faits de contacts épistolaires, de solidarité par le biais de l'envoi de journaux, argent, par l’envoi de communiqués de dénonciation aux tribunaux, par l’appui à travers les marches de protestation bruyantes et les banderoles hors des prisons, les débats publics, les expositions dans la rue avec des photos pour faire comprendre à l'opinion publique ce que sont les modules FIES, les revues, les brochures, etc. Toutes ces choses qui dans leur ensemble nous ont permis d'organiser des actes de revendication par le biais de grèves, etc. Et c'est déjà pas mal !

Nous savons malheureusement qu'il manque l'élément principal sans lequel se produit immanquablement la fatigue et la désillusion... le succès !

Accolade fraternelle

Claudio Lavazza
5 mai 2002

[Traduit de l’italien par CS. Cette contribution a été lue le 22 juin 2002 lors d’un rassemblement devant la prison de Biella]

Pour lui écrire (italien, espagnol) :
Claudio Lavazza
Centro Penitenciaro Huelva
Ctra de la Ribera s/n
21 610 Huelva

Nous avons décidé de publier des textes de Marco Camenisch pour plusieurs raisons. Tout d'abord parce qu'il vient d'être extradé d'Italie vers la Suisse après avoir purgé douze années de prison, où il doit en purger de nombreuses autres. Depuis sa condamnation initiale en 1981 à dix ans dans ce dernier pays pour des attentats antinucléaires, il est accusé en plus d'évasion et de meurtre de maton (1981), puis d'avoir tué un douanier en 1989 ! Les deux premiers textes présentent toute cela, l'un est signé de compagnons italiens (il a passé dix années de clandestinité dans ce pays) et le second d'extraits d'une lettre adressée à un de ses correspondants. Les autres textes, des plus anciens au dernier (juin 2002), sont là pour rappeler la vision du monde de Marco. Derrière ses actes — et la solidarité avec son auteur fait aussi partie des raisons de lui consacrer quelques pages ici —, il exprime non seulement une révolte ("celui qui refuse d'être un maître ne sera jamais un esclave", déclaration au procès de 1981) qui nous est commune mais aussi une conscience de la dégradation qui touche tout le vivant. Nous ne partageons pas tout ce qu'il écrit, notamment son côté mystique et réificateur du passé, mais nous avons tout de même tenu à publier sa déclaration en entier lors de son jugement de 1992.



Il y a quelques années, Daniel Von Aarburg et Silvio Hounder, deux cinéastes suisses, contactent Marco Camenisch en prison en Italie pour l'informer d'un projet de documentaire sur sa vie et sur son parcours de lutte dans les années 70/80. Après des années de collaboration avec un travail que le compagnon pensait plutôt impartial, un hebdomadaire suisse publie un documentaire indigne. A ce propos, l'interview donnée alors et les considérations de Marco *a posteriori* sont très claires. La déformation opérée par les auteurs ne suffit pas à effacer l'importance que ses actions et ses écrits ont eu en Suisse, en Italie et ailleurs. La tentative de le faire passer comme un individu isolé au-delà de l'affection de sa famille et de quelques amis s'oppose à une réalité faite d'un vaste réseau de contacts solidaires que Marco continue de maintenir et promouvoir au fil des années. Le 13 novembre 1979, un pilône d'une ligne à haute-tension de la compagnie électrique Rheintal-West est dynamité aux environs de la frontière entre la Suisse et le Liechtenstein sur le canton des Grisons, commune de Flasch. Quelques semaines plus tard, à 4h36, le jour de Noël 1979, une autre déflagration détruit un pilône de ciment et les transformateurs de la centrale hydroélectrique de la Kraftwerke Sargaserland AG à Sarelli. L'explosion provoque une interruption de courant et une partie du liquide de refroidissement sort des transformateurs en brûlant. Le 18 février de la même année, l' " Initiative antiatomique " avait fait l'objet de strictes mesures de surveillance. Le jour suivant, un attentat détruisait le " Pavillon du mensonge " construit pour des raisons de propagande en faveur de la centrale nucléaire du chantier de Kaiseraugt. Il n'y a pas de victimes, mais les dégâts sont évalués à plus d'un million de francs suisses. Après l'attentat contre la centrale de Sarelli, plusieurs personnes sont arrêtées à Coira et une prime de 10 000 francs suisses est offerte pour la capture des auteurs de l'attentat. Suite à une délation, le parquet de la Confédération émet des mandats d'arrêt contre Marco Camenisch et René Moser. Ils sont arrêtés le 8 janvier 1980. Le 30 janvier 1981, le tribunal du canton des Grisons rend son verdict : Marco est condamné à 10 ans de prison. En solidarité avec les inculpés, alors que Marco était détenu, des inconnus dynamitent le même pilône de la NOK qui avait été endommagé deux ans auparavant. Cela se passe à la même époque et à la même heure.

Le 17 décembre 1981, six détenus dont Marco s'évadent de la prison de Regensdorf. Au cours de leur fuite, se produit un échange de coups de feu au cours duquel un gardien est tué. Après l'évasion, Marco reste clandestin pendant dix ans. Pendant ces années, beaucoup de compagnons ont eu la chance de le rencontrer sous un faux nom, il se faisait appeler Martino en Italie. Sa force et son honnêteté révolutionnaire ont beaucoup apporté au mouvement, peut-être même plus que ce qu'en pense Martino. Son père meurt au cours de l'automne 1989. Lors de son enterrement, la police encercle la zone, convaincue de la présence du fils. Deux mois plus tard, le 3 décembre 1989, à 7h45, un douanier est tué par arme à feu. L'homicide est naturellement collé à Camenisch. Le 5 novembre 1991, Marco et un autre compagnon sont arrêtés par des carabiniers alors qu'ils se promènent à Cinquale di Montignoso. Des coups de feu sont échangés, un carabinier et Marco sont blessés. Il est condamné à 12 ans de prison l'année suivante. Les sbires suisses attendent la fin de sa peine italienne pour obtenir son extradition et le condamner pour l'homicide de la garde-frontalière et l'évasion ; en réalité, ils veulent lui faire payer son irréductibilité, sa force et sa cohérence. Ils sont décidés, afin qu'il ne sorte pas, à lui faire payer les actions dont les deux homicides qu'il n'a pas commis. Sa détention dans les prisons italiennes n'a pas manqué d'attaques répressives et d'un acharnement indescriptible : il est aujourd'hui encore inculpé au titre de l'article 270bis [association subversive] par plusieurs magistrats, en plus de la farce de Marini. Son courrier est toujours censuré.

[Traduit de l'italien, extrait de *Pagine in Rivolta* #14, janvier 2002, p. 26]

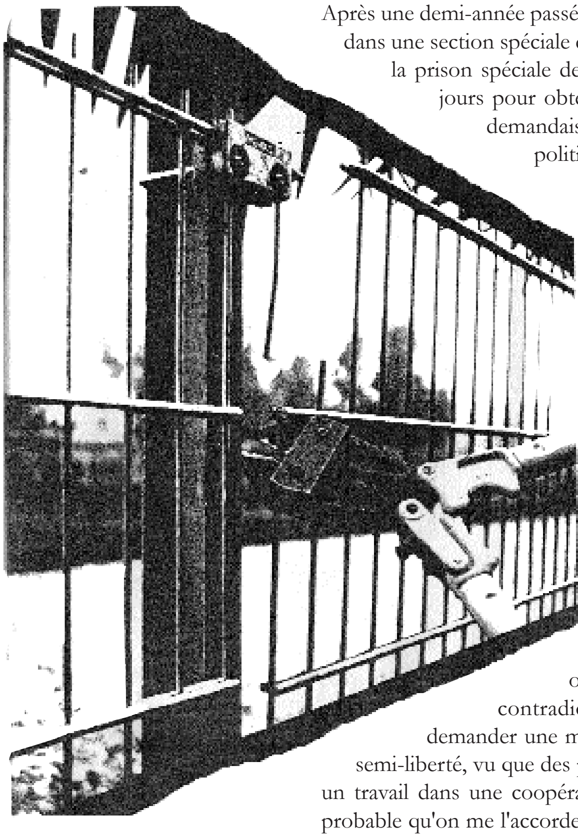
Tiré d'internet et signé Zorry Kid

J'avais demandé à Marco de m'écrire une synthèse des faits qui l'ont amené à passer plusieurs années dans les galères suisses puis italiennes, pour deux raisons. La première, c'est que ses histoires sont connues de plusieurs personnes mais pas de toutes : le nom de Marco Camenisch est familier, surtout pour les plus jeunes, d'un compagnon en prison, sans plus. Ensuite, il est déjà arrivé dans le passé de lire des versions concernant des faits " délicats " de compagnon-es détenuEs qui comportaient des imprécisions ou qui étaient carrément présentés de façon grossière. J'ai donc pensé préférable d'attendre et d'avoir une version assez synthétique pour éviter de diffuser des informations douteuses. Celle qui suit est la réponse de Marco comportant tous les passages significatifs (seules quelques phrases comportant des références personnelles ont été omises).

(...) Il y a plusieurs résumés de " mon " histoire dans la presse du mouvement, mais elles se transforment au fur et à mesure qu'elles sortent. (...) Malheureusement, il ne m'est pas possible d'avoir des archives correctes, car ce serait une entreprise ardue vus les moyens et l'espace dont je dispose.

(...) Je peux tenter tout de suite de faire un résumé rapide pour satisfaire ta demande, car tu n'es pas le seul qui attende et tu crois peut-être que je n'y pense pas. J'y pense sans cesse avec la frustration ne pas arriver à le faire correctement comme il serait correct de le faire pour tous ceux qui me le

demandent. Il est infernal et frustrant de ne pouvoir qu'écrire, passer des heures et des heures pour peu de choses pour n'oublier personne. Il y a aussi l'énorme relativité du temps en ce lieu car il est d'un côté insignifiant, arrêté et toujours identique, de l'autre il passe comme un éclair. J'ai été arrêté en Suisse avec un autre compagnon suite à des sabotages, un pylône et une sous-centrale d'une des plus grandes compagnies de l'atome en 1979. Ils nous ont condamnés à 7 ans et demi pour lui et 10 pour moi, un an après. Dans le tribunal, j'ai fait une longue déclaration de revendication et d'accusation contre la société, qui à elle seule m'a valu cette condamnation démesurée à l'époque, compte-tenu des précédents similaires.



Fin 1981, je me suis évadé de la prison de Regensdorf, près de Zürich, avec cinq autres personnes. Un garde a été tué et un autre blessé. Pas par moi, comme il est clairement apparu au cours des jugements des autres évadés, mais ceci suffit pour que je sois maintenant accusé d'homicide pour ces faits et que je sois jugé pour cela à mon " retour " en Suisse. Je suis resté clandestin 10 ans. En 1989, lors d'un échange de coups de feu, un douanier est tué. Après vérification que j'avais été vu dans les parages, ils m'ont aussi inculpé de cet homicide. Inculpé, c'est trop dire, le mieux serait de dire condamné, soit par la presse, soit par les déclarations officielles des services suisses. Je serais aussi jugé pour cela à mon " retour ".

En novembre 1991, après un échange de coups de feu avec les carabiniers, au cours duquel l'un d'eux et moi-même avons été blessés, j'ai été arrêté et le tribunal de Massa m'a condamné, je crois en 1993, à 12 ans pour lésion grave et mis sous enquête pour un des nombreux pylônes tombés et qui ont continué de tomber après mon arrestation. La Suisse demanda immédiatement mon extradition, qui fut acceptée par le tribunal de Gênes. Je revendique à nouveau être anarchiste révolutionnaire, combattant de classe et " écologiste ". J'ai travaillé et habité près de l'imprimerie anarchiste de Carrare, où les compagnons se sont tout de suite déclarés solidaires.

Après une demi-année passée à l'hôpital de Pise, je suis arrivé à San Vittore dans une section spéciale de transit. De là, j'ai été transféré en 1993 dans la prison spéciale de Novara. Suite à une grève de la faim de 60 jours pour obtenir un transfert dans un lieu plus vivable, je demandais aussi le rapprochement avec d'autres détenus politiques et dénonçais la situation dans les prisons spéciales, la différenciation et l'invisibilité très poussée. A Novara, j'ai mené une autre grève de 20 jours contre l'invisibilité, l'insanité carcérale, l'absence d'espace de formation et de récréation/socialisation. Maintenant, je suis à la retraite... (...).

Je serais transféré en Suisse dès la fin imminente de ma peine en Italie, c'est-à-dire vers fin 2002 [il est actuellement incarcéré près de Zürich]. La date dépend du fait de demander ou pas une libération conditionnelle. Pendant cinq ans, je les ai demandées et obtenues, soit 90 jours par an donnés par le juge d'application des peines si tu as une " bonne conduite ". Je n'ai plus redemandé ces " jours " car je n'arrive pas à décider ce qui serait le plus opportun entre les différentes situations contradictoires. (...) Maintenant, je vais peut-être demander une mesure alternative à la peine (l'article 21) ou la semi-liberté, vu que des personnes à l'extérieur ont réussi à me trouver un travail dans une coopérative de gestion des espaces verts. Il est peu probable qu'on me l'accorde. Au final, je suis sur le point de m'en aller en Suisse. J'avais demandé il y a quelques temps à être transféré selon la modalité de " purger une peine étrangère dans son pays ", mais en Suisse on dit que je voulais seulement " profiter " des meilleures conditions (sic) des prisons suisses... Bien, ce n'est pas beaucoup, mais je suis content de te donner enfin de mes nouvelles. Je te répète que je n'oublie personne, mais pour les raisons sus-mentionnées le temps pour répondre peut aller jusqu'à six mois. Plus je veux approfondir, plus le temps est long. J'ai presque 60-80 adresses " actives ", au total cela doit faire 200, c'est difficile de ne pas se permettre de mourir socialement... (...)

Biella, 11 mars 2001.

Marco

[Traduit de *Pagine in Rivolta*. Extrait, comme le texte précédent, de la feuille d'infos n°5 de *Tout le monde dehors !* — 21ter rue Voltaire — 75011 Paris, pp. 14-16]

Le texte ci-dessous a été envoyé par Marco après son évasion le 17 décembre 1981 en compagnie de cinq autres détenus (au cours de laquelle un maton fut tué), au mensuel *Azione Diretta* qui l'a publiée dans son numéro 65.

Ils veulent être nos seigneurs. Nous, nous ne voulons être ni esclaves ni maîtres. C'est pour cela qu'ils nous ont enfermé, c'est pour cela que nous nous sommes évadés. C'est pour cela que nous avons risqué la liberté, la mort, l'isolement total. C'est pour cela que nous avons tué un mercenaire. Mais c'est l'Etat qui est l'assassin, le dresseur d'esclaves volontaires, de citoyens-soldats, de policiers et autres porteurs d'uniformes, dont certains sont des robots sans aucun instinct de conservation et qui, dans les prisons de leurs maîtres, torturent et s'opposent à la dignité humaine la plus fondamentale. Sur ordre, ils tuent par traîtrise, ils effectuent des tabassages mortels et des empoisonnements dans les appartements et dans les rues. Non content d'assassiner, l'Etat joue aussi le tôle de chacal. Il exploite les cadavres pour maintenir, approfondir et rétablir l'oppression, ainsi que son intériorisation. Avec succès puisque les détenus ont offert des couronnes mortuaires à leur tortionnaire mort, puisque des critiques ont été émises par le mouvement relatif à l'acte d'auto-libération et à sa date (car elle a eu lieu peu après une conférence de presse sur les conditions carcérales, convoquée par les opposants aux prisons, le 12 décembre 1981 à Zurich). Le contenu politico-spectaculaire de n'importe quelle action est systématiquement décidé par l'Etat en fonction de ses besoins. Nous n'en avons rien à foutre. Une action collective comme celle du 17 décembre 1981 dans (en dehors de... ah, ah, ah !) la prison de Regensdorf, peut être exploitée de manière spectaculaire, uniquement parce que parmi les évadés, il y avait des gens hautement mythifiés par l'Etat, des individus décidés et radicalement opposés aux bases du pouvoir et de l'esclavage, c'est-à-dire à l'argent, aux uniformes, aux lois et à l'économie. Pour l'Etat, cette action a été un prétexte exceptionnel pour continuer la propagande d'un de ses besoins fondamentaux : justifier, élargir, perfectionner le système carcéral, base de la répression et de l'extermination de toute expression de vie s'opposant à la propagation du cancer de l'Etat militaire et politique des patrons. La porcherie politique du sommet et ses infatigables porte-voix crièrent et grognèrent, sous forme de deuil et d'indignation hypocrite, leur répertoire entier de cynismes, leurs mensonges tactiques autour des circonstances de l'action collective et autour du mercenaire de l'Etat répressif abattu et du mercenaire blessé. Ils sont bien conscients que la responsabilité des conséquences leur appartient, si un gardien, leur instrument d'exploitation des prisonniers, malgré l'intimation de rester tranquille, se jette sur un 38 pointé sur lui à un demi-mètre afin d'empêcher la récupération d'une échelle malheureusement absolument nécessaire. La politique, c'est le pouvoir. Notre action est politique, puisqu'elle est effectuée par des opprimés dans une société opprimée. Mais c'est en réalité un acte dans la lutte contre la politique, le pouvoir, l'Etat, la prison, l'oppression. Dans le cas d'une auto-libération, celui qui critique la date de son déroulement et ne comprend pas ou condamne un des nombreux — comparable et nécessaire — niveaux de lutte de libération n'a pas compris la

nature de l'Etat, du Pouvoir, de la Politique, de la Prison, de l'Oppression. Il n'a pas compris la façon dont ils sont logiquement imbriqués entre eux, ou alors il est capable en tant que politicien de se mouvoir à l'intérieur de ces tissus. Et non pas en tant que militant contre l'oppression, même s'il est en mesure de faire des raisonnements politiques en dehors de cette logique. La libération, c'est l'action directe. L'initiative individuelle peut vivre et s'élargir uniquement si elle est radicale. Traiter et agir même avec les patrons, l'Etat, l'opinion publique, les masses et les classes d'esclaves va contre sa nature et est donc autodestructeur. Liberté pour Pierluigi (repris peu de temps après, à lui nos larmes), liberté pour tous ! Rasons toutes les prisons.

[Texte extrait, comme le suivant, de la brochure *Résignation et complicité. Le cas Marco Camenisch*, éd. Déséquilibré, Genève, mai 1994, pp. 48-49]



Le texte ci-dessous est la déclaration de Marco du 5 juin 1992 au tribunal de Massa. Le verdict du 4 avril 1993 le condamnera à 12 années de prison et 250 millions de lires de dommages-intérêts.

JE SUIS ICI POUR DEUX RAISONS : pour ne pas poser un lapin aux personnes qui m'aiment, qui sont venues ici et pour réaffirmer mon entité et les raisons de mon désaccord irrémédiable avec cette société dictatoriale et consommo-fasciste.

Je rejette fermement toutes les accusations formulées contre moi ici, je reconfirme que mort ami Giancarlo et les autres amis ou amies de cet endroit ne savaient rien de ma clandestinité, de rebelle social, encore moins du matériel d'autodéfense que l'on a retrouvé sur moi, dans mes bagages et dans les lieux que je fréquentais. Je ne suis sûrement pas ici pour dialoguer avec l'injustice bourgeoise et de classes, avec une loi qui est notoirement plus égale pour certaines personnes que pour d'autres. Je ne reconnais à ce Tribunal ni la légitimité ni la vertu de me juger ou de juger qui que ce soit. Je le considère comme un instrument de répression et de vengeance, asservi aux exigences des gouvernements des patrons de la mort, c'est-à-dire au capital colonial et impérialiste, à ses Etats et à ses multinationales.

Je suis un berger, un paysan et un chasseur des Alpes romanches, résidu d'un génocide consommé produit par le même ennemi qui, durant des siècles, a détruit presque complètement ma terre. Cet ennemi avec la protection des multinationales de l'atome et de l'exploitation hydroélectrique, touristique, avec le militarisme et ses polygones [épigones ?], avec la pollution radioactive, chimique, les carburants industriels et métropolitains, supranational et par voie aérienne, l'hyper-exploitation forestière et agricole, est le responsable historique du pillage de mon identité ethnique, de ma terre et de mon travail.

Prenant conscience d'être exploité, esclave et exproprié, je suis simplement allé jusqu'au bout pour tenter de me libérer et pour contribuer avec toute mon âme à la libération et à la défense de la terre qui a accueilli et nourri mes ancêtres et moi -même. J'ai été capturé par l'ennemi et je me suis libéré ; j'ai été chassé de ma terre, de chassé je suis devenu chasseur, proie et nomade, hôte de nombreuses terres et multiples personnes. Ma conscience solidaire, conscience de la globalité de l'ennemi et de sa guerre d'exploitation et d'extermination totale, ne pouvait que me pousser à lutter contre lui, sur et pour chaque terre qui m'accueille. Ce n'est que de cette façon que je réaffirme dans tout les cas ma dignité quotidienne et humaine, ma responsabilité, ma solidarité et mon affinité avec mes frères et sœurs de toutes les races et de toutes les langues, opprimés et opprimées, exploités et exploitées ; ce n'est que de cette façon que j'affirme ma solidarité avec ceux qui luttent par tous les moyens ; ce n'est que de cette façon que j'affirme ma responsabilité, l'amour naturel [sic] pour nos enfants et pour tous les vivants de cette merveilleuse planète.

Il y quelques années déjà, j'affirmais que celui qui comprend le fonctionnement du capitalisme, et qui comprend que ses exigences sont totales, qui sait ou veut réaliser qu'avec ce système il n'y a pas d'avenir, et qui ne veut pas être contraint d'être le complice, l'esclave et la victime de cette dictature consommo-fasciste délirante, doit forcement s'y opposer, la combattre avec corps et âme. Je disais aussi qu'il s'agissait d'une lutte pour la survie. Il ne s'agit plus, depuis des années maintenant, d'une lutte individuelle, de classes ou de groupes qu'elle soit ethnique, idéale ou autre, pour la sauvegarde de la liberté, de la dignité, de la terre et par conséquent du pain. On ne peut plus concevoir et dissocier les luttes contre l'exploitation, la guerre du pillage, l'esclavagisme et le massacre. Non, il s'agit aujourd'hui de la sauvegarde de la planète entière. Il ne s'agit pas d'une crise écologique, mais des derniers instants avant la fin d'une course démentielle et criminelle vers l'anéantissement total.

Le moteur et la cause de cette course sont l'exploitation de l'homme et de la nature par l'homme. C'est l'histoire millénaire du soi-disant progrès et de la soi-disante civilisation, qui s'est répandue comme un cancer, avec ses horreurs croissantes de violences et de guerres pour la domination et entre dominateurs, qui débouche aujourd'hui sur la dictature planétaire des patrons de la mort, de leur capital, de leurs multinationales et de leurs Etats. Face à ces évidences, il n'est pas certain que ce soit moi le plus coupable.

Non, je ne suis pas un criminel, je ne suis pas un danger pour la société, ni un écoterroriste, mais tout ceci est dramatiquement vrai pour l'Etat et ses patrons, ses esclaves et ses apparats divers. Je n'ai pas besoin de mensonges, de dénigrations [?] mass-médiatico-policières et scientifiques, de leurs tribunaux et de leurs prisons d'anéantissement pour le prouver. Nous tous, les vivantes et tous les vivants de cette planète, en chaque lieu, dans l'eau, sur la terre et dans le ciel, nous le savons, nous le voyons nous le respirons, nous le buvons, le mangeons et le vivons, si on peut encore parler de vie.

Il ne me reste donc qu'à revendiquer la justesse et la pressante nécessité de lutte et de rébellion, même violente et totale, contre la violence des maîtres de l'anéantissement. Afin de donner un peu d'espoir à nous et à nos enfants, cette lutte doit être socialement, culturellement et écologiquement radicale et révolutionnaire. Et c'est une lutte qui doit partir du quotidien, contre nos mille complicités, idéales et réelles, avec la domination diffuse du consommo-fascisme.

Il est nécessaire et pressant de s'opposer et de s'organiser et cela doit venir de nous. Il est nécessaire et pressant de contribuer, individuellement ou en groupes, à la neutralisation du consommo-fascisme, de ses métropoles, de ses fabriques, prisons, produits, infrastructures, de ses moyens de communications, de ses pseudo-sciences, de ses forces armées, de ses formes sociales, familières et sexuelles, de les mettre en rapport et, par conséquent, contribuer aussi à la neutralisation des autorités des gouvernements nationaux et mondiaux. C'est par la pensée globale et solidaire, par l'action directe locale et immédiate, que nous devons réaffirmer notre autodétermination, notre pouvoir sur notre travail et sur nos consommations, sur notre corps, notre esprit et santé, sur nos rapports sociaux et nos rapports avec le territoire, la terre qui nous accueille et nous nourrit, qui appartient à nos enfants et aux enfants de nos enfants.

Ce qui m'est reproché ici ne peut que m'honorer. Je n'ai ni tiré sur la Croix Rouge [sic], ni empoché des pots de vin, ni exploité quelqu'un, ni fait de carnages sur des personnes sans défense, ni torturé, ni violé des femmes ou des enfants...

Résignation et peur, c'est être complice !
Contre la résignation, il faut penser l'impensable,
Contre la peur ? Apprendre le courage !

Aux Camarades,

Aux autorités de répression,

Le 18 avril, j'aurai purgé ma peine de douze ans de prison en Italie. Je serai alors extradé vers la Suisse où je dois répondre de faits pouvant conduire à une condamnation à perpétuité.

Je ne reconnais aucune légitimité aux appareils gouvernementaux et répressifs. Par conséquent, j'exclus toutes déclarations devant les autorités et leurs représentants, sauf éventuellement des déclaration spontanées en public, devant la cour.

J'intime les autorités répressives de ne point renouveler l'extorsion de fausses déclarations à mes proches, particulièrement à ma mère, très âgée, et à mon frère, les deux ne pouvant être interrogés pour raisons de santé, et ne pouvant subir des pressions et des contraintes comme cela s'est déjà produit dans le passé à la suite de la mort d'un garde frontière, dont je suis accusé, à Brusio, en 1989.

Pour des raisons personnelles, vu mon âge, ma santé précaire et des responsabilités et des exigences sociales, reprendre un activisme clandestin/armé dans la lutte antiautoritaire n'est désormais pour moi plus possible ni responsable, et cela depuis déjà longtemps. Mais je continue à revendiquer la nécessité d'une lutte radicale antiautoritaire contre la domination et l'exploitation toujours plus agressive et destructrice (maintenant du capital technologique avec sa guerre totale contre les individus, les sociétés, les cultures et l'environnement de la communauté terrestre) pour un MONDE DIFFÉRENT NÉCESSAIRE et nécessairement solidaire, antiautoritaire et égalitaire dans les rapports entre les individus et les communautés de toutes les choses et de la vie, non humaine comme humaine, qui forment la communauté terrestre.

Marco Camenisch,
prison de Biella (Italie),
fin février 2002

Pour lui écrire :

Marco Camenisch
c/o Bezirkanwaltschaft für den Kanton Zürich
Molkanstr. 15/17, P'fach
8026 Zürich — Suisse

Salutations pour la marche devant la prison le 1er juin 2002

Je salue avec joie tous les amis, tous les camarades qui sont là et tous ceux qui ne peuvent pas l'être. Ce n'est pas seulement un salut depuis la prison, mais c'est aussi un salut de mon retour. J'étais heureux de rentrer parce que vous êtes là et que cette joie était plus forte que la terreur de tous les " Return " du monde ("Return" est la traduction du nom de famille de la juge Claudia Wiederkehr, responsable de mon dossier !). Mais je n'avais pas le mal du pays parce que notre pays est partout où les gens s'opposent aux Etats, à l'exploitation, à la guerre de conquête et d'extermination, aux troubles mortels, à la croissance de la civilisation capitaliste, se battent pour un environnement vierge et, en son sein, se battent pour l'autodétermination, la liberté et la justice.

La raison pour laquelle vous êtes ici n'est bien sûr pas très chouette, mais j'apprécie de faire partie de gens comme nous qui savent combien les différentes luttes pour l'élimination vitale de la société capitaliste sont importantes et irremplaçables (...) ; qui savent que cette société a besoin de prisons et les rend indispensables parce qu'elle-même est une prison ; qui savent qu'il est impossible de supprimer la prison qui asservit la liberté et la vie sans supprimer cette société capitaliste.

Un autre monde est nécessaire. Il doit être composé de mondes multiples, chacun étant nécessaire à l'autre, et aucun d'entre eux n'est impossible. Nous venons de ces mondes où la joie de vivre est présente ici et maintenant et où la liberté et la dignité de chacun s'accorde exactement avec celles de tous les autres mondes nécessaires. Où n'existe pas de "premier", "second", "troisième" et "dernier" [monde ?]. Où la tendresse est la force de la vie et de la lutte ; mais où la haine n'existe pas, parce que la haine anéantit, divise, aveugle et affaiblit chaque combat de son sens. Où la joie d'atteindre la banalité utopique du possible n'est pas sacrifiée aux seules soupes consuméristes du progrès capitaliste. Où, dans tous les cas, nous vivons et luttons pour ce monde indispensable, côte à côte ou ensemble, à égalité, avec une solidarité critique, honnêteté et responsabilité dépendant de la capacité et des besoins réels de chacun. Où la paix est justice et non une platitude idéologiquement définie par les relations dominantes d'exploitation et de violence dont le but est de pacifier et de dénigrer la lutte des classes et la lutte pour la libération des combattants. Où la mort et la souffrance sont des événements naturels et non pas l'anéantissement insensé des êtres humains par la sauvagerie du marché et de la production capitaliste ; ou sont, au cours de la lutte, l'humble courage d'aimer et de conserver de chaque mort, chaque souffrance et chaque détention de chaque camarade, de chaque personne ou peuple se battant pour la liberté, la justice, la dignité ; et chaque vie est la force croissante et le devoir croissant de nos cœurs indignés, est la force croissante de nos voix, de notre volonté de résister.

Honneur et gratitude à tous ceux
qui sont tombés !
Solidarité avec toute persécution,
discrimination et détention !
Liberté pour tous !

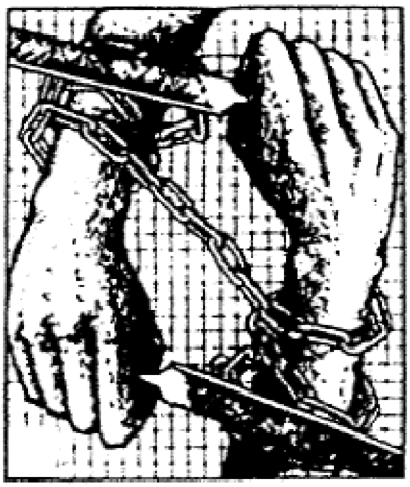
Marco Camenish,
prison de Pfäffikon (Suisse),
fin mai 2002

[Traduit de l'anglais en essayant de respecter le style de Marco. Texte diffusé sur a-infos le 12 juillet 2002 par "Zorry Kid" <zorrykid@hotmail.com>]



Tribulations homosexuelles hors-norme

Je suis un jeune homme bi de vingt et quelques années qui arrive à peine à être un prisonnier, ex-junkie et rebelle toute la vie. J'ai une âme chanceuse, car j'ai trouvé l'amour et le réconfort dans les bras de, ce qui pourrait être considéré par une majorité des gens, comme une mauvaise place, ceux d'un antre homme, ici dans cette prison, dans cet asservissement. C'est une histoire intéressante que je voudrais partager avec vous. J'ai été conscient de ma bisexualité depuis l'adolescence, mais j'étais dans un autre placard, comme dans une griffe connue, une vérité tragique de la société dans laquelle nous grandissons tous. Mais ma sexualité était le dernier de mes problèmes, j'étais conduit par de tels désordres et dépressions, intentions suicidaires et dépendance à la dope. A l'âge de 14 ans, j'étais devenu un visiteur régulier des échos des halls et des nuits solitaires, dans les halls pour mineurs du Comté de Los Angeles, un gamin paria foutu émotionnellement et enterré dans une existence violente de guerre constante entre les races, les fidèles des gangs et les luttes pour le pouvoir. Combats de poings et ratonnades dans le coin me firent gagner d'innombrables œils au beurre noir et plantèrent en moi une haine pour tout ce qui voudrait me blesser. Et j'y mordais à fond. J'enfouissais tout cela jusqu'à un jour qui déclencha tout.



A 17 ans, j'étais tombé dans les rangs de crânes rasés des gangs de la suprématie blanche, qui étaient la réponse des garçons blancs aux *Familias* Mexicaines et aux *gangstas* Blacks. Nous avions tous appris à voir l'ennemi, décrit par des tatouages sur toute peau qui n'était pas de notre propre couleur. C'était posé dans les esprits conditionnés. Et c'était visible dans tous nos yeux. Nous avons grandi comme de jeunes gens entortillés dans des idéaux distordus, de fausses fidélités et identités, qui étaient violents et pleins de fierté. Nous fûmes séparés par des lignes dessinées concrètement dans la prison une décennie auparavant, par un système malicieux et raciste, et par le plus vieux mec, celui qui a battu tous les autres pour obtenir la prise ou le pouvoir politique sur les blocs de cellules, le pénitencier et la dope, utilisant leur écrasant savoir-faire de requins et la haine qui était en nous tous. Nous étions la progéniture, jeunes et confus, combattant pour survivre dans un monde qui condamne, un système qui tue, un endroit où si tu ne fais partie de rien, tu es victime de tout, des insécurités internes, de la rage L'ultime mensonge qui nous fut dit, c'est que notre réputation d'hommes était la seule chose qui nous avait fait. Les Chicanos se coloraient eux-même de guerriers aztèques et de slogans espagnols, les Noirs avec des numéros de rues, des panthères noires et des surnoms de B.D, et les Blancs avaient des croix gammées et des éclairs lumineux. C'était juste la voie qu'il y avait, et vous n'aviez pas intérêt à casser le moule ou à oublier les règles.

Bon, je fus cela. Je devais. La haine nourrissait ma vie et les batailles infinies suintaient dans mon coeur, pour devenir une raclée douloureuse de honte, de culpabilité et de remords. J'ai fini par voir tel que c'était : un complot massif conçu plusieurs d'années auparavant pour nous garder divisés, les exploités et les opprimés, pour nous laisser nous combattre les uns les autres, pour oublier le pouvoir qui nous fait descendre au plus bas niveau de l'humanité, où nous nous déchirons avec les crocs d'une bouche pleine de mensonges. Diviser plutôt que de relier, nos cerveaux enchaînés à l'ignorance, nos âmes définitivement fermées. L'ego étant l'image que chacun se construit pour s'y cacher, la violence et la souffrance grandissantes dans le système des institutions décentralisées de l'état et ne peuvent pas vous tuer. Toute la mort et l'apathie, toute la folie, ça t'infectes tel un virus, jusqu'à ressentir une vraie émotion qui signifierait abattre les murs construits autour de vous là pour protéger tout ce vous y avez dedans et qui vous déteste sans. Personne n'interrogea cela, semble-t-il. Mais je savais que c'était faux, de haïr et de désirer la mort pour quelqu'un d'autre, je savais que le système organisait notre ségrégation en divisant les cellules par ethnies et poussant toujours la carte des races, les flics blancs faisant des histoires aux détenus Noirs, les flics noirs baisant avec les Blancs, c'était une maladie, et est, une maladie même si elle semble guérie.

Tournant le dos au cercle de la fraternité blanche, abandonnant tous les mensonges et les conneries qui laissent ces bouches pleines de bredouillements et ces yeux ternes de haine grise, je me jetais dans une position de faiblesse supplémentaire, car je ne serai probablement jamais cru par les autres races : j'avais une croix gammée d'un noir profond sur ma peau pâle, et je ne pourrais plus être étreint par des bras blancs sans sentir des trous déchirer mes poumons, pour porter ma mort comme un traître. Mais je n'avais pas seulement bougé de l'emprise mortelle de l'idéologie raciale, mais j'étais aussi allé vers une nouvelle liberté pour finalement réaliser «qui» j'étais. En tant qu'ex-nazi avec des ennemis bien connus, et une place éternelle sur leur liste de mort, ma vaste et nouvelle-née conscience examinée m'amena à trouver une liberté intérieure dans la sécurité et la protection de la cour de détention préventive, une prison pleine d'abandonnés, de victimes, tout autour des vols, des rats, des morceaux de merde et de beaucoup plus, affiliés au jeu de la réputation de la prison sur un point, et qui maintenant étaient là. Pour beaucoup c'était le point le plus bas de leur vie, pour moi cela a signifié le premier moment où je fus libre de poursuivre le fil de ma vie en moi-même. Et réaliser ce que signifie vraiment pour moi, de ressentir l'amour et l'émotion, de conquérir la haine et la peur, et la majeure partie du costume étriqué de «l'identité», «l'image» ou de «la réputation » furent dissous par la bonne volonté d'être un être avec une attitude sans soucis et un garçon guéri. Mon âme est devenue le soleil d'un midi d'été, et mon cœur un hublot dans un monde plein de communauté, pas une boîte exclusive ou un coffre enchaîné dans des eaux oubliées.

Et ma bi-sexualité qui avait toujours été une suggestion à ma contradiction de «Haineux», a attendu patiemment que je sois confortable comme un mec qui était attiré par les deux sexes, et d'une façon ou d'une autre me trouva quand je fus prêt. Nous l'avons su instantanément. Ils l'appelaient Bandit, son nom était Ricky Martinez, ancien gangster de la vieille école de Chicago, le mec était condamné à perpette, a eu une vie dure. Il avait des cicatrices sur son corps et dans ses yeux, et personne ne fut touché comme moi. Nos yeux bruns nous trouvèrent une nouvelle place, et comme les gens nous regardaient, brisant les « règles » de la virilité, un garçon blanc avec un mec noir, l'un avec des tatouages racistes et haineux et l'autre avec des noms de gangs, vivant rapidement ensemble, abandonnant la loi non-écrite qui dit que nous ne devrions pas, prouvant que l'unité des races peut joindre ensemble deux mondes, nous tombâmes amoureux, ce qui n'était pas prévu. Nous avions vu le passé dont nos corps portaient la trace, nos âmes se collèrent l'une à l'autre, et dans une cellule de prison nous nous touchâmes avec adoration et tendresse, nous commençâmes à pleinement nous comprendre. Nous nous laissâmes devenir libres. Les gens nous ont continuellement jugé. Et nous nous en foutons.

Nous marchons dans la cour de la prison avec les yeux des ploucs dans notre dos, à ceux qui nous regardent droit dans les yeux, nous nous disons « je t'aime» et nous le disons aux gens. L'homophobie à notre égard, le «couple de pédé international», est parti pour rester définitivement là. Mais ça ne peut pas toucher notre liberté. Nique la réputation, c'est un mensonge qui te dit que tu peux seulement être heureux si les gens pensent que t'es un type «cool». Alors, appelez-moi pédé ou tantouse, je vais vous sourire à la face et me sentir désolé pour vous. Parce que ces chaînes qui m'ont maintenu si loin de moi-même si longtemps, en attachent toujours d'autres. Vous savez ce que je fais ? Je vis ma vie, comme quelqu'un de désenchaîné, et n'espère pas juste rester libre, mais que quelqu'un me voit et réalise combien ces chaînes sont possibles à briser. Parce que même si je suis haï, je peux sourire.

Ca fait environ un an maintenant que Ricky est mon amoureux, et j'ai grandi pour devenir un mec nouveau et sûr. Vous vous souvenez ces tatouages de haine que j'ai mentionné. Maintenant, on les recouvre avec du vrai "art de peau", mon corps se purge de ces mensonges. Et sur mon bras droit, un des coins les plus sombres, y'a trois lettres, les initiales de

Ricky. Nous nous sommes aidés à nous trouver. Je ne l'oublierais jamais.

La haine homophobe coulera toujours ses yeux damnés sur nous, en tant que personnes, pas juste comme homme ou même pédé, nous savons qu'à travers notre conviction intérieure, la négativité ne peut pas nous voler notre optimisme. Alors la bataille qui a été gagnée n'est pas celle de la haine, mais contre elle. Et nous la gagnons sur eux. Un par un. En étant des gens réels, honnêtes et de bonne nature, en clamant non pas la fierté mais l'égalité, nous nous faisons plus d'amis que d'ennemis. Et ces mecs qui refusent encore d'accepter, laissons les bouillir au loin avec leur propre pouvoir d'être libre, laissons les clouer et fermer leurs cercueils. Nous choisissons tous. Mais il n'est jamais trop tard pour réaliser que les mauvais choix peuvent être changés en décisions positives. Evolues et sois libre.

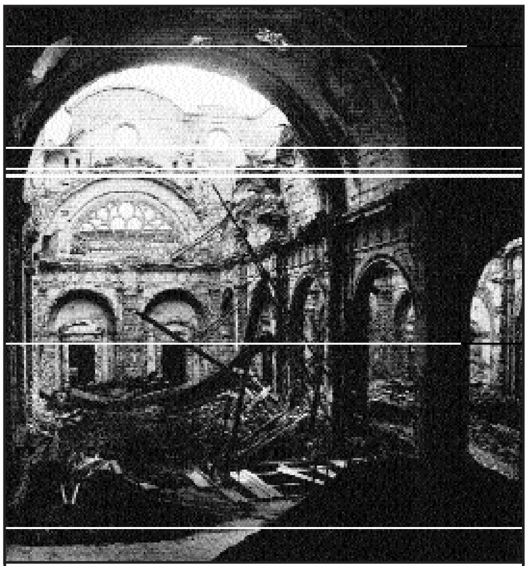
Je veux remercier François Herrero pour m'avoir contacté sur ce projet, l'ABC pour le faire, APLAN pour m'avoir mis en touche avec eux, et Ricky pour être si délicieux et pour grandir avec moi. Vis ce que te dis ton cœur. Sois un amoureux, pas un haineux. Je fais un zine qui s'appelle Wiener Society, vous pouvez l'avoir pour 1$ et deux timbres ou gratos i vous êtes prisonnier. Rentrez en contact, SVP Ecrivez moi ou écrivez à Ricky; nous aimons les copains du stylo et nous faire de nouveaux amis.

Nique la haine !
Nique les stéréotypes !
Debout les punx et les pédés !
En solidarité, Neil.

Neil Edgar K61832 et
Ricky Martinez J66922
A4 114 Po Box 409000,
Ione, CA 95640, USA

[Texte tiré de “*résistance(s) au carcéral / pour en finir avec toutes les prisons*”, mai 2002, 92 p. Nous avons un peu amélioré la traduction]

Göteborg (14-16 juin 2001) :
UN BILAN DE LA RÉPRESSION



***Paris, mai* 1871 : le Palais de Justice incendié par des communards.**

Il y a un peu plus d'un an, se tenait le sommet de l'Union européenne à Göteborg, en Suède. On se souvient que pour la première fois au cours de tels rassemblements “anti-mondialisation”, la police a tiré à balles réelles, blessant ainsi trois personnes au cours de l'émeute. Parallèlement, 71 personnes ont été poursuivies en Suède dans des procès qui se succèdent depuis juillet 2001. Le bilan est très lourd : jusqu'à cinq ans de prison, la sentence moyenne pour les personnes condamnées étant de 1 an et deux mois de prison ! Fin juillet 2002, six personnes étaient toujours incarcérées (3 suédois, 2 allemands, 1 danois).

SS, un allemand de 20 ans blessé à la jambe par balle, poursuivi pour émeute aux audiences des 3 et 27 juillet 2001. La cour d'appel l'a condamné à un an et huit mois de prison plus une interdiction de séjour en Suède de 10 ans. La Cour Suprême [équivalent de la Cassation en france] a refusé d'examiner son cas, il est actuellement incarcéré.

Sept danois poursuivis pour émeute le 4 juillet 2001. La cour d'appel les a condamné à 6 mois de prison pour JB et JS, 5 mois pour CW et RLH, 8 mois pour LJ et KS, et un mois à la prison pour mineurs pour JM. La Cour Suprême n'a pas décidée si elle examine leur cas.

AA, un suédois de Stockholm de 26 ans, poursuivi pour émeute le 6 juillet 2001, a été acquitté mais le procureur a fait appel.

EI, un suédois de 30 ans de Göteborg, poursuivi pour émeute le 6 juillet 2001, a pris 10 mois de prison en appel.

EH, un suédois de 19 ans de Stockholm et IA un suédois de 19 ans de Dalarna, poursuivis pour émeute le 6 juillet 2001, ont pris 8 mois de prison en première instance. Le premier n'a pas fait appel et est emprisonné, le second n'a pas encore reçu la date de l'appel.

S B, J P J, K M, J D R, S K S, cinq danois poursuivis le 9 juillet 2001 pour tentative d'agression et préjudice important ont été acquittés. Excepté pour SB et JDR, le procureur a fait appel qui se tiendra le 6 mai 2002.

Luigino Longo, un italien de 43 ans qui vit en Norvège, poursuivi pour émeute le 11 juillet 2001, a pris 2 ans de prison et 10 ans d'interdiction de séjour par la cour d'appel La Cour Suprême a refusé d'examiner son cas, il est actuellement incarcéré en Norvège.

J E, un suédois de 20 ans de Nacka, poursuivi pour avoir organisé une émeute le 13 juillet 2001, a pris 2 ans et 6 mois par la cour d'appel. La Cour Suprême a refusé d'examiner son cas.

Paul Robinson, un anglais de 33 ans, poursuivi pour émeute le 12 juillet 2001, condamné à 1 an et interdiction de séjour en Suède de 10 ans par la cour d'appel. La Cour Suprême a refusé d'examiner son cas, il est sorti de prison mi-février 2002.

M V, un suédois de 24 ans de Malmö poursuivi pour émeute le 12 juillet 2001, a pris 1 an en première instance. N'a pas fait appel.

J-B B, un allemand de 24 ans, poursuivi pour émeute et tentative d'agression le 13 juillet 2001, a pris 2 ans et interdiction de séjour de 10 ans par la cour d'appel. La Cour Suprême a refusé d'examiner son cas, il est actuellement incarcéré.

T A, un suédois de 38 ans de Göteborg, poursuivi pour émeute le 13 juillet 2001, a pris 9 mois en première instance. Date de l'appel : 2 mai 2002.

T K, suédois de 21 ans de Göteborg, poursuivi pour agression sur un officier de police et vol le 16 juillet 2001, a pris 8 mois en première instance. N'a pas fait appel.

J B, un suédois de 24 ans de Göteborg, poursuivi pour sabotage le 17 juillet 2001, a pris 1 an en première instance. N'a pas fait appel.

J A, un suédois de 19 ans de Göteborg, poursuivi pour émeute le 17 juillet 2001, a pris 1 an et 8 mois en appel. La Cour suprême examinera son cas les 9-10 avril 2002.

J P, un suédois de 25 ans de Göteborg, poursuivi pour émeute le 20 juillet 2001, a pris 2 ans et 6 mois en appel. La Cour Suprême doit encore décider si elle examinera ou pas son cas.

Poursuivies pour émeute, provocation à l'émeute et organisation de l'émeute, en première instance, les personnes de la “Ligne centrale d'information” (messages SMS qui précisaient la position des keufs) ont pris en appel rendu le 8 février 2002 : 1 an et 4 mois pour MJ, SN et SN, 1 an et 8 mois pour AB et HS, 2 ans pour MW.

Hannes Westberg, le garçon touché par une balle dans l'estomac, poursuivi pour émeute et agression sur un officier de police en octobre 2001, a pris 8 mois en première instance. N'a pas fait appel. Il est actuellement incarcéré.

FR, un suédois de 24 ans de Värmland, poursuivi pour émeute, a pris 8 mois en première instance. L'appel n'a pas encore eu lieu.

FH-A, un suédois de 17 ans, poursuivi pour émeute, a pris une dispense de peine conditionnée à 160 heures de TIG. A fait appel.

EL, JA, LB, suédois de 18, 22 et 18 ans de Linköping, poursuivis pour émeute le 30 novembre 2001, ont pris une dispense de peine sous réserve de 175 heures de TIG pour EL and LB, deux ans pour JA.

HC, JS, suédois de 17 ans de Göteborg, poursuivis le 18 décembre 2001 pour graffiti, condamnés en première instance à un suivi par les services sociaux. Pas encore de date d'appel.

MC, DD, C R-B, MS, tous suédois de Göteborg âgés de 17 ans et un de 16 ans, poursuivis pour émeute le 25 janvier 2002, condamnés en première instance à des TIG.

AA, suédois de 17 ans de Göteborg, poursuivi pour émeute le 12 février 2002, condamné en première instance à un suivi social et un TIG.

Sur les 49 verdicts qui ont eu lieu en 33 procès contre 58 personnes à la date du 6 mars 2002, on compte 30 peines de prison, 8 TIG (pour les mineurs), 2 suivis sociaux et 8 acquittements. Le sexe des personnes n'est pas précisé, mais on compte 20 % de femmes parmi les accuséEs. Cinq personnes ont été incarcérées — dont trois depuis juin 2001 — et une seule a été libérée à ce jour.

Le groupe de soutien et de suivi a besoin d'argent et précise que tout le travail est réalisé bénévolement, donc que tout l'argent va aux prisonniers.

Adresse : Solidaritetsgruppen
c/o Syndikalistiskt Forum
Box 7267 —402 35 Göteborg — Suède
solidaritetsgruppen@hotmail.com

[Texte extrait d'a-news
du 6 mars 2002, posté par
“antti.rautiainen@kolumbus.fi”]

Un suédois de 22 ans de Stockholm a été condamné à 5 ans de prison le 23 juillet 2002 en première instance. Il était incarcéré depuis l'audience qui a eu lieu en juin. Il a fait appel. C'est la peine la plus lourde prononcée jusqu'à présent.

[a-news, 26 juillet 2002]

Le 12 janvier 1887, le jury de la Seine condamne **Clément Duval**, un serrurier de 37 ans, à la peine de mort. Membre fondateur du groupe *La Panthère des Batignolles*, il a cambriolé le 4 octobre 1886 un hôtel particulier de la rue Monceau, y a dérobé pour quinze mille francs d'argenterie et de bijoux avant d'y mettre le feu. Le 17 octobre, les agents de la Sûreté tentent de s'emparer de lui alors qu'il se rend chez un receleur. Au cri d' "*au nom de la loi, je vous arrête*", il répond "*au nom de la liberté, je te casse la tête !*" avant de planter un couteau dans le corps du brigadier Rossignol. C'est donc pour vol, incendie et tentative de meurtre qu'il est condamné à mort avant que sa peine ne soit commuée le 28 février aux travaux forcés à perpétuité. Son casier présentait déjà une condamnation d'un an de prison en 1878 et de 2 jours en 1883 pour rébellion à agents.

Après 14 années aux Iles du Salut, il parvient enfin à s'évader le 14 avril 1901 après d'innombrables tentatives. Il finira sa vie chez des anarchistes italiens de New-York à partir de 1903 avant de mourir, toujours clandestin, dans ce pays en 1935. Il a rédigé des mémoires parues en italien, dont seule la première partie existe en français : *Moi, Clément Duval, bagnard et anarchiste*, éd. Ouvrières, 1991. Les coupures sont celles du livre. Sa défense, publiée ci-dessous fut à l'époque tirée à 50 000 exemplaires.

... Suite de la première page

Et combien y a-t-il de ces industries malsaines, le nombre en serait trop grand pour les énumérer toutes, sans parler des bagnes capitalistes infects et malsains où le travailleur, enfermé pendant dix ou douze heures, obligé pour conserver le pain de sa famille de subir les vexations, les humiliations d'une chiourme insolente à laquelle il ne manque que le fouet pour nous rappeler les beaux jours de l'esclavage antique et des serfs du moyen âge.

Et ces malheureux mineurs, enfermés à cinq ou six cents pieds sous terre, ne voyant le jour souvent qu'une fois par semaine et quand, las de tant de misères et de souffrances, ils relèvent la tête pour réclamer leur droit au soleil et au banquet de la vie : vite une armée en campagne, au service des exploiteurs, et que l'on fusille cette canaille ! Les preuves ne font pas défaut.

Et l'exploitation de l'homme par l'homme n'est rien comparativement à celle de la femme. La nature, déjà si ingrate à son égard, la rend maladive quinze jours par mois [sic], mais on n'en tient pas compte : chair à profit, chair à plaisir, voilà le sort de la femme. Combien de jeunes filles arrivant de la campagne, pleines de force et de santé, que l'on enferme dans des ateliers, des chambres où il n'y a de la place que pour quatre, et elles sont quinze, vingt, n'ayant ainsi pas l'air nécessaire, ne respirant qu'un air vicié : les privations qu'elles sont obligées de s'imposer aidant, au bout de six mois elles sont anémiques. De là, la maladie, la mollesse, le dégoût d'un travail ne suffisant pas à leurs besoins conduisent ces malheureuses à la prostitution.

Que fait la société pour ces victimes ? Elle les rejette hors de son sein, comme la lèpre, les met en carte, les enrôle dans la police et en fait des délatrices de leurs amants. (...)

Et pensez-vous qu'un travailleur, aux sentiments nobles et généreux, puisse voir ce tableau de la vie humaine se dérouler constamment devant ses yeux sans que cela le révolte ? Lui qui en ressent tous les effets, qui en est constamment la victime, moralement, physiquement et matériellement : lui que l'on prend à vingt ans pour payer l'impôt du sang, servir de chair a mitraille pour défendre les propriétés et les privilèges de ses maîtres : et s'il revient de cette boucherie, il en revient estropié, ou avec une maladie le rendant a moitié infirme, le faisant rouler d'hôpital en hôpital, servant ainsi de chair à expérience à ces Messieurs de la science. J'en parle savamment, moi qui suis revenu de ce carnage avec deux blessures et des rhumatismes, maladie qui me vaut déjà quatre ans d'hôpital et qui m'empêche de travailler six mois de l'année. Pour récompense, si vous n'avez pas le courage d'accorder ma tête que l'on vous demande, j'irai mourir au bagne.

Et ces crimes se commettent au grand jour, après avoir été complotés dans les couloirs de cabinets, sous l'influence d'une coterie, ou le caprice d'une femme [sic], en criant par dessus les toits : le Peuple est souverain, la Nation souveraine, et sous le patronage de mots ronflants : Gloire, Honneur, Patrie, comme s'il devait y avoir plusieurs patries entre des êtres habitant tous la même planète.

Non ! Les anarchistes n'ont qu'une patrie, c'est l'humanité.

C'est aussi, au nom de la civilisation, ces expéditions lointaines où des milliers d'hommes se tuent avec une sauvagerie féroce. C'est au nom de la civilisation que l'on pille, que l'on incendie, que l'on massacre tout un peuple qui ne demande qu'à vivre en paix chez lui. Et ces crimes se commettent impunément, car le code n'atteint pas ce genre de vols, de brigandages à main armée, au contraire : on décerne des palmes à ceux qui ont bien mené à fin tout ce carnage, des médailles aux mercenaires qui y ont pris part, en mémoire de leurs belles actions, et ces inconscients sont fiers de porter cet insigne, qui n'est qu'un diplôme d'assassinat.

Mais en revanche le code punit sévèrement le travailleur à qui la société refuse le droit à l'existence et qui a le courage de prendre le nécessaire qui lui manque où il y a du superflu. Oh ! alors, celui-là, on le traite de voleur, on le traduit devant les tribunaux et on renvoie finir ses jours au bagne.

Voilà la logique de la société actuelle.

Eh bien, c'est pour ce crime que je suis ici : pour ne pas reconnaître à des gens le droit de mourir de pléthore pendant que les producteurs, les créateurs de toutes les richesses sociales, meurent de faim. Oui je suis l'ennemi de la propriété individuelle, et il y a longtemps que je dis avec Proudhon la propriété, c'est le vol.

En effet, comment acquiert-on des propriétés, si ce n'est en volant, en exploitant ses semblables, en donnant trois francs à l'exploité sur un travail qui en rapporte dix à l'exploiteur ? Et les petits exploiteurs ne le cèdent en rien aux grands. Une preuve : j'ai vu ma compagne faire du travail en deuxième main, deux petites pièces détachées de passementerie, de perlage, qui lui étaient payées sept centimes et demi la pièce. Quinze jours plus tard, faisant le même travail en première main, il lui fut payé cinquante-cinq centimes pièce. (...)

Alors pensez-vous qu'un travailleur conscient puisse être assez sot, le jour de l'échéance du terme [le jour de paie du loyer], pour retourner à ce même exploiteur-propriétaire une partie du salaire qui lui aura été donné ? Et qu'il verra sa femme et ses enfants obligés de se priver des choses les plus nécessaires à l'existence, pendant que cet oisif, avec cet argent, ira à la Bourse ou ailleurs spéculer, agioter sur la misère du peuple, ou dans quelque boudoir à la mode se vautrer dans les bras d'une malheureuse fille qui, pour vivre, est forcée de faire de sa chair une chair à plaisir, malgré le dégoût que lui inspire un pareil goujat.

Eh bien, ne voulant pas me faire le complice de semblables ignominies, voilà pourquoi je ne payais pas de terme (ce que vous me reprochez), ne voulant pas me laisser dévaliser par ce voleur, ce vautour que l'on nomme propriétaire, et c'est pourquoi on a donné de mauvais renseignements sur moi dans les différents locaux que j'ai habités. Il n'y a de bons renseignements que pour les vils et les rampants, pour ceux qui ont l'échine souple.

Car, la loi se faisant en toutes choses la complice de ceux qui possèdent, on jette l'anathème aux travailleurs qui relèvent fièrement la tête, qui conservent toute leur dignité en se révoltant contre les abus, les injustices, contre de pareils monstres dont se compose la société des possédants.

Mais il y a longtemps que je ne compte plus qu'avec ma conscience, me moquant des sots et des méchants, étant certain d'avoir l'estime des hommes de coeur qui m'ont connu de près. C'est pourquoi je vous dis : ce n'est pas un voleur que vous condamnerez en moi, mais un travailleur conscient, ne se considérant pas comme une bête de somme, taillable et corvéable à merci, et reconnaissant le droit indéniable que la nature donne à tout être humain : le droit a l'existence. Et lorsque la société lui refuse ce droit, il doit le prendre et non tendre la main, c'est une lâcheté dans une société où tout regorge, où tout est en abondance, ce qui devrait être une source de bien-être et n'est actuellement qu'une source de misères... Pourquoi ? Parce que tout est accaparé par une poignée d'oisifs qui crèvent d'indigestion tandis que les travailleurs sont continuellement à la recherche d'une bouchée de pain.

Non ! je ne suis pas un voleur mais un volé, un justicier, qui dit que tout est à tous, et c'est cette logique serrée de l'idée anarchiste qui vous fait trembler sur vos tibias.

Non je ne suis pas un voleur, mais un révolutionnaire sincère, ayant le courage de ses convictions et dévoué à sa cause [sic].

Dans la société actuelle, l'argent étant le nerf de la guerre, j'aurais fait tout ce qui était en mon pouvoir pour m'en procurer, pour servir cette cause si Juste, si noble, qui doit affranchir l'humanité de toutes les tyrannies, les persécutions dont elle souffre si cruellement.

Ah ! je n'ai qu'un regret, c'est d'être tombé si tôt entre vos mains, m'empêchant ainsi d'assouvir une haine implacable, une soif de vengeance que j'ai vouée à une société aussi infâme.

Mais ce qui me console, c'est qu'il reste des combattants sur la brèche, car malgré toutes les persécutions l'idée anarchiste a germé, et l'évolution théorique se termine et fera bientôt place à la pratique, à l'action. Oh ! alors, ce jour-là, société pourrie, gouvernants, magistrats, exploiteurs de tout acabit, *vous aurez vécu.*

Vive la révolution sociale, vive l'anarchie...